l'unité

N° 135 -4F L'hebdomadaire du Parti socialiste 6 au 12 Décembre 1974

La voie péruvienne

Portugal: Les brigades du savoir

RAPPELS...

L'inauguration des nouveaux locaux du Parti socialiste vient de fournir à François Mitterrand l'occasion de rappeler et de préciser quelques positions fondamentales sur les problèmes qui dominent l'actualité politique, économique et sociale. Ces rappels et ces précisions, qui expriment les sentiments de la très grande majorité des militants socialistes, viennent à point, à la veille de la Convention nationale qui va, dimanche, faire le bilan de l'activité du P.s. au cours des derniers mois et au moment où la préparation du Congrès national de fin janvier entre dans sa phase active avec la diffusion des premiers projets de motion.

Une première série de rappels portait sur la situation économique. Les six premiers mois de gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing se traduisent par une somme d'échecs évidents pour tous : le chômage augmente dans des proportions dramatiques sans pour autant que l'inflation se soit ralentie ; l'indice de la production est en baisse et l'équilibre de notre commerce exté-

(suite page 2)

Energie : Le charbon saboté

HANDICAPES : SORTIR DU GHETTO



Sommaire

3 **FRANÇOIS MITTERRAND : « RIEN, POUR NOUS, N'A CHANGE »**

6 **MAJORITE : PLUS D'ARMEE IMPERIALE, PAR SERGE RICHARD**

7 **LES GROS BRAS, PAR MICHELE BACKMANN**

8 **CHANGER LA VIE POLITIQUE EN FRANCE**

9 **ENERGIE : LE SABOTAGE DU CHARBON, PAR GUY PERRIMOND**
Déficit organisé, prospection abandonnée, « dent » contre les mineurs... Le Pouvoir continue d'organiser le sabotage du charbon, alors que la crise du pétrole lui ouvrait un bel avenir.

12 **LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES : HARO SUR LE PRADAL, PAR JEAN-LOUP REVERIER**
Avec son « Guide des médicaments les plus courants » le Dr Henri Pradal permet à chacun de se faire une opinion sur les qualités et les dangers d'une centaine de spécialités. Levée de boucliers des trusts pharmaceutiques.

13 **MARTHE, O.S. EN BLANC**
Madeleine Riffaud, journaliste à « l'Humanité », s'est engagée comme aide-soignante dans un grand hôpital. Dans un livre en forme de reportage-poème, « Les linges de la nuit », elle raconte la vie de Marthe (son pseudonyme) au jour le jour.

15 **CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE**

16 **AMERIQUE LATINE : LA VOIE PERUVIENNE**
Che Guevara et le général Velasco, chef de l'Etat péruvien, réunis sur une même fresque... Espoirs et contradictions d'un pays où se déroule une expérience suivie avec attention par tous les militaires du monde.

18 **CHANGER LA VIE POLITIQUE INTERNATIONALE**

20 **ENSEIGNEMENT AGRICOLE : DANS LES CHOUX ! PAR JEAN-PIERRE MOULINS**

AUXERRE : LA POLICE A L'ECOLE

22 **HANDICAPES : SORTIR DU GHETTO, PAR DOMINIQUE MARTIN**
Il y a une chance aujourd'hui pour les personnes handicapées de sortir du ghetto où la société les a enfermées depuis longtemps. Les socialistes en appellent à l'opinion publique pour ne pas laisser passer la chance.

25 **PORTUGAL : LES BRIGADES DU SAVOIR, PAR JACQUES LANCIEN**
A peine sorti de 48 années de fascisme et d'obscurantisme, le Portugal détient le record d'analphabètes (37 %) en Europe. L'été dernier des milliers d'étudiants sont partis dans les campagnes organisés en brigades d'alphabétisation.

26 **CHANGER LA VIE CULTURELLE**

28 **LIVRES : KOLOSSALE ILLUSION, PAR GEORGES FRAMERIES**
LES SOLDATS « PERDUS » DE JESUS
JANE FONDA : « LA GUERRE N'EST PAS FINIE »

PHOTOS ET DESSINS
Adja (page 15) A.f.p. (page 17) Barrigue (pages 7, 10, 18) Coureuil (pages 10, 17, 21) Pascal Lebrun (pages 4, 5, 13) Magnum (pages 1, 9, 23) Solo (page 16) Teich (page 8)

→

rieur n'est pas près d'être rétabli. Tout cela parce que le gouvernement n'a pas voulu mettre en œuvre un plan cohérent, du type de celui que le candidat de la gauche avait proposé en mai dernier et qui, se fondant sur les grandes orientations du programme commun, reste d'une brûlante actualité et constitue la seule voie pour assurer l'autonomie économique de la France, le plein emploi et la réduction des inégalités.

L'incohérence de la politique gouvernementale est aujourd'hui illustrée par l'incroyable cadeau qui vient d'être accordé à l'ensemble Peugeot-Citroën. Alors que le Pouvoir prétend n'être pas en mesure de satisfaire les maigres revendications des postiers, il n'hésite pas à consacrer une subvention d'un milliard — car un prêt à 15 ans , aux conditions où il est consenti, n'est pas autre chose qu'une subvention — à restructurer un groupe privé le mettant ainsi en mesure de concurrencer l'entreprise nationale Renault, sans exiger de lui le moindre compte quant à l'usage qui sera fait de ces fonds ni même quant à la garantie de l'emploi.

Devant une telle situation, la seule réponse est bien celle que propose toute la gauche c'est-à-dire la nationalisation de Citroën et la restructuration de l'industrie automobile française autour d'une grande entreprise publique de compétitivité internationale. Le même raisonnement s'appliquant au secteur de l'informatique, où le Pouvoir a laissé se développer une situation gravement préjudiciable aux intérêts nationaux.

Ces deux exemples, qui concernent des domaines essentiels, ont le mérite de souligner que les analyses que font de la crise les partis signataires du programme commun sont beaucoup moins divergentes que certains voudraient le faire croire.

Pour les socialistes comme pour les communistes, il s'agit bien d'une crise du capitalisme mondial et les premiers ne songent pas plus que les seconds à accéder au pouvoir pour la « gérer loyalement ». La gauche doit-elle pour autant s'interdire de gouverner pendant toute la durée du septennat de Giscard d'Estaing ? A cette question François Mitterrand a répondu clairement que la position du Parti socialiste n'a pas changé depuis la signature du programme commun, qui avait d'ailleurs été élaboré dans cette perspective et dont c'était même le principal objet ; si elle obtient la majorité aux élections législatives, la gauche doit aller au pouvoir pour appliquer ce programme dans lequel figure notamment, à côté de profondes réformes de structures, une révision constitutionnelle destinée à réduire les pouvoirs du président de la République. Il s'agit bien là d'une question de fond, posée sans ambiguïté, et que l'on ne peut esquiver en répondant simplement, comme l'a fait René Andrieu mercredi dans « l'Humanité », « Nous n'irons jamais au gouvernement pour gérer la crise au profit du grand capital ». Nous non plus ! Alors, s'il ne s'agit que de cela, c'est bien une fausse querelle et il est temps qu'elle cesse.

CLAUDE ESTIER

Collection Leduc

François Mitterrand: «Rien, pour nous, n'a changé»

Au cours de la conférence de presse qu'il a tenue mardi et qui a permis aux journalistes de faire connaissance avec les nouveaux locaux du Parti socialiste, place du Palais-Bourbon, François Mitterrand a traité successivement de la situation économique et sociale, de la politique industrielle, du Marché commun, de la liberté d'expression et du Parti socialiste face aux élections. C'est seulement à partir de cette dernière question qu'il a évoqué indirectement, dans sa déclaration liminaire, le problème des rapports entre socialistes et communistes, à propos desquels il a complété sa pensée en répondant à une question. Sur tous ces points, voici l'essentiel de ses déclarations.

Après avoir rappelé les caractéristiques de l'aggravation de la crise du capitalisme international, François Mitterrand a souligné que le plan en trois étapes qu'il avait proposé en mai dernier et précisé le 24 septembre, reste d'actualité. Puis il a apporté quelques précisions nouvelles dans le cadre des trois priorités qu'il avait alors dégagées :

Atteindre l'autonomie économique exigera un effort industriel à long terme, pour exporter plus et importer moins. Pour que cet effort ait un sens, il doit s'inscrire dans une politique internationale claire et en particulier européenne.

Lors de la prochaine réunion au sommet des Neuf, La France devrait proposer :

— un emprunt groupé européen de 20 milliards de dollars réalisé par un consortium de banques européennes auprès de pays producteurs pour stabiliser la part du prix de pétrole que nous ne pouvons couvrir par des exportations immédiates ;

— un plan concerté d'économie d'énergie fixant comme objectif la réduction en 1980 de la consommation de pétrole à 80% du niveau actuel ;

— une réduction du rôle des compagnies pétrolières privées dans la production, le raffinage et la distribution du pétrole. La France devrait d'ailleurs unilatéralement prendre une participation majoritaire dans la C.f.p. (comme le prévoit le programme commun), modifier les parts de marchés accordées aux compagnies privées de façon à assurer un marché prioritaire à la compagnie nationale restructurée et refondre totalement la fiscalité pétrolière ;

— un alignement unilatéral par les pays européens du prix officiel de l'or sur le prix du marché libre, ce qui augmenterait les réserves des divers pays membres.

— une stabilisation en hausse des cours de toutes les matières premières en provenance du Tiers-Monde.

Une relance cohérente des investissements et des consommations de base pour assurer le plein emploi sans peser sur les prix. Pour cela, il convient, par la sélectivité du crédit, de favoriser les secteurs de biens d'équipements (industriels et ménagers), où des goulets d'étranglement apparaissent et où l'emploi est élevé. Des critères de sélectivité rangeant les secteurs à favoriser par ordre de valeur ajoutée et d'emploi décroissant, devraient être définis par le Plan et mis en œuvre par le système bancaire nationalisé. Il faut en finir avec l'actuel gaspillage des fonds publics. L'Etat finance à fonds perdus quelques entreprises, sans aucun bénéfice pour la collectivité et les travailleurs des entreprises. Enfin, il importe de mettre en place une véritable garantie de formation en cas de licenciement économique, que n'organise qu'imparfaitement l'accord du 14 octobre dernier.

L'ensemble des mesures proposées reste d'actualité. En particulier, la réduction de la durée du travail à salaire égal, l'abaissement de l'âge de la retraite, l'indexation des revenus fixes et de l'épargne populaire, la réévaluation à 1 500 F du Smic sont d'urgentes nécessités.

Il est urgent également d'entreprendre un gros effort de lutte contre la fraude fiscale, qui prive l'Etat du quart de ses ressources et de mettre en chantier la réforme fiscale si longtemps retardée.

La croissance française est compromise par la politique actuelle du Pouvoir. La crise internationale du capitalisme affectera gravement les intérêts de notre pays si la logique même de l'économie politique n'est pas elle-même transformée. Cela exige une analyse rigoureuse de tous les aspects de la situation actuelle.

C'est pourquoi je demande qu'un débat avant la fin de cette session et s'il le faut à l'occasion d'une session extraordinaire du Parlement ait lieu sur les options du VIIe Plan, dont le Parlement n'a pas eu encore à connaître, malgré la proximité de sa mise en œuvre. Le Parlement doit redevenir le lieu où se définissent la politique économique et les grandes orientations industrielles et sociales du pays. Un tel débat lui redonnerait ce rôle, à condition qu'il se déroule au fond et que le Parlement dispose de tous les moyens d'enquete nécessaire sur tout sujet, comme cela fut le cas à propos des compagnies pétrolières.

La motion de censure qui sera déposée la semaine prochaine permettra déjà d'éclairer l'opinion sur le choix fondamental à faire.

L'affaire Citroën-Peugeot

L'attitude du gouvernement devant les difficultés de Citroën est extrêmement révélatrice de sa soumission aux grands intérêts. Encore une fois, comme pour Sidelor, de Wendel, Dassault, Thomson ou d'autres, le gouvernement se propose d'accorder une subvention à fonds perdus à une entreprise privée sans lui demander ce qu'elle entend en faire, ni exiger d'elle qu'elle garantisse l'emploi.

Le gouvernement n'a pas de politique industrielle. Balloté entre des influences financières multiples et contradictoires, il gaspille sans compter les fonds publics, il organise l'incohérence du tissu industriel et il néglige de préparer une véritable politique de l'exportation.

Je me permets, à cet égard, de rappeler les principes de la politique industrielle que nous souhaitons.

L'intervention financière de l'Etat en matière industrielle ne devrait jamais servir que trois objectifs :

1°) Soutenir l'emploi et l'investissement

2°) Adapter l'outil de production aux nouvelles exigences du progrès économique et social

3°) Empêcher le rachat de l'entreprise par des grands groupes multinationaux étrangers.

Cette intervention ne peut se faire que dans le cadre d'une politique industrielle d'ensemble et sous trois formes :

1°) Un prêt à intérêt initial faible associant l'Etat à terme aux plus values que favorise son apport.

2°) Une prise de participation en capital suffisamment importante pour donner à l'Etat un contrôle des décisions stratégiques dans l'entreprise et pouvant aller jusqu'à la nationalisation.

3°) La nationalisation.

Le Parlement doit pouvoir contrôler la forme et l'efficacité de ces interventions.

Dans le cas de Citroën, il serait scandaleux de donner une subvention de un milliard au groupe Peugeot—Citroën favorisant un groupe privé contre une entreprise nationale, sans contrôle sur l'usage de ces fonds, sans que soient définies les perspectives réelles du groupe, sans exiger un effort d'investissement et une réduction des gaspillages.

Le groupe socialiste votera la proposition de loi tendant à la nationalisation de Citroën. Le Parti socialiste estime cependant qu'il ne convient pas de se contenter de nationaliser les entreprises en péril, ce qui irait à l'encontre du but recherché et que la solution doit être plus globale et se fonder sur une analyse d'ensemble du secteur automobile français. Dans la situation actuelle, il n'y a plus de place en France pour quatre constructeurs indépendants. La restructuration doit se faire, si on veut maintenir la compétitivité française au niveau mondial et éviter le rachat de l'une d'entre elles par un groupe étranger, autour de la régie Renault et dans le cadre d'une réorientation des productions vers les camions (Saviem et Berliet en sont l'amorce) et les biens d'équipement nécessaires à nos exportations.

On doit donc dès maintenant penser à la constitution d'une compagnie nationale unique de très grande stature internationale autour de la Régie Renault, regroupant tous les producteurs français.

→

Une telle politique va dans le sens de la division internationale du travail. De telles entreprises uniques dans quelques secteurs de base, qui ne peuvent être que publiques, permettront seules, dans le cadre de l'évolution de l'ordre économique mondial, d'assurer l'autonomie de la France.

Dans le même sens, on doit immédiatement décider la nationalisation de la C.i.i. et d'Honeywell-Bull, afin de maintenir efficacement la capacité de concurrence internationale de la France dans ce secteur à très haute technologie.

Le niveau inquiétant du chômage va encore s'élever dans les mois à venir. L'Unedic elle-même prévoit une augmentation de 50 % en 1975 du nombre des chômeurs secourus.

L'accord du 14 octobre dernier représente un progrès. Il faut cependant tenter de corriger ses insuffisances.

D'abord, il ne s'applique qu'à certains des inscrits à l'Unedic, soit 80 000 personnes alors qu'il y a 156 00 inscrits et 660 000 demandeurs d'emploi. Ensuite, l'indemnité est limitée à 80% du salaire plafonné. Enfin, l'indemnité n'est pas d'un an mais de trois mois renouvelables, puisque, à cette date, en cas d'égalité de voix à la commission paritaire chargée de renouveler l'indemnité, celle-ci n'est pas maintenue.

Une protection d'ensemble contre le chômage doit être organisée aujourd'hui par la loi. Elle concernera tous les salariés à la recherche d'un premier emploi. Elle s'appuiera sur une réelle formation permanente. Les mesures prévues par le programme commun et celles que j'avais proposées lors de la campagne présidentielle, sont donc particulièrement urgentes. Elles peuvent être aisément financées si l'on veut bien mettre fin au gaspillage des ressources versées au fonds pour la formation permanente.

Par exemple :

— revenu égal aux deux tiers du Smic pour les jeunes et les femmes à la recherche d'un premier emploi ;

— contrôle du licenciement économique par les travailleurs ;

— garantie réelle d'un an de salaire à tout travailleur licencié avec garantie de formation professionnelle de conversion assurée dans les établissements publics de formation professionnelle des adultes ;

— réduction de la durée du travail à salaire égal et retraite à 60 ans, en priorité pour les travaux pénibles.

La liberté d'expression

Les conditions d'exercice de la presse écrite sont rendues chaque jour plus difficiles par l'évolution de la situation économique.

La presse audio-visuelle prend une place si importante dans la formation de l'esprit public qu'elle crée des devoirs particuliers à ceux qui en exercent le contrôle ou qui en détiennent le pouvoir.

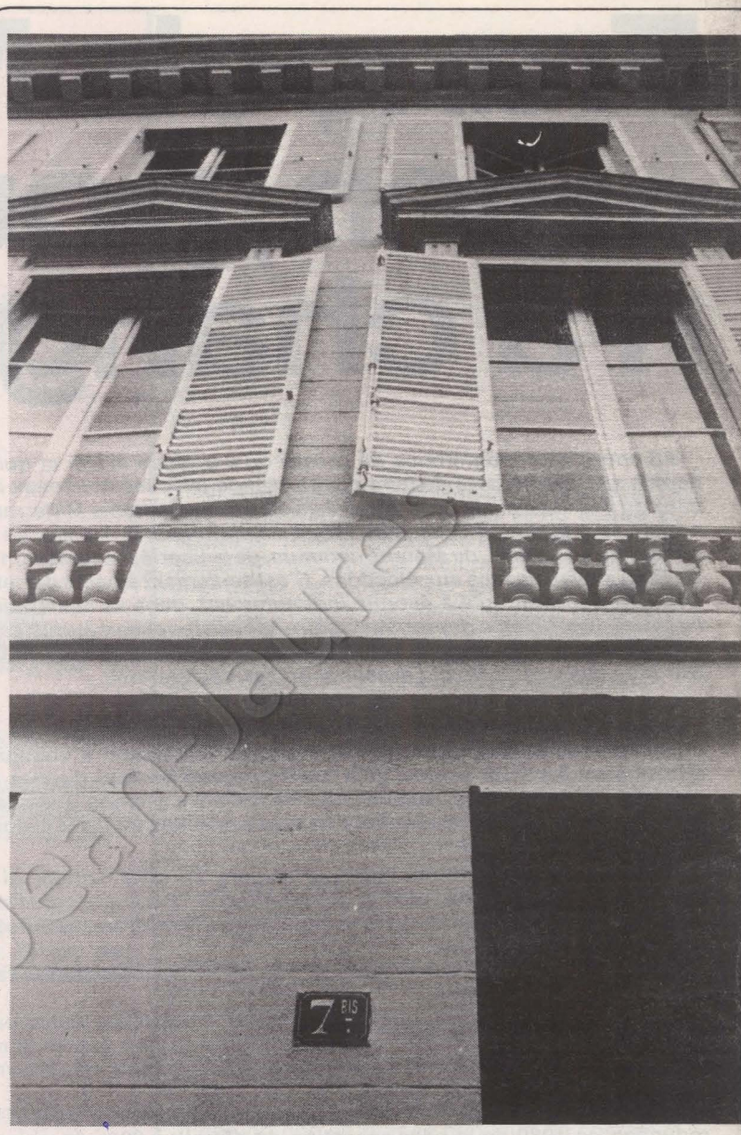
Or, on assiste à une main-mise — au vrai sens du terme — scandaleuse du Pouvoir exécutif sur la radio et la télévision.

1. Le conflit sur les sociétés qui ont succédé à l'O.r.t.f. est né de la volonté du gouvernement de procéder à des licenciements massifs et selon des critères partisans et des méthodes policières. On ne trouvait jusqu'ici qu'en Espagne des journalistes notés — étant entendu qu'en dernier ressort c'est le gouvernement qui juge.

2. Le temps d'antenne dans les émissions dont l'objet est de permettre aux responsables politiques de s'adresser directement aux téléspectateurs est plus réduit encore que sous le dernier septennat pour les partis d'opposition de gauche. Une règle d'équité doit être décidée. Il n'est pas normal que le président de la République et le Premier ministre disposent à leur guise de la radio-télévision et que l'opposition ne puisse s'exprimer qu'au rabais.

Toute déclaration de l'un ou de l'autre devrait etre suivie dans les 24 heures d'une déclaration d'un responsable de l'une des grandes formations politiques de l'opposition pour une durée d'au moins les deux tiers du temps accordé à la majorité.

3. L'affaire d'Europe 1 a attiré l'attention sur le rôle de la Sofirad devenue officine des partis de la majorité. Une proposition de loi sera déposée tendant à modifier les règles de représentation et de fonctionnement de cette société.



La façade du nouveau siège du P.s. et quelques aspects de l'exposition organisée à l'occasion de sa présentation à la presse. Une grande souscription nationale est lancée pour le financement de ces locaux. Premiers souscripteurs : les députés, les sénateurs et les membres du Comité directeur pour 1 000 F chacun.

Le président de la République a été élu par le peuple français et il a été élu pour sept ans. Le Parti socialiste refuse de considérer que pendant ce temps la gauche s'interdit à elle-même de prendre en main les affaires de l'Etat et d'apporter ses propres solutions au pays. Si la majorité des Français se prononcent en faveur de la gauche lors des élections législatives, le devoir du président de la République sera d'appeler la gauche à gouverner et le devoir de la gauche sera de gouverner pour appliquer son programme.

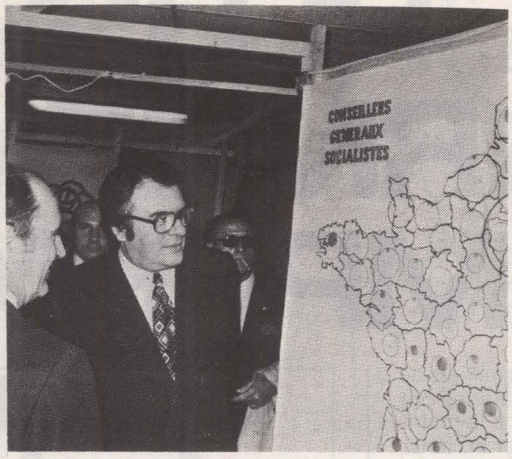
Les difficultés qui naitront de l'opposition entre un président élu par une majorité de droite et une Assemblée élue par une majorité de gauche seront réglées d'abord par le retour aux règles trop souvent transgressées de la Constitution, puis par la réforme constitutionnelle prévue par le programme commun.

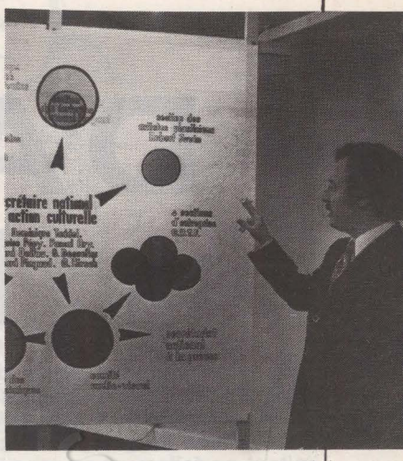
Telle est la position du Parti socialiste, qui ne se reconnaît le droit ni d'inviter les Français à voter pour la gauche, et ayant obtenu leur confiance, de n'en rien faire, ni de poser le problème de l'alternance en termes d'affrontement et de violence. Procéder autrement reviendrait à pratiquer la politique du pire et à laisser le champ libre aux amateurs de coup d'Etat avant même que la nouvelle majorité ait pris en charge les intérêts du pays.

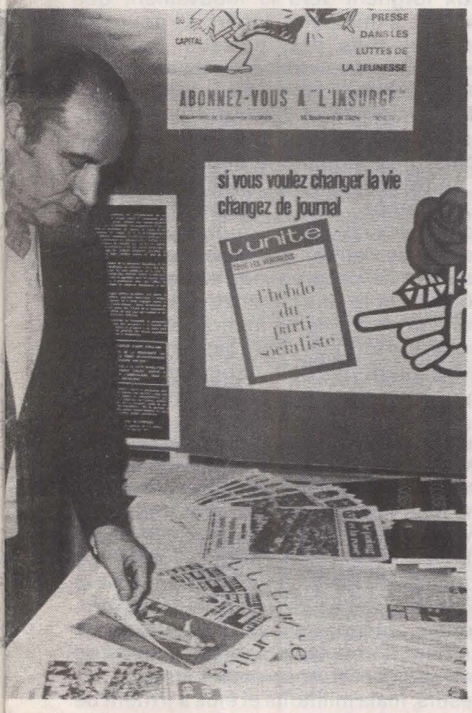
Le Parti socialiste n'entend pas revenir sur la position adoptée par l'union de la gauche lors des élections législatives de 1973 et sur sa conception de l'alternance démocratique. Il se déclare donc prêt, si le suffrage universel en décide, à assurer le gouvernement de la France dans le respect des engagements auxquels il a souscrit, en premier lieu le programme commun qui reste pour lui le fondement et la garantie de l'union de la gauche.

Si des évènements devaient modifier en profondeur le jeu des institutions, la loi du Parti socialiste serait alors de choisir en toute circonstance la voie démocratique, c'est-à-dire qu'aucun pouvoir ne serait à ses yeux ni légitime ni acceptable qui n'aurait pas reçu la sanction du suffrage universel.











En réponse à une question de Raymond Barrillon, François Mitterand a encore déclaré au sujet de l'union de la gauche : « La volonté qui va au-delà du réflexe unitaire a été déterminante dans le choix des Français le 19 mai dernier.

Qui pourrait avoir plus de souci, plus de respect pour cette volonté que moi-même ? — car il me semble qu'à l'époque je n'étais pas absent de ce débat. J'estime même qu'en raison du rôle qui m'a été confié par l'ensemble des organisations politiques de la gauche, j'ai des devoirs particuliers. Je ne prétends pas affirmer qu'ils sont de nature supérieure à ceux de nos compagnons de combat ou de mes camarades de parti. Mais des devoirs particuliers, personne, je l'imagine, ne contestera ce propos. Je ne connais pas les raisons du changement d'attitude du Parti communiste au cours de ces dernières semaines. Certaines ont été dites et m'ont paru largement insuffisantes pour expliquer l'ampleur de la crise. Je dis que le devoir de ceux qui ont posé des questions est d'accepter les réponses. S'ils sont, je veux le croire, de bonne foi, ils doivent croire à la nôtre. A partir de là, il faut cesser ce jeu de répétitions permanentes, ce qui serait un dialogue de sourds si nous-mêmes nous engagions dans ce dialogue, ce que nous refusons. Et s'il est des questions de fond, alors, parlons-en. S'agit-il du devenir du mouvement ouvrier ? S'agit-il du modèle socialiste ? S'agit-il des stratégies internationales ? S'agit-il du simple rapport de forces, au niveau français, entre les deux composantes de ce mouvement ouvrier ? S'agit-il de manquements au contrat librement souscrit par trois partis politiques français ? S'agit-il de comportement ? S'agit-il de nuances ? S'agit-il de batailles électorales ? On aura vu tout de suite dans cette énumération que les premières raisons seraient d'une telle importance qu'elles ne permettraient pas, qu'elles n'auraient pas permis au cours de ces dernières années, la possibilité pour la gauche et surtout pour les socialistes de toutes composantes de se retrouver. Si ces socialistes se sont retrouvés, c'est qu'ils avaient dominé les premières questions, celles de l'Histoire et de la géographie, et qu'ils avaient su considérer l'intéret de la France pour mettre en œuvre un modèle français du socialisme, fidèle à l'histoire du socialisme et cependant original. De notre côté, nous considérons que, sur ce plan, rien n'a changé dans cette perspective et que tout est possible. Et qu'aucune des autres raisons, les dernières que j'ai citées, ne serait de portée, de taille, de valeur, ni d'importance qui justifierait la durée de la polémique. Si elle devait durer, ce serait l'indication, en effet, que nous serions retournés à une époque où l'on n'avait pas su dominer, au niveau de la France, le conflit historique qui fait qu'aujourd'hui il y a deux courants du mouvement ouvrier.

Et pourtant, à travers l'œuvre de ces dernières années — on pourrait dire commencée en 1965 et peut-être avant — il semble bien que la manière dont les composantes du mouvement ouvrier français ont réussi à poser les termes de l'union leur permettait de dominer leur crise historique. C'est donc que c'est possible. Personnellement, ou plutôt en ma qualité de Premier secrétaire du Parti socialiste, et au nom des organismes dirigeants du Parti socialiste, je dis que nous sommes dans l'état d'esprit de juin 1972, de mars 1973 et de mai 1974, c'est-à-dire des trois dernières circonstances où nous avons hautement engagé notre responsabilité devant le pays tout entier. Rien pour nous n'a changé et nos analyses, contrairement à ce qui est dit, ne sont pas profondément divergentes quant à la nature de la crise internationale du monde capitaliste, quant au refus pour nous de laisser entraîner la masse des travailleurs dans les conséquences de cette crise et dans la volonté de dominer ces conséquences non seulement par l'application du programme commun mais aussi par le gouvernement de la France par l'union de la gauche.

Et puis, il y a aussi le langage du coeur. Les hommes, les femmes qui composent la gauche sont sensibles à ces mots, car ils savent bien qu'ils ne sont rien s'ils ne sont pas unis, et que l'union n'est rien si elle n'est fraternelle.

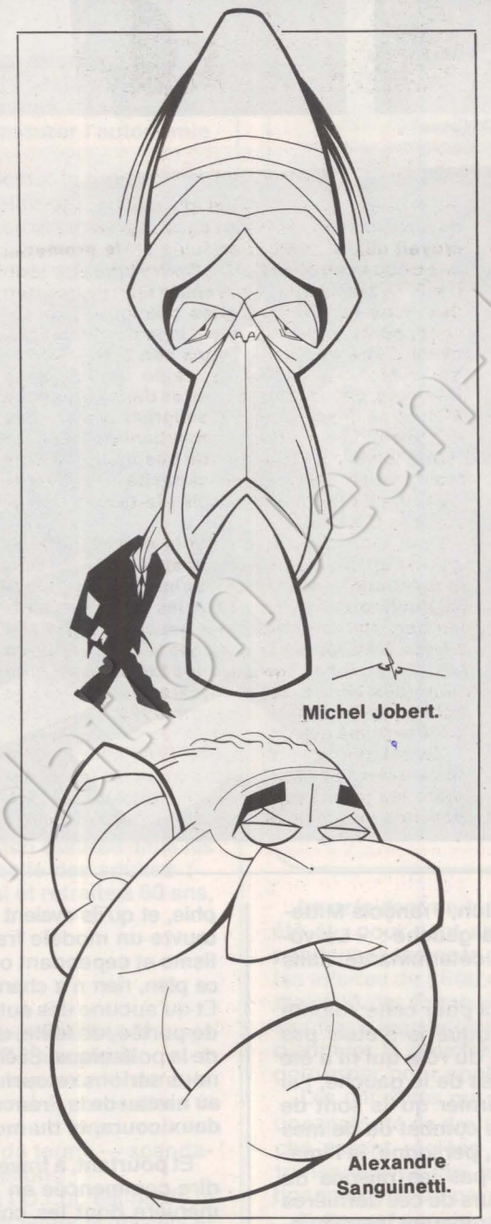
PLUS D'ARMEE Majorité IMPERIALE...

Au fond de la mer Rouge, des milliers de petits poissons nommés gaterins ont coutume de se rassembler à la moindre alerte en un groupe compact et, ainsi, imitent parfaitement un gigantesque poisson dont la taille décourage leurs congénères prédateurs. Les gaterins de la majorité giscardienne, tous les ichtyologues politiques vous le diront, ne font habituellement pas autre chose. Mais arrive un beau jour où ils en sont incapables. Voilà comment la loi sur l'avortement, qui n'a pu être votée que grâce à la gauche, a marqué un événement politique : il n'y a plus de majorité.

Car l'Elysée peut bien chercher à se rassurer en évoquant le caractère exceptionnel d'« un débat qui engageait la conscience de chacun », les chiffres sont là, brutaux : dans le vote capital de vendredi dernier sur la seule grande réforme qu'il ait entreprise, Valéry Giscard d'Estaing n'a pu compter que sur la moitié des députés « réformateurs », sur moins d'un tiers des U.d.r. et sur un quart des Républicains indépendants, son propre parti ! Cruel paradoxe, sur un problème qui tenait tant à coeur au chef de l'Etat, que le déchaînement anti-Giscard des giscardiens, allant chez certains d'entre eux jusqu'à voir l'avortement participer de « la folie érotique » (Dr Feït) que condamne « la France saine » (Pierre Weber). La « France saine » des R.i. est décidément très, très à droite.

Simples morceaux à recoller ? Peut-être. A l'U.d.r., en tout cas, le mal est considérablement plus grave : la preuve est faite que plus personne ne la dirige, et surtout pas le Premier ministre. Jacques Chirac croyait en septembre, à la réunion des élus U.d.r. de Cagnes-sur-Mer, avoir repris son petit monde bien en main. Mais, depuis, la fronde a ressurgi de plus belle : il fallut à Chirac interrompre le débat sur la Sécurité sociale pour sermonner son groupe en privé et lui arracher un vote positif. Subir une offensive de nombre de ses parlementaires, entraînés par le rapporteur général U.d.r. Maurice Papon, contre le budget. Se résigner à voir une trentaine de députés U.d.r. voter avec l'opposition contre la modification du régime des suppléants. Tout cela pour en arriver au scrutin sur l'avortement où, hormis Jacques Chaban-Delmas et Albin Chalandon, aucune des têtes d'affiche du parti gaulliste n'a soutenu « son » gouvernement : de Maurice Couve de Murville à Pierre Messmer en passant par Michel Debré et Olivier Guichard, tous ont déserté, en entraînant le gros des troupes aux côtés des plus ultra-conservateurs de tradition, les Pierre Bas, Hervé Laudrin, Hector Rolland ou Marc Lauriol...

Plus rien ne reste donc du beau schéma gaullien où le fonctionnement de la représentation U.d.r. collait si bien aux institutions de la Ve République : les deux tiers des parlementaires ont tenu pour nulle l'orientation du parti — l'U.d.r. avait, dans sa commission « prospective », adopté un texte libéral sur l'avortement — et ont fait corps



Michel Jobert.

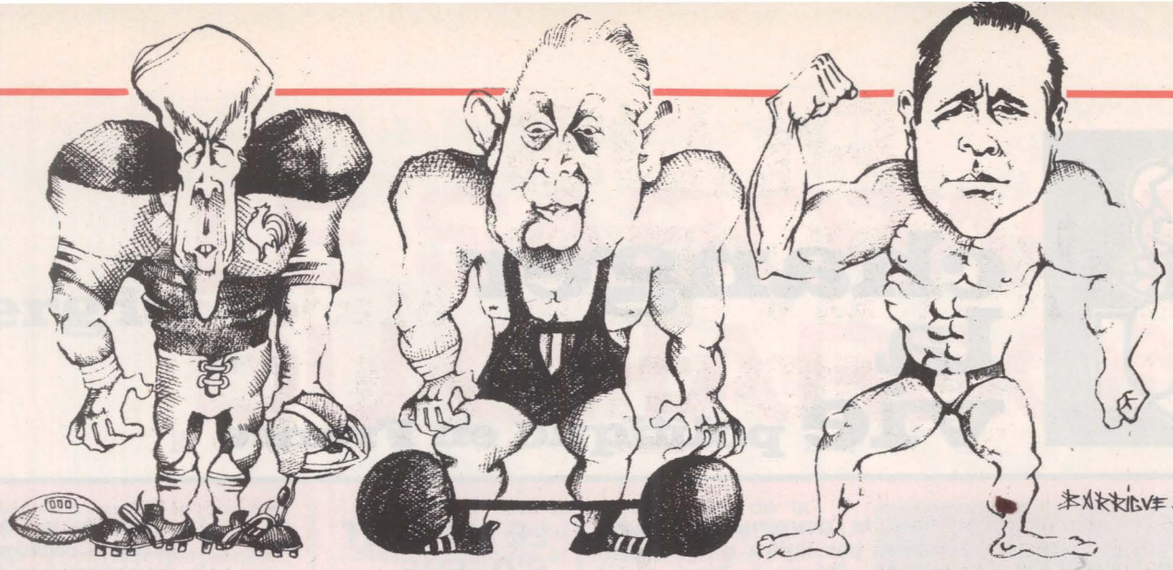
Alexandre Sanguinetti.

contre le gouvernement et le chef de l'Etat. Robert Boulin était bon prophète, après le débat sur la Sécurité sociale, en évoquant la bataille d'Eylau : « Encore une victoire de ce genre, et il n'y aura plus d'Armée impériale ! » C'est fait.

Car il n'y a plus personne pour la mener, et le problème ne concerne pas les seuls députés, mais tout le parti gaulliste. C'est une des raisons pour lesquelles, à la base, les effectifs seraient tombés à quelques dizaines de milles. Au vrai, à l'U.d.r., on ne se préoccupe habituellement guère de la « base ». Jamais, les Assises n'ont été convoquées pour discuter de l'alliance passée avec Giscard d'Estaing par le seul état-major, malgré les protestations de l'ancien ministre Jean Charbonnel, choqué par cette « absence de contrat de mariage qui nous fait rejoindre le lit conjugal, à la nuit tombée, par l'escalier de service ». On ne s'est mis à s'intéresser aux militants que depuis que beaucoup d'entre eux lorgnent vers le mouvement que commence à implanter Jobert. Et pourquoi ne le feraient-ils pas, puisque personne n'ose sanctionner — sinon par personne interposée, comme contre Georges Gorse à travers son conjoint à Boulogne — ses sympathisants avoués ? En toute impunité, des notables U.d.r. comme le député René Ribière peuvent déclarer publiquement : « La longue marche, Michel Jobert, je l'entreprendrai à vos côtés... » D'autres prêtent de plus en plus attention au regroupement des « gaullistes de progrès » qu'entreprennent Charbonnel et le Dr Claude Peyret. Forts de l'appui d'une dizaine de fédérations, ils ont entrepris une tournée dans toute la France et ne désespèrent pas de « retourner » l'U.d.r. aux prochaines Assises, en février, selon un triple objectif : démocratiser le fonctionnement du parti, rompre avec le giscardisme et ouvrir le dialogue avec la gauche...

Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'U.d.r. n'en est pas là. Il est plutôt dans sa nature de commencer toujours par chercher des chefs — et cela planera sur l'atmosphère du Conseil national qu'elle tiendra les 14 et 15 décembre. Cette tête, ce ne peut plus être, désormais, Jacques Chirac. Ni Alexandre Sanguinetti : non seulement les propos du secrétaire général sont souvent jugés intempestifs, mais militants et élus s'irritent de plus en plus vivement de son actuelle allégeance au Premier ministre, « dont il est devenu l'exécuteur des œuvres... Œuvres que je n'ose qualifier ! », comme nous le disait une importante personnalité de l'U.d.r. Irrités aussi des méthodes très personnelles qu'utilise le « trio corse » (Sanguinetti, Charles Pasqua, « délégué à l'action », et René Tomasini, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement). Cela a amené Alain Terrenoire, secrétaire général adjoint, à démissionner ; et a déclenché, au dernier Comité central, une violente altercation entre Debré et Sanguinetti. De nouveaux comptes pourraient se régler dans huit jours, au Conseil national.

Ce ne sont certes pas les vocations de rassembleur qui manquent autour du « oui, mais ». A son tour, Chaban-Delmas, après avoir constaté que « tout s'est détérioré », a avancé un nom : le sien, « garant du rassemblement ». L'ennui, c'est qu'une étiquette de vaincu devant le suffrage universel n'est pas aisée à décoller. D'autres, à l'U.d.r., parlent de Guichard, même si le vote hostile du député de La Baule vendredi dernier, du à des considérations électorales propres à sa circonscription, n'est pas d'un immense courage politique. Certes, Guichard vient de créer un brain-trust baptisé « Club 16 » plein de potentialités et d'ambition. Pourtant, ajoutent ceux qui l'aiment le moins, s'il est vrai qu'on songe à lui pour le Quai d'Orsay — dont le titulaire, Jean Sauvagnargues, s'est



Les gros bras

C'est désormais évident : l'image « libérale » que Michel Poniatowski voulait donner de lui-même et du régime dont il est l'un des principaux piliers n'a pas survécu à l'épreuve des faits. Chaque conflit social grave, chaque choix politique décisif, chaque jour qui passe ou presque administrent la preuve que l'association Giscard-Poniatowski-Chirac et Cie préfère l'imprécation, la menace et la matraque au dialogue.

De la même façon qu'il ne suffit pas pour être l'homme du changement de poser devant l'entrée de l'Elysée en costume de ville plutôt qu'en habit dans la bibliothèque, il ne suffit pas pour être un ministre de l'Interieur « libéral » de proclamer que l'on va rédiger un code des libertés, de supprimer les fiches d'hôtel, et d'arrêter à grand renfort d'opérations nocturnes quelques dizaines de petits délinquants pendant que les « voleurs en col blanc » se remplissent les poches. La poudre aux yeux retombée, il reste les forces de l'ordre casquées dans les centres de tri postal et sur le carreau des mines de Faulquemont, les accusations contre le Parti communiste exhumées de la pire période de la guerre froide, les compagnies de district à la maison de la Radio, les C.r.s. et les gendarmes mobiles face à la manifestation sereine du 19 novembre et, peut-être surtout, les déclarations menaçantes de Jacques Chirac.

Au manichéisme musclé de Raymond Marcellin a succédé une vision du monde politique moins simpliste, mais tout aussi répressive. L'un croyait utile d'afficher sa force et de promener ses troupes en plein Paris ; l'autre juge plus judicieux de les cacher. Le premier niait l'existence des écoutes téléphoniques politiques ; le second, après en avoir dit tout le mal qu'il pensait avant d'être ministre — dans son livre « Cartes sur table » — décide, à peine arrivé place Beauvau, de remettre les cartes dans sa manche. Et, tout en annonçant qu'il supprime les écoutes téléphoniques politiques, maintient à leur poste les policiers chargés de cette besogne en même temps qu'il accroît la capacité du centre d'écoute du Richardet, à Noisy-le-Grand, où travaille la D.s.t.

Pour les « fichiers », c'est la même méthode qui est appliquée. A peine installé dans le fauteuil occupé pendant plus de cinq ans par Marcellin, Poniatowski annonce que les fiches M.r. (celles des militants d'extrême gauche) seront détruites. Mais les militants fichés M.r. restent dans le « répertoire d'urgence » des Renseignements généraux. Mieux : sous prétexte de recenser ces fiches afin de les éliminer, un nouveau répertoire a été imprimé qui ne contient plus que celles-là !

Quant aux opérations « coup de poing » dont le caractère spectaculaire semble tellement séduire les journaux, la radio et la télévision, les policiers eux-mêmes contestent leur efficacité : « Faire sortir les policiers des commissariats et des cars et les mettre dans la rue, c'est normal, c'est notre métier, et il y a longtemps que nous réclamons le retour à nos véritables tâches : le service du public. Mais cela, c'est moins « payant » pour le ministre que les « coups de poing », disent les syndicalistes policiers. Tandis qu'un commissaire ajoute : « Pour être honnête, il faut dire, que, les lendemains de « coups de poing », l'activité des malfaiteurs est beaucoup plus importante que les jours précédents ». Mais les « coups de poing » permettent à Poniatowski d'affirmer que sa police retourne à ses missions traditionnelles, et c'est tout ce qu'il souhaite.

Et sans doute y a-t-il pire encore. Lorsqu'il s'agit de « trier » les journalistes de l'O.r.t.f., qui est chargé de cette triste besogne ? Un membre du cabinet de Poniatowski. Le véritable numéro 2 du régime, tout en critiquant les choix de son prédécesseur Marcellin, vient de décider la création de 3 000 emplois supplémentaires dans la police et d'augmenter son budget de 17 %. Chiffres qui donnent la mesure de ses moyens et révèlent la vraie nature de ses choix : demain comme aujourd'hui, c'est par la force que le « libéral » Poniatowski entend imposer « son » ordre.

M.B.

résigné avec humilité à jouer les doublures : « Que voulez-vous, M. Poniatowski est ministre d'Etat, tandis que mois je ne suis qu'un fonctionnaire... » — ne retomberait-on pas alors dans une dangereuse confusion des genres ? Mais l'U.d.r. a beau pousser et récriminer, l'Elysée ne veut pas de remaniement gouvernemental : Chirac l'a confirmé l'autre jour. Ce qui ne signifie pas pour autant que le recours de l'U.d.r. à Guichard soit autre chose qu'un rite trop usé pour être crédible.

"Pas Tarzan"

Alors : Debré ? Il vient de faire une rentrée remarquée dans le débat sur l'interruption volontaire de grossesse. Relayé par son ami Jean Foyer — qui lui doit sa carrière politique — c'est Debré qui a donné, à la tribune, la forme la plus percutante aux alibis de la droite contre l'avortement, ainsi l'insuffisance de la politique en faveur des familles — comme si l'ancien Premier ministre et ses amis n'en étaient pas responsables, aussi bien que de la non-généralisation de la contraception, sabotée par eux... C'est Debré aussi qui, après avoir parlé d'« avortement de convenance » (!), a également avancé l'exécrable proposition d'un seuil de « détresse » en-deça duquel l'avortement resterait interdit... C'est Debré enfin qui a conclu sur le projet de loi : « C'est abdiquer ».

On retrouvait ainsi le petit Richelieu mystique de la Raison d'Etat en même temps que l'effervescent personnage qui s'illustra à la fin de la IVe République. Cela ne suffit peut-être pas à donner à Debré le leadership de l'U.d.r., où l'on estime avoir « assez vu les barons ». Mais il peut entraîner encore bien du monde en repartant en guerre — passé l'épisode de la loi Veil — contre la politique économique de Giscard d'Estaing. Un terrain déjà soigneusement miné : en compagnie de Jacques Marette, de Chalandon et de Boulin, Debré n'a cessé de critiquer depuis des semaines, à l'Assemblée, les méthodes de lutte contre l'inflation et a lancé dans « le Monde » un « cri d'alarme » en forme de réquisitoire. Avant de se déclarer « prêt, s'il le faut, à une nouvelle traversée du désert ».

De telles références sonnent étrangement, dans la désastreuse conjoncture économique qu'on sait. Les électeurs de la « nouvelle majorité » aussi bien que ceux de l'ancienne ne sont pas les derniers, au vu des sondages, dans « la France des 77% de mécontents » ; ils ont aidé aussi à ce que la cote Ifop- « France-Soir » de Giscard d'Estaing tombe au-dessous (48%) de la moyenne (et 39 % pour Chirac). Ils n'ont pas changé d'avis après sa dernière apparition télévisée, où ils l'ont trouvé souvent guère plus convaincant que l'illusioniste Geller. Et ils ne semblent guère plus apprécier les escapades du chef de l'Etat, qui ont cessé de relever du strict domaine de la vie privée à partir du moment où leur écho est parvenu à tous les échelons de l'Etat et dans les capitales étrangères : dès que « le Monde » et la presse internationale ont évoqué ces épisodes, ils sont devenus un fait politique. Voilà qui accentue encore le malaise dans les formations de la majorité. A commencer par l'U.d.r.,qui s'aperçoit un peu plus chaque jour qu'elle a perdu son « pari Chirac ». Car derrière un Président jugé bien léger, l'ombre qui se dessine immédiatement n'est pas celle du Premier ministre U.d.r., mais celle d'un ministre d'Etat R.i. Dans sa tournée des popotes, Sanguinetti peut bien clamer que Michel Poniatowski excelle à « se parer des plumes du paon » et qu'« on aurait tort de le prendre pour Tarzan », n'empêche : Poniatowski ne se contente pas d'être le premier flic de France **(voir ci-dessus),** il tranche de tout et de rien — « l'Unité » y reviendra prochainement. L'U.d.r. pourrait finir par s'inquiéter d'entendre « le prince» répéter sa formule favorite : « Il n'y a pas de recettes de cuisine pour tromper l'adversaire ; on peut cependant l'aider à commettre des fautes ». Car la frontière peut parfois être si floue entre « adversaires » et « alliés »...

SERGE RICHARD

changer la vie politique en France

ELUS ET MILITANTS

Le Congrès que la Fédération nationale des élus socialistes et républicains vient de tenir à Cachan a prouvé la vitalité nouvelle de cette organisation qui, il y a peu de temps encore, paraissait peu active. Quatre-vingt départements avaient envoyé des délégués et le nombre de mandats recensés a permis de constater que 11 000 élus socialistes sont actuellement adhérents à la Fédération, que préside Maurice Pic. Parmi les 61 membres du nouveau Conseil national on compte une vingtaine de nouveaux dont l'une des plus jeunes maires de France, Nelly Commergnat. A noter d'ailleurs que la proportion de 10 % au moins de femmes qui découle des nouveaux statuts du P.s. a été respectée. Les interventions de Georges Fillioud, Charles Hernu et Pierre Mauroy samedi, comme celle de François Mitterrand dimanche, ont toutes souligné qu'il ne devait pas y avoir de différences de comportement entre militants élus et militants non élus, tous étant au service des idéaux socialistes et pareillement attachés à la stratégie d'union de la gauche. Les rapports de Jean-Pierre Cot (la région et l'Europe), Franck Sérusclat (gestion et animation), André Boulloche (finances locales), Dominique Taddei (action socio-culturelle), Louis Mermaz (urbanisme et équipements collectifs) et Claude Estier (Paris et la région parisienne) ont montré l'étendue du champ d'action de la Fédération. Sans parler de la dimension régionale sur laquelle a insisté François Mitterrand en proposant la réunion périodique des responsables socialistes membres des nouvelles Assemblées régionales.

LA C.I.I. BRADEE

Il est des sujets où le gouvernement préfère rester silencieux. Par exemple en ce qui concerne la C.i.i. (voir « l'Unité » n° 124 et 131). Dans les milieux de l'informatique, on murmure que le gouvernement serait tenté par l'offre d'Honeywell-Bull. C'est-à-dire qu'il condamne à mort l'ébauche d'une industrie informatique française. Seulement le ministre préférerait, dans les conditions actuelles, ne pas annoncer une telle mesure. On le comprend. Sauver — dans les conditions que l'on sait — Citroën et vendre la C.i.i. aux Américains, cela fait beaucoup pour la même semaine.

L'ARBITRAIRE A L'O.R.T.F.

Tout en ayant suspendu leur mouvement de grève, les journalistes de l'O.r.t.f. continuent la lutte engagée contre les licenciements. Le caractère arbitraire de ceux-ci apparaît chaque jour davantage. L'étude minutieuse des dossiers des « non répartis » dans les nouvelles sociétés de radio et de télévision montre en effet que l'on cherche à éliminer non seulement des militants syndicalistes ou « fichés comme gauchistes » mais aussi des femmes (elles ont décidé de faire une démarche auprès de Françoise Giroud) et plusieurs étrangers qui, pour des raisons diverses ne peuvent rentrer dans leur pays. Sans doute, plusieurs dizaines de non répartis vont en fin de compte être « repêchés », mais les conditions dans lesquelles s'effectuent ces repêchages, pas plus que les déclarations apaisantes de Marceau Long et du président de la Commission de répartition des personnels, ne répondent au problème posé.

A l'issue des auditions auxquelles a procédé lundi la délégation parlementaire pour l'O.r.t.f., Georges Fillioud a souligné, au nom des parlementaires de gauche qui en sont membres, que ceux-ci n'ont aucune raison d'être « rassurés quant au sort de l'O.r.t.f., aux méthodes employées pour la sélection des journalistes, à l'avenir du secteur de création et aux conditions d'expertise des missions de service public imparties aux nouvelles structures de la radio-télévision nationale ».

LE PREFET S'OFFRE UN MARBRE

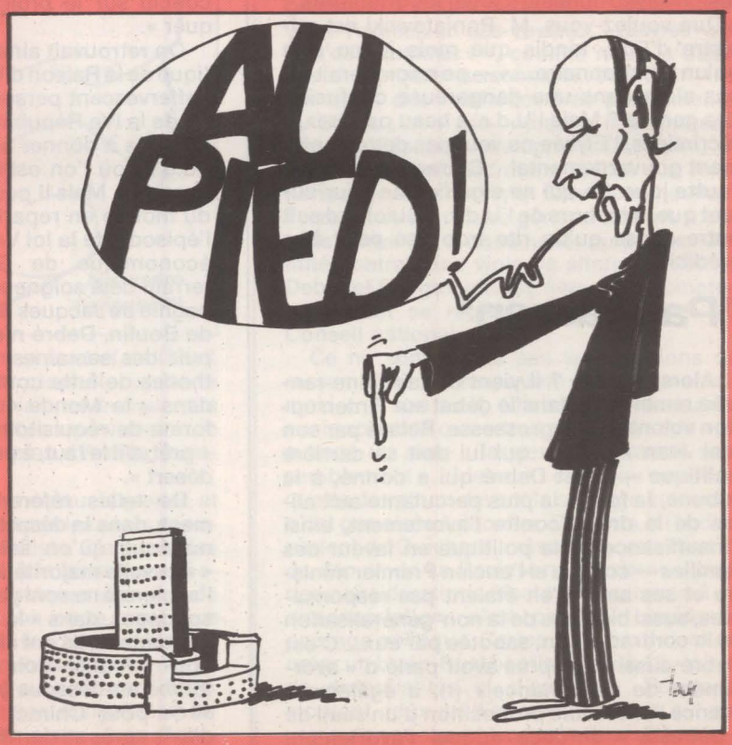
Les créations de journaux sont rares par ces temps de crise. Le préfet des Hauts-de-Seine, Pierre Hosteing, a dérogé à cette règle. Il vient d'obtenir, grâce à un vote surprise du Conseil général, la modique somme de 522 millions de francs pour créer un mensuel. Ce journal serait envoyé gratuitement à tous les habitants. Et sa rédaction confiée aux services préfectoraux. La propagande à domicile et aux frais du contribuable, en quelque sorte. Monsieur le préfet des Hauts-de-Seine est très subtil.

MALAISE DANS L'ARMEE

Au cas où se reproduirait une explosion sociale du type Mai 68, l'armée ne serait sans doute pas épargnée. C'est ce que révèle le général Alain de Boissieu, chef d'état-major de l'armée de Terre, dans un rapport « spécial » adressé au ministre de la Défense, sous le sceau « confidentiel Défense ». Le phénomène de ras-le-bol est général dans la troupe et assez étendu chez les officiers et sous-officiers. Les mouvements d'appelés, de l'« appel des Cent » aux manifestations de Draguignan et d'ailleurs, en ont été les premiers symptômes. Le général de Boissieu conclut son rapport par un certain nombre de propositions pratiques. Celles-ci restent au demeurant assez éloignées des exigences récemment exprimées par le contingent et des propositions de la gauche en ce domaine. Incapable de répondre au malaise de l'armée, ce rapport ne dépassera donc pas le stade du constat.

● Une journée sur l'énergie, Samedi 7 décembre à 9 heures à l'Hôtel P.l.m., 17 boulevard Saint Jacques, Paris (14e) aura lieu une conférence nationale sur l'énergie, organisée par le Parti socialiste.

A l'ordre du jour : les perspectives énergétiques de la France ; le nucléaire : choix économiques et données techniques ; le programme nucléaire du gouvernement.



Energie

LE SABOTAGE DU CHARBON

Déficit organisé, prospection abandonnée, « dent » contre les mineurs... Le Pouvoir continue d'organiser le sabotage du charbon, alors que la crise du pétrole lui ouvrait un bel avenir.

« Nous chercherons à extraire le tonnage (de charbon) le plus élevé possible ». Ce n'est pas un mineur des années 1945 sorti d'un film sur la « bataille du charbon » qui parle. Ce n'est pas Maurice Thorez appelant les gueules noires à « retrousser les manches ». C'est tout simplement Paul Gardent, le directeur général des Charbonnages de France. Dans une interview accordée à l'Agence France-Presse, le « patron » des mineurs vient de dire, avec diplomatie mais fermeté, tout le mal qu'il pense de la politique charbonnière des quinze dernières années.

Et il y a de quoi. En 15 ans, on a réussi à convaincre les Français qu'il n'y avait plus de charbon dans leur sous-sol, que le peu que l'on pouvait encore trouver était de mauvaise qualité, que de toute manière il était trop cher. La preuve ? Les Charbonnages sont en déficit.

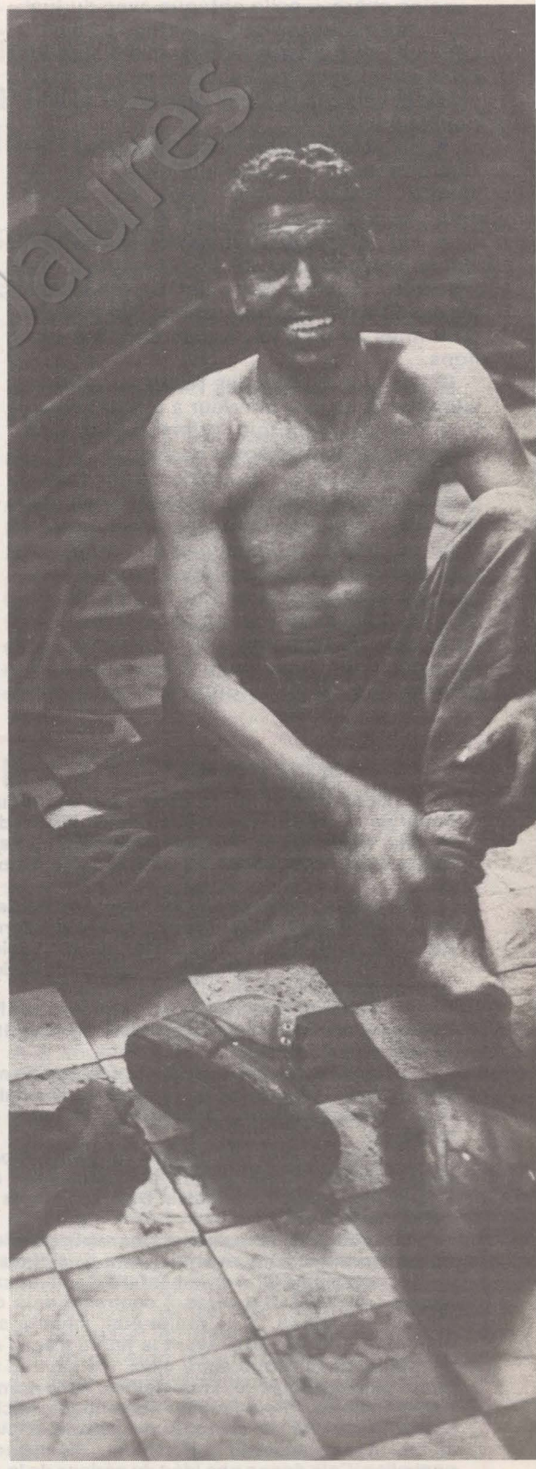
L'ennui, c'est que l'histoire doit s'écrire autrement. Car il y a du charbon en France, même si officiellement il y en a peu : 1 500 millions de tonnes de réserve. 5 000 fois moins qu'en U.r.s.s., 1 500 fois moins qu'aux U.s.a., 130 fois moins qu'en République fédérale allemande, 16 fois moins qu'en Angleterre. Ces 1 500 millions de tonnes annoncées par les Charbonnages comme « techniquement exploitables » ne représentent pourtant, pour de nombreux spécialistes, qu'une partie de nos réserves. Non seulement certains gisements — comme celui du Jura, estimé au minimum à 250 millions de tonnes — ne figurent pas dans l'addition, mais surtout l'Etat s'est refusé, depuis des décennies, à « connaître » les vraies réserves dont nous disposions. Il a donc purement et simplement arrêté la prospection.

Carte vierge

Depuis plus d'un siècle, trois grands bassins fournissent du charbon : la Lorraine, le Nord-Pas-de-Calais et le Centre-Midi. Dans tous les cas, l'extraction est « relativement » difficile. Il faut aller chercher le charbon « en-dessous », la France n'ayant pas la chance de posséder des mines à ciel ouvert. Jusqu'à l'arrivée du « tout pétrole », ces réserves étaient considérées comme suffisantes : la question du long terme ne se posait pas. La recherche de nouveaux gisements, considérée alors comme un luxe inutile, fut abandonnée. La carte géologique de la France restait vierge. Le Bureau de recherches géologiques et minières (B.r.g.m.) se préoccupait d'autres choses : du plomb, de l'étain, du lithium, de la barytine, de la fluorine. Lentement, vu les faibles crédits, les richesses du sous-sol français étaient mises à jour. Mais seulement les minéraux exploitables par Péchiney-Ugine-Kuhlmann, ou par une des filiales du groupe Rothschild. Le B.r.g.m. recherchait seulement les matières premières nécessaires aux grands groupes. En confiant les sondages à des sociétés privées. Ces dernières n'avaient qu'un but : trouver, le plus vite possible, ce qu'on leur demandait. Inutile de préciser qu'à aucun moment la recherche ne fut tous azimuts. Et comme, par principe, la recherche du charbon n'avait aucun intérêt, aucune ligne de crédit ne lui fut affectée. Pourtant, on en trouva. Par exemple, au hasard de sondages pétroliers, on découvrit un gisement près de Châteauroux.

Un vieux rapport d'avant-guerre, régulièrement mis à jour grâce aux découvertes accidentelles, fait état de réserves dans le Nord, au sud de la Somme, dans le Briançonnais — où la couche affleurerait — et aussi vers Brive, en Provence et dans le Gard, dans la région lyonnaise, au sud de la Lorraine. Les géologues sont sûrs d'eux : « Si nous avions, ne serait-ce qu'une seule fois, les moyens de rechercher du charbon, nous en trouverions. Ce serait un charbon « techniquement » et surtout « économiquement » rentable. Il est difficile de dire par combien nos réserves seraient multipliées. Nous pensons tous qu'elles le seraient assez pour que les problèmes énergétiques soient posés différemment. »

Mais, grâce à un artifice, la recherche risque de ne jamais avoir lieu. En créant le déficit des Charbonnages, le gouvernement a trouvé l'arme absolue. A ceux qui mettent en avant les gisements connus ou à découvrir, le gouvernement répond : « Sans investissement supplémentaire — pour la recherche ou l'exploitation — les charbonnages coûtent déjà de l'argent aux contribuables. Chaque fois que vous demandez d'extraire une tonne de plus, vous augmentez la part de l'Etat. Vous vous conduisez en gribouilles ou en incapables. Laissez travailler les gens sérieux. Le problème est suffisamment grave. » Et il est vrai que les Charbonnages sont en déficit. Mais le gouvernement n'explique jamais pourquoi.



La raison en est simple. C'est lui qui organise le déficit. En fixant le prix de vente du charbon plus bas que le prix de revient. Au début d'août, le prix de revient du charbon français (moyenne nationale) était de 181 F

→

LE SABOTAGE DU CHARBON

→

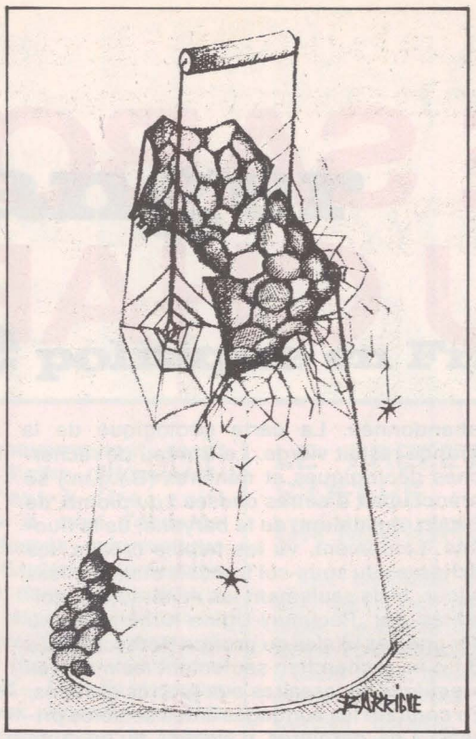
la tonne, soit 2,80 centimes la thermie. Or, les Charbonnages étaient tenus de vendre ce charbon entre 2,2 et 2,5 centimes la thermie... Mais là où la situation devient cocasse, c'est que, même à 2,80 centimes la thermie, le charbon était l'énergie la moins chère. En prix « actualisé », les spécialistes dressent le barème suivant : thermie fuel : entre 5 et 6 centimes ; thermie nucléaire (prévision) : 4,5 centimes ; thermie hydraulique : entre 4 et 7 centimes. La thermie la « moins chère », celle obtenue avec du fuel lourd, tourne autour de 3,5 centimes. Soit 0,7 centimes de plus que la moyenne des charbons extraits en France. On le voit, la différence est sensible. Cette différence a deux conséquences :

▶ si le gouvernement autorisait les Charbonnages à relever leurs prix pour les rendre cohérents avec ceux des autres énergies primaires, le déficit disparaîtrait ;

▶ si l'on voulait extraire tout le charbon qui en moyenne revient à 3,5 centimes, nos réserves « économiquement exploitables » seraient multipliées, passant de 560 millions de tonnes aujourd'hui à près de 1 000 millions.

Or, il n'y a pas que les réserves qui sont calculées à un prix inférieur à toutes les autres formes d'énergie primaire. Le plan charbonnier a les mêmes bases.

Ayant « prévu » — au début de l'année — que la thermie fuel lourd ne dépasserait pas les 3 centimes, Jean Blancard, le délégué de l'Energie, a fixé ces 3 centimes comme limite supérieure aux Charbonnages. Ce qui coûtait moins pouvait être extrait, le reste n'existait pas. C'est ainsi que le gisement du Jura, où la thermie coûterait 3,5 centimes, ne figure pas dans l'inventaire. Ne sont pris en compte que les puits où, sans investissement nouveau, le charbon extrait ne dépassera pas 3 centimes. L'avenir n'est pas pris en compte. Peu importe si le pétrole doit augmenter, si les déboires économiques du nucléaire menacent. Seuls existent les charbons à moins de 3 centimes la thermie !



Pour E.d.f., gros consommateur d'énergie primaire, les conséquences de ces décisions deviennent graves. Les contrats à long terme signés ces dernières années ont à la fois accéléré la « disparition » du charbon et freiné la différence de prix. En 1973, la thermie-charbon revenait à 1,25 centime à Electricité de France, contre 0,90 la thermie fuel. S'appuyant sur cet écart, mesurable depuis le début des années 60, on a délibérément — et en peu de temps — réduit la consommation d'une énergie nationale. De 10 millions de tonnes en 1967, les achats de charbon d'E.d.f. sont tombés en 1973 à 5 millions. Pour le fuel, le mouvement a été inverse : 3 millions de tonnes en 1967 et 13 millions en 1973. Il sera intéressant de lire les comptes d'exploitation d'E.d.f. de 1974, 1975, etc. Car, cette année, les prix se sont inversés. Or, si le gouvernement l'avait voulu, un transfert pétrole-charbon aurait pu, depuis les hausses de décembre 1973, avoir lieu. E.d.f. produit 15 000 Mw à partir du fuel. Sans préavis, 3 500 d'entre eux pouvaient être produits par du charbon, et 1 000 autres en modifiant les installations. Depuis un an, ces modifications auraient pu être effectuées : 4 millions de tonnes de fuel auraient été ainsi économisées par E.d.f. Il aurait suffi d'extraire 6 millions de tonnes de charbon de plus. Ce qui est possible. Ainsi, près de la moitié des « économies » de devises prévues par Michel d'Ornano auraient été réalisées. Mais le Pouvoir n'a rien fait...

Pas le moral

C'est qu'au-delà des impératifs « économiques », les divers gouvernements qui se sont succédés depuis 1963 ont gardé « une dent » contre les mineurs. La grève de 1963 n'a pas été oubliée. Aussi stupide que cela puisse paraître, il en est ainsi. Et certains membres de la direction des Charbonnages n'ont pas nié que des aspects psychologiques aient été pris en considération lors de l'application des « plans de régression ». Au point que leurs objectifs ont toujours été dépassés. Le plan de 1963 prévoyait une réduction de 5 millions de tonnes en cinq ans. Elle a été de 13 millions. Le plan de 1969 a subi le même sort. Au total, en 15 ans, la production est passée de 59 millions de tonnes à 25. Les effectifs ont baissé de 70 % dans les bassins du Nord-Pas-de-Calais et du Centre-Midi, de 50 % dans celui de Lorraine.

La panacée du ministre

Le coup d'envoi de la campagne d'information gouvernementale sur l'énergie nucléaire vient d'être donné. Michel d'Ornano, le ministre de l'Industrie, a tout d'abord informé les préfets. La concertation annoncée se résume à peu de chose : les Conseils régionaux pourront choisir 3 sites sur 32.

Si un débat est prévu au Parlement au printemps 1975 sur le programme nucléaire, il apparaît clairement, que le gouvernement ne tient absolument pas à ce qu'un certain nombre de question soient posées :

= Inutile de s'interroger sur l'option « tout électrique-tout nucléaire ». Le gouvernement l'a choisie, c'est la bonne !

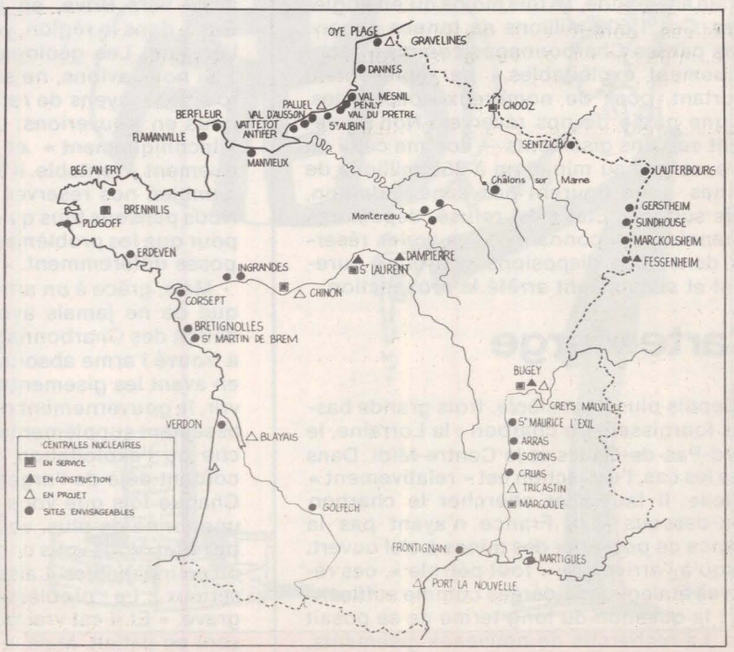
= Inutile de s'interroger sur le choix de la filière, le ministre de l'Industrie ayant déclaré : « Notre programme pour 1988, qui est le plus réaliste, n'est guère modifiable. »

= Inutile de s'interroger sur la sécurité du nucléaire en général et de la filière choisie en particulier. La brochure du ministre « explique » que tout va bien, que tout ira bien. La preuve c'est que le gouvernement a choisi... le nucléaire.

= Inutile pour la plupart des Conseils régionaux de s'interroger sur les emplacements. Trois d'entre eux seulement (Alsace, Haute-Normandie, Rhône-Alpes) pourront choisir. Dans les autres cas, c'est le gouvernement qui choisira.

= Inutile de s'interroger sur les sept centrales construites ou sur les huit en construction. Le gouvernement a déjà choisi. Seul.

Le programme gouvernemental est ambitieux : 170 millions de Kw installés en l'an 2000. Outre les 7 centrales déjà construites, les 8 en construction, il faudrait, si ce projet était mené à son terme, en construire 12 pour 1988 et 20 de plus avant la fin du siècle. Au total, il y aurait alors 47 centrales. Mais sept d'entre elles, les sept en fonctionnement, ne produiraient plus d'électricité. Trop vieilles. Mais étant radio-actives elles seront indestructibles... Pour justifier sa politique, Michel d'Ornano règle en deux lignes le compte du charbon, du pétrole et du gaz, qui « pourraient être aisément remplacés par de l'uranium ». Et en une page l'apport des énergies nouvelles. Cela donne une idée du sérieux de la « campagne d'information » qui commence. Pourtant le ministre risque d'avoir des déboires. Avant même de connaître avec précision les sites proposés par le gouvernement, les membres de la commission du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la bande rhénane Nord — où le gouvernement veut implanter quatre réacteurs — viennent de proclamer qu'ils n'en voulaient pas.



Et, quoi qu'il arrive, il fallait laisser aucun espoir aux mineurs. Dans le Nord-Pas-de-Calais, il y a 400 millions de tonnes de réserves, dont 200 millions dans des sièges fermés. Par principe, il a été décidé que ces sièges ne seront pas réouverts. Le plus souvent ce « principe » ne repose sur aucun impératif technique ou de sécurité. Et les mineurs, qui savent qu'il y a du charbon sous leurs pieds, savent aussi que l'on a prévu l'arrêt de l'extraction dans le bassin en 1985.

Cet aspect « psychologique » n'est pas à dédaigner. On n'a plus le moral dans les bassins houillers. Ni au fond ni en surface. Une profession condamnée n'est pas celle où l'esprit créatif, la recherche, les gains de productivité, portent des résultats. Les faibles salaires, le manque de sécurité et la crainte de l'avenir font le reste. Les ingénieurs des mines vont faire de la recherche pétrolière, les ouvriers vont travailler en Sarre ou changent — lorsqu'ils le peuvent — d'emploi. Et, trouvant là un argument de plus, le gouvernement va expliquer qu'une « remontée » du charbon est limité par les possibilités d'embauche.

Alors vient la panacée : investir à l'étranger. Acheter des mines ailleurs. Des discussions ont lieu aux Etats-Unis pour que les Charbonnages prennent le contrôle de deux mines. A moins que ce soit les sidérurgistes qui ne l'acquièrent. Ou que, par la grâce d'un montage juridique, les Charbonnages achètent pour l'industrie sidérurgique des mines aux U.s.a....

Pourtant, les charbons étrangers ne valent pas moins chers que les charbons français. A qualité égale, un charbon allemand coûte — départ mine — 90 % plus cher qu'un charbon français. Si, sur les barêmes, on peut trouver des charbons à des prix à peine supérieurs aux nôtres on n'en trouve pas de disponibles à moins de 300 F la tonne — prix moyen — c'est-à-dire 50 % au-dessus des prix français (209 F la tonne). On comprend que la direction des Charbonnages vienne de réclamer une augmentation de 40 à 50 %. Résumons :

▶ Par le biais du prix imposé, le gouvernement a non seulement créé le déficit des Charbonnages, mais justifie sa politique.

▶ L'absence de prospection vient à point nommé pour renforcer la politique de récession : si nos réserves ne sont pas chiffrées, c'est qu'il n'y en a pas...

▶ Cette politique non seulement met les mineurs en chômage, ruine des régions, a permis aux pétroliers de faire des superbénéfices, détériore la balance commerciale, mais elle est payée par les Français.

▶ Malgré la hausse des produits pétroliers, la volonté de ne pas diversifier nos approvisionnements en énergie primaire, de seulement « réduire la réduction » de la production charbonnière ne modifie pas, fondamentalement la situation : au lieu que ce soit les pétroliers qui affichent des superbénéfices, ceux-ci seront réalisés par les fabricants de centrales nucléaires. Tout cela au mépris de l'intérêt national, bien évidemment. Pourtant, personne ne pense qu'à lui seul le charbon puisse reprendre la place que le pétrole lui a prise. Le problème n'est pas là. Il est dans un équilibre à trouver entre les différentes sources d'énergie. Le charbon peut servir à produire de l'électricité, à chauffer. Mais il peut aussi être la base d'une industrie carbochimique. Il s'agit donc de déterminer dans quelle branche il serait le plus « rentable ». Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, le charbon n'a pas son avenir derrière lui. Il a un autre avenir. Qui dépend de celui que les Français se construiront.

GUY PERRIMOND

Laboratoires pharmaceutiques

HARO SUR LE "PRADAL"

Avec son « Guide des médicaments les plus courants », le Dr Henri Pradal permet à chacun de se faire une opinion sur les qualités et les dangers d'une centaine de spécialités.
Ce n'est pas du goût des trusts pharmaceutiques, qui tentent de faire interdire le livre.

Branle-bas de combat dans l'industrie pharmaceutique. Un nouveau virus vient d'apparaître pour l'élimination duquel — une fois n'est pas coutume — les laboratoires se donnent la main. Ce virus, le Pradal, agit en effet de façon particulièrement pernicieuse puisqu'il remet en cause la conception même d'un grand nombre de médicaments.

Pour le vaincre, les laboratoires n'ont aucune confiance dans leurs produits. Aussi ont-ils décidé de s'en remettre à l'instance suprême : la Justice. Comment se caractérise « le Pradal » ? Il se présente sous la forme d'un parallélépipède de 18 cm sur 12, comportant 256 pages, édité par Le Seuil et intitulé : « Guide des médicaments les plus courants ». Le Dr Henri Pradal, son auteur, s'y « adresse délibérément et pour la première fois au grand public » et précise que son ouvrage « n'est que la partie visible d'un iceberg destiné à assurer la réforme radicale de l'information que reçoivent les médecins sur les médicaments. »

Est-ce à dire que le médecin, lorsqu'il inscrit sur une ordonnance un certain nombre de médicaments, ne serait pas exactement informé sur la nature de ce qu'il fait prendre ? Oui, dans la mesure où l'information du médecin existe bien mais est insuffisante, parce que partiale et partielle. Insuffisance purement qualitative au demeurant, si l'on en juge par le trop-plein des corbeilles à papiers des toubibs, abreuvés de luxueuses documentations publicitaires par les laboratoires. A telle enseigne que certains médecins n'hésitent pas à dénoncer ce « matraquage peu scientifique ». Un groupe de travail du ministère de la Santé, cité par « le Monde», constate : « La grande majorité des praticiens reçoivent leur information sur l'évolution de la thérapeutique par le canal des établissements pharmaceutiques. Cette transmission par voie publicitaire paraît très inquiétante, car en France la littérature adressée directement aux médecins ou insérée dans les revues médicales par ces « laboratoires » manque d'objectivité. Elle est aussi très incomplète, car d'une part elle ne fournit pas de rapports d'essais thérapeutiques scientifiquement conduits, d'autre part elle ne signale pas, ou de façon très imprécise, les complications qui peuvent découler de l'administration du médicament recommandé. »

Pour remédier à « cette situation dangereuse qui rend le médecin inapte à traiter des accidents thérapeutiques qui lui ont été sciemment cachés », le groupe propose d'instituer une responsabilité juridique des laboratoires pharmaceutiques. Signalons au passage que la législation des Etats-Unis impose la publication des contre-indications, précautions d'emploi et effets secondaires d'un médicament aux annonceurs publicitaires. Chez nous, ce n'est pas obligatoires. c'est donc passé sous silence !

Profit à tout prix

La situation française, qui voit les laboratoires détenir le quasi monopole de l'« information » sur leurs propres produits, a ceci de commun avec celle des autres pays occidentaux que le but premier des fabricants n'est pas le soin du malade, mais la recherche du profit. Les firmes pharmaceutiques s'y livrent une concurrence acharnée, en particulier en diversifiant leur production, déjà sophistiquée à l'excès. De fusion en concentration, le nombre de ces entreprises en France est passé de 2 000 en 1950 à 420 aujourd'hui, qui emploient plus de 60 000 personnes. Si 25 d'entre ces firmes assurent à elles seules près de la moitié du marché, 41,5 % du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique réalisé en France l'a été par des groupes étrangers. Nulle indépendance,donc, en ce domaine. Dans ce monde, un nombre réduit de multinationales pharmaceutiques réalise des chiffres d'affaires prodigieux et en hausse constante qui atteindront, selon les prévisions, 50 milliards de dollars en 1980. Deux livres publiés par Le Seuil exposent les dangers et les incohérences de cette situation : « Les trusts du médicament », de Charles Levinson, et « L'invasion pharmaceutique », de Jean-Pierre Dupuy et Serge Karsenty.

Levinson démontre que « l'abus de médicaments draine d'importantes ressources et réduit le bien être ». Que représentent ces ressources pour la France ? La consomma-

→

HARO SUR LE "PRADAL"

→ tion de médicaments atteignait déjà 272,36 F par Français en 1972, la consommation pharmaceutique nationale s'élevait à 12 milliards de francs et elle progresse sans cesse. Un marché — au 3e rang dans le monde derrière les U.s.a. et le Japon — en expansion de 10 % par an se trouve ainsi offert aux appétits des industriels. La santé des Français ne s'améliore pas pour autant, mais cela importe peu aux laboratoires, qui entendent bien continuer à en profiter et à tirer entre 20 et 25 % de bénéfices bruts de leur chiffre d'affaires. Même au prix de la poursuite de leurs gros efforts de promotion commerciale et publicitaire, qui représente en moyenne, elle aussi, 15 % de ce même chiffre d'affaires et 26 % des effectifs de la firme (contre seulement 8 % et 11 % pour la recherche).

Face à cette puissance énorme, le Dr Pradal, jouant les David contre Goliath, a voulu faire entendre le son de cloche de l'impartialité. Son avis est éclairé. C'est celui d'un médecin toxicologue qui a travaillé, pendant plus d'une douzaine d'années et à un niveau élevé, dans plusieurs laboratoires. Pendant tout ce temps, il a accumulé une énorme documentation sur le sujet. Son guide, qui présente les 100 médicaments les plus courants, permet à chacun de se faire une opinion sur eux et sur quelques autres parmi plus de 8 000 spécialités offertes au public. « Nous avons considéré avant tout, explique Pradal, que la vérité sur l'objet consommé, la vérité entière et sans camouflage, est un droit imprescriptible du consommateur ».

La première édition du Guide, sortie le 5 octobre dernier et tirée à 10 000 exemplaires, a fait l'objet d'une attaque en Justice par le laboratoire Goupil, dont un des produits, le Fluocaril, est analysé par Pradal. Ce dernier avait constaté : « Prétendre qu'un produit de cet ordre prévient la carie dentaire n'est pas honnête ». Il lui faudra ôter cette phrase de la 2e édition, elle-même tirée à 10 000 exemplaires et épuisée au moment de l'attaque simultanée des laboratoires Delalande et Carriom. Ceux-ci protestent contre la citation de deux de leurs produits : le Dicynone et le Sureptil. Du dernier, Pradal explique : « En faire un vaso-régulateur parce que c'est cela qui se vend le mieux, en faire une prévention des complications vasculaires parce que c'est impossible à prouver, cette politique nous semble stupide et basée uniquement sur le profit, en dehors de toute honnêteté scientifique ».

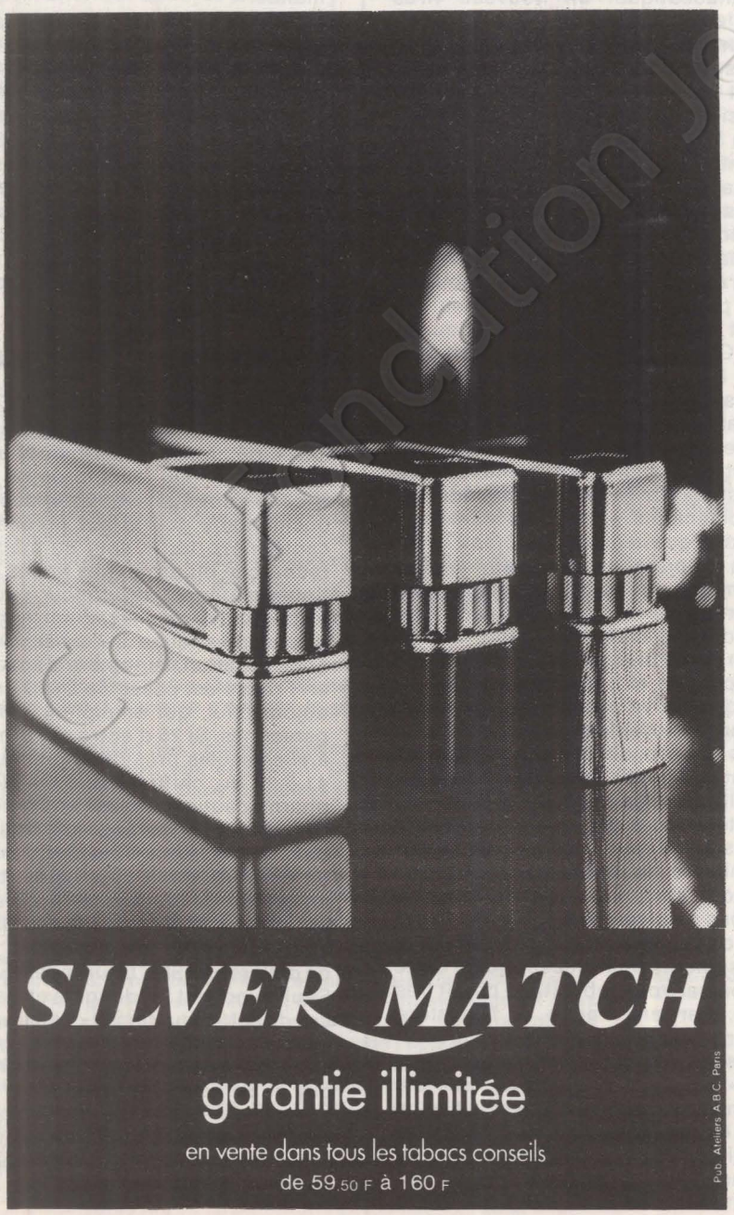
Sans doute, mais il ne semble pas que ce dernier critère constitue la préoccupation fondamentale des laboratoires. C'est ce que n'a pas su — ou voulu — comprendre Olibier, premier vice-président au tribunal de la Seine, lorsque dans le jugement en référé de l'affaire opposant les deux laboratoires au Seuil et à Pradal il a, le 28 octobre dernier, exprimé l'attendu suivant : « Attendu que toute atteinte, sous quelque forme que ce soit et sans autorisation, aux droits d'une société sur les dénominations qu'elle utilise à titre de marques, ouvre à leur propriétaire, même si l'atteinte n'est pas le fait d'un concurrent ou d'un contre-facteur, un droit à réparation ». Autrement dit, toute appréciation critique sur quelque produit que ce soit devient passible d'une condamnation, dès lors qu'elle n'est pas préalablement approuvée par le fabricant dudit produit. En d'autres termes, tous les critiques de théâtre, tous les journalistes qui testent les automobiles, tous ceux qui expriment une opinion sur une marque ne devraient plus être que les auteurs de pièces et les constructeurs automobiles ou ceux de la marque jugée. Ou leurs porte-parole.

Pradal s'en rend bien compte, lui qui paie aujourd'hui le prix de sa courageuse prise de position. Se réfugiant derrière le règlement de la Sécurité sociale — qui prévoit l'arrêt du remboursement des médicaments qui font l'objet d'une publicité — et derrière le code de la Santé publique, selon lequel toute publicité en faveur d'un médicament doit voir son texte soumis à une commission de vérification, les laboratoires mélangeant habilement les notions diverses que recouvre le mot publicité et entendent conserver le monopole de l'« information » sur leurs produits. Ils ne reculent devant rien pour y parvenir. La preuve ? Pradal vient de perdre sa place, la 3e édition du guide est bloquée par les poursuites judiciaires et les firmes pharmaceutiques répandent les pires calomnies dans le milieu médical sur Pradal et son bouquin. Enfin, dernière précaution, les visiteurs médicaux ont reçu l'ordre de racheter tous les exemplaires du guide qui pourraient traîner en librairie. Ils reçoivent, en échange, une prime de 50 centimes par livre « récupéré ».

Pradal ne s'avoue pas vaincu. Et il a bien raison. Il contre-attaque avec le Seuil et fait appel du jugement d'Olivier. A leurs côtés, la Fédération nationale des coopératives de consommations, première association de consommateurs autorisée par la loi Royer à se porter partie civile, réclamera aux laboratoires des dommages et intérêts pour refus d'informer les consommateurs. Des témoignages éminents, comme celui du professeur Minkowski, figureront au dossier en faveur de Pradal. Enfin, le Syndicat des éditeurs appuiera Le Seuil. Ce ne sera pas de trop contre les deux laboratoires plaignants qui seront, eux, appuyés par le Syndicat national des industries pharmaceutiques, groupe puissant s'il en est.

L'audience d'appel, le 5 décembre, devait donc opposer ceux qui défendaient la liberté d'opinion, d'expression et d'édition, à ceux pour qui la libre entreprise ne saurait tolérer aucune limite, et en tout cas pas celles de la critique. Ces derniers, dont la position ne semble pas conforme à la constitution, ignorent qu'il y a déjà bien longtemps, Beaumarchais constatait : « Sans la liberté de blâmer, il n'est pas d'éloge flatteur ».

JEAN-LOUP REVERIER



Entretien

Marthe, O.s. en blanc

Alors que, depuis trois semaines, la grève d'une quarantaine d'établissements hospitaliers se poursuit à travers toute la France, un livre sort en librairie (chez Julliard) : « Les linges de la nuit ». Pour l'écrire, Madeleine Riffaud est montée au front, ainsi qu'elle l'a déjà fait comme correspondante de guerre au Vietnam et en Algérie : pendant plusieurs mois, elle a travaillé incognito dans un hôpital, tout en bas de l'échelle hiérarchique. Pendant plusieurs mois l'agent hospitalier Marthe s'est battue au côté de tous les O.s. en blanc. Plus que témoignage, plus que roman, presque poème, ce livre lance au visage tout le malheur et tout le bonheur de vivre. Comme le dit Anne Philipe, « écrit en état d'urgence, ce livre est dédié aux millions d'hommes et de femmes qui ont eu, ont ou auront un jour affaire à l'univers hospitalier. Pour qu'ils n'aient pas peur ». Pour qu'ils comprennent la colère et la fatigue des O.s. en blanc qui se battent pour leurs malades.

L'UNITE : Pourquoi avoir choisi d'écrire un livre sur les travailleurs hospitaliers ?

MADELEINE RIFFAUD : Tout d'abord parce que j'ai commencé ma vie militante dans les hôpitaux : j'étais élève sage-femme en 1943. Il m'est toujours resté une grande nostalgie de n'avoir pu poursuivre dans cette voie. Et puis, après 30 ans d'absence, j'avais besoin de renouer avec mon pays. Je voulais m'embaucher quelque part. Mais je me voyais mal ouvrière à la chaîne dans une usine textile : je suis très maladroite, à cause d'une blessure au bras.

Il me semblait que le monde des hôpitaux m'offrait un autre front qui me permettrait le mieux de prendre le pouls de mon propre pays. Je savais que je n'avais pas peur des mourants, des malades, des blessés pour les avoir déjà côtoyés dans les hôpitaux de guerre, aussi bien en France qu'au Vietnam. Quand j'ai eu la possibilité de me faire embaucher comme agent hospitalier, je n'ai pas hésité.

— Aviez-vous conscience que vous alliez rencontrer une réalité aussi dramatique ?

— Pas vraiment. Je savais bien quel était l'état du service de santé en France. Je savais bien, aussi, que ces femmes en blanc gagnaient à peine plus que les femmes de ménage dans les beaux quartiers. Mais il m'a fallu huit jours pour mesurer l'étendue du désastre. D'abord parce que durant cette période, ma principale préoccupation a été de garder le rythme. J'avais du mal à tenir le coup, à laver ces montagnes de vaisselle, à lessiver ces étendues de carrelage. Et je n'avais pas le temps de réfléchir. Je voulais surtout ne pas me faire virer, et ne pas retarder les autres. C'est seulement au bout de huit jours que j'ai pu regarder autour de moi. Et j'ai découvert une misère — je n'en ai découvert qu'une partie, j'en suis parfaitement consciente — que je ne soupçonnais pas quand j'étais au bout du monde.

— Pourquoi ne pas avoir mentionné le nom des hôpitaux où vous avez travaillé ?

— Il me paraît faux d'attirer l'attention de l'opinion sur tel ou tel établissement public ou privé, telle ou telle catégorie du personnel hospitalier, alors que le drame de la santé en France est un problème général. La pollution vient d'en haut. Rien ne changera sans une transformation profonde des structures nationales actuelles.

— Mais quelques efforts de modernisation ont tout de même été entrepris ?

— C'est vrai. Mais, contrairement à ce que l'on pourrait croire, le problème se révèle encore plus aigü dans les hôpitaux modernes dits humanisés. Bien souvent, les chambres individuelles, avec de jolis petits rideaux, la télévision, le téléphone, pour séduisantes qu'elles soient, ne constituent pas — vu la pénurie d'effectifs — une amélioration... Si elle ne s'accompagne pas d'une augmentation considérable des effectifs, la modernisation des hôpitaux constitue plus qu'un leurre : c'est un danger pour le malade.

Faute de personnel et de structures suffisantes, même les prodiges scientifiques sont gâchés. Ainsi à quoi bon ramasser un grand blessé grâce à un service mobile d'urgence, s'il n'existe pas, derrière, une unité de réanimation chirurgicale disposant de tous les moyens pour l'empêcher de mourir ? On ne le répétera jamais assez : sans les infirmières, sans les aides soignantes, sans les agents de service, l'hôpital le plus moderne n'est rien.

— Pensez-vous que les conditions sont réunies pour que les hôpitaux deviennent le siège de mouvements revendicatifs très durs ?

— Je crois que oui. Bien sûr, la grève d'un travailleur en blanc est très difficile. Ce n'est pas un outil qu'il a entre les mains, mais un homme souffrant qui a besoin de soins. Et puis, il y a l'esprit d'équipe qui joue. Certains jours, on se révolte. On se dit : « Non, je ne ferai pas d'heures supplémentaires non payées. Mon service est fini, je pars. » Mais il y a une pile de vaisselle qui reste. Comment l'équipe suivante pourra-t-elle la faire quand elle arrive tout juste à accomplir son propre travail ? Et une heure plus tard, on est encore en train de faire la plonge. Cela sera à verser au compte des heures dites récupérables, qui le sont rarement.

Il est donc beaucoup plus difficile de faire la grève dans un hôpital que dans une autre entreprise. C'est un peu à cause de ces difficultés que j'ai voulu écrire ce livre. Il faut que le public connaisse la vie quotidienne dans un hôpital, pour comprendre dans quelles conditions il est soigné. Indiscutablement, l'hôpital guérit plus vite et mieux qu'autrefois. Mais c'est au prix de l'usure des O.s. en blanc. Voilà pourquoi je crois que ces mouvements revendicatifs ne sont pas prêts de s'arrêter. Parce qu'il y a une nouvelle génération d'infirmières qui s'est formée dans cette lutte. Les jeunes ne veulent pas vivre comme des « bonnes sœurs » — disent-elles — ou comme des demeurées. Elles ont choisi ce métier. Elles ont la vocation.

Mais elles ont toutes les raisons d'être en colère et de vouloir vivre mieux. En faisant cela, elles défendent leurs malades et le service public.

Il faut donc accepter de donner enfin au personnel hospitalier autre chose que des promesses. Ainsi pour le problème des notes : deux fois par an, chaque infirmière touche une prime équivalente au 13e mois si elle est bien notée. Mais une seule absence (congé de maladie, de maternité) suffit à faire sauter cette prime. En juillet dernier, Simone Veil avait déjà reconnu cette injustice et promis de la réparer. Rien n'a été fait. En octobre, elle a répété qu'elle s'en occuperait. Mais les infirmières attendent toujours...

— Quelles réactions votre livre suscite-t-il ?

— Quand j'avais publié la première partie de mon reportage dans « l'Humanité », j'avais déjà reçu des centaines de lettres. Jamais je n'en avais reçu autant. Des lettres de malades, de familles d'hospitalisés, d'infirmières qui ont pris sur leur temps de sommeil pour m'écrire jusqu'à 25 pages. J'ai senti qu'elles voulaient que je raconte leur vie.

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTINE COTTIN



Madeleine Riffaud,



avec Christine Cottin.

découvrez la fascinante épopée de l'HUMANITE EN MARCHE



Profondément originale par sa conception, son esprit, le choix de ses collaborateurs et sa réalisation même, l'Humanité en marche présente, en une vaste fresque, prodigieusement documentée, l'histoire objective et cohérente de tous les mouvements révolutionnaires, populaires et démocratiques du monde entier de 1789 à nos jours. Groupant des savants, des historiens, des écrivains, des journalistes, des universitaires, mais aussi des syndicalistes et des militants issus de tous les horizons de la pensée démocratique, cette édition constitue un apport historique irremplaçable, indispensable à tous ceux que les questions politiques et sociales d'aujourd'hui ne laissent pas indifférents.

une formule d'édition moderne au service des plus légitimes aspirations de l'homme

pour la première fois en effet et grâce à sa conception collective et véritablement démocratique, cette fabuleuse histoire des "conquêtes de justice et de liberté" est traitée en un tout homogène et cohérent sans escamotage ni complaisance. Au sein de cette réalisation, chaque volume comprend une vaste préface, suivie d'une passionnante étude historique largement documentée et d'un grand roman classique ou contemporain choisi en fonction du thème développé dans le volume.

les espoirs et les luttes des hommes de tous les pays : une évocation sincère et passionnée

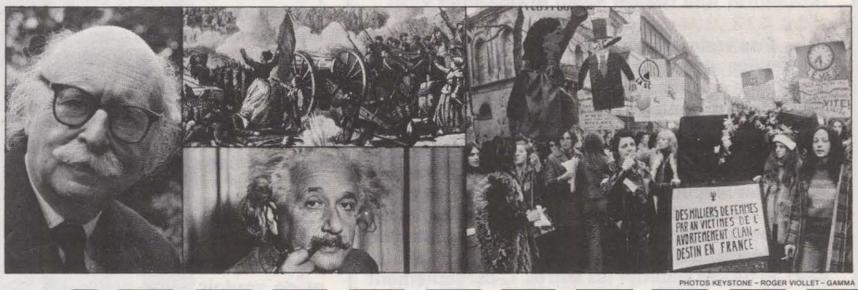
1789 - 1793 - 1830 - 1848 – La Commune de Paris – l'Amérique latine en lutte – les révolutions chinoises - le front populaire – l'Afrique aux prises avec l'esclavage – la Résistance – les chrétiens et les révolutions - la femme face aux sociétés – l'école démocratique – la jeunesse – les grandes conquêtes ouvrières - la révolution d'octobre – la liberté de la presse...

la collaboration prestigieuse d'hommes éminents

qui ont en commun le respect de la dignité de l'Homme et foi dans l'avènement d'une société plus juste. Parmi ceux-ci : Don Helder Camara, Jean Cassou, Aimé Césaire, Jacques Chambaz, Bernard Clavel, Jean Cornec, Eugène Descamps, Albert Ducrocq, Jean Elleinstein, Marc Ferro, Benoît Frachon, Jacques Guyard, Armand Lanoux, Stellio Lorenzi, Jacques Mitterrand, Max Pol-Fouchet, Jean Poperen, Roger Quilliot, Jean Rostand, Léopold Sédar Senghor, Albert Soboul, Haroun Tazieff, Vercors, etc.

deux cents ans de luttes à travers le monde

le récit passionnant d'un effort constant des hommes vers une société plus juste, plus fraternelle, à la lecture duquel vous comprendrez mieux le présent et pourrez mieux imaginer l'avenir.



PHOTOS KEYSTONE – ROGER VIOLLET – GAMMA

MICHEL REDON / CONSEIL

une édition de qualité

Chaque volume, composé dans un beau caractère moderne, bénéficie d'une mise en pages claire et harmonieuse.
L'étude historique constituant la première partie de chaque tome est largement illustrée de documents anecdotiques souvent méconnus. Le roman constituant la seconde partie est enrichi de belles illustrations originales en couleurs. L'ensemble tiré sur grand vélin bouffant d'édition, est relié plein Reluskin et orné, sur le premier plat, d'un motif symbolique original dû au talent de Jean Colin.

les éditions Martinsart vous offrent la possibilité d'une information privilégiée. N'hésitez pas à leur retourner le bon ci-contre après l'avoir bien lisiblement complété.

conformément à votre proposition, je souhaite recevoir gratuitement et sans aucun engagement de ma part une information documentée, précise et complète sur "Liberté-Égalité-Fraternité – l'humanité en marche".

NOM _____

prénom _____

adresse complète _____

_____

date _____ *signature*

à retourner aux
Éditions MARTINSART
58, rue des Capucins
41200 ROMORANTIN

changer la vie sociale et économique

P.T.T. : LA RAGE AU CŒUR

Il ne sert à rien de se le cacher : le gouvernement a réussi à faire échouer la grève des postiers — la plus longue de l'histoire des P.t.t. La question qui se pose aujourd'hui est : qu'a-t-il gagné, et pour combien de temps ? Certes, les travailleurs des centres de tri ont repris le travail, la rage au cœur, après avoir obtenu par leur mouvement quelques concessions que le gouvernement ne leur aurait jamais accordées autrement (entre autres, l'augmentation de la prime d'exploitation qui passe de 1 090 F à 1 400 F).

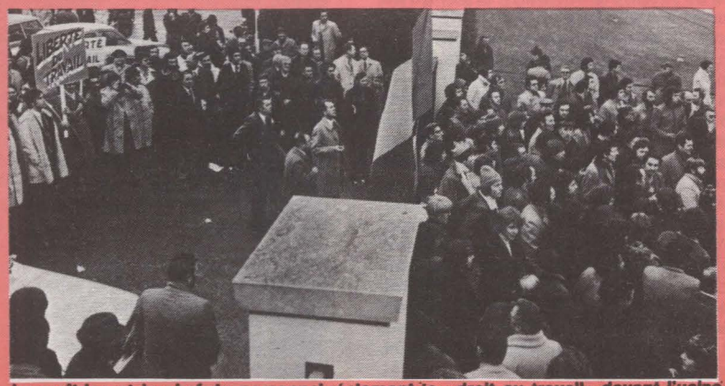
Le gouvernement a-t-il gagné quelque chose aux yeux de l'opinion publique ? Rien, si ce n'est une nette détérioration de l'image de marque « libérale » qu'il prétendait se donner. Malgré tous ses efforts, il n'est pas arrivé à dresser les usagers, pourtant gênés par le manque de courrier, contre les grévistes. Les Français ont au contraire observé l'intransigeance du gouvernement et le recours à la manière forte : un Pouvoir qui envoie la police faire évacuer les centres de tri occupés par les grévistes, voilà un fait que beaucoup ne sont pas prêts d'oublier. Comme tous ceux qui ont appris, à l'occasion de cette grève, de quel prix le gouvernement acceptait de payer une victoire ne l'oublieront pas de si tôt.

Enfin, combien de temps durera cette « victoire » si chèrement acquise ? Si les postiers ont repris le travail, leurs problèmes demeurent. Et l'ambiance n'est pas au renoncement. Les postiers pensent déjà à d'autres formes d'action. Ils ne renoncent pas à leurs revendications sur les salaires et les effectifs, auxquelles va s'ajouter sous peu le délicat problème du règlement des heures de grève.

UN DASSAULT DE COMBAT

Marcel Dassault fait-il une allergie à toute négociation ? Les travailleurs du groupe sont en passe de le croire. Depuis des semaines et des semaines, ils demandent à la direction de discuter de leurs revendications (salaires et conditions de travail). De toute évidence, la courtoisie ne paie pas. Le personnel s'est donc décidé pour une autre méthode. Le 25 novembre, les travailleurs en grève de l'usine d'Argenteuil occupaient leurs locaux. Depuis, débrayages et manifestations se multiplient dans les usines de Boulogne et de Saint-Cloud. La C.g.t. et la C.f.d.t. lançaient encore un mot d'ordre de débrayage le 4 décembre dans tout le groupe. Pour toute réponse, deux dirigeants C.g.t. ont été traduits devant le tribunal des référés de Pontoise, et l'évacuation de l'usine d'Argenteuil a été décidée.

Face à cette intransigeance, de nouvelles actions sont envisagées par les travailleurs pour faire aboutir leurs revendications. La Fédération C.g.t. des métaux est intervenue auprès du ministère du Travail pour que s'ouvrent des négociations.



La maîtrise et le chef du personnel réclamant le «droit au travail» devant l'usine Dassault occupée, à Argenteuil.

UNE DOT SOMPTUEUSE

Après avoir refusé pendant six semaines de satisfaire les revendications des postiers (dont le coût avait été évalué à 2 milliards par les experts du ministère des P.t.t.), l'Etat a donc décidé un prêt d'un milliard à Citroën, consenti pour 15 ans au taux de 9,75 %. Cette injection d'argent frais doit permettre à Citroën d'assainir une trésorerie catastrophique et faciliter son « rapprochement », comme disent pudiquement les financiers, avec Peugeot. Ce sauvetage coûteux et tardif, qui permettra aux 55 000 salariés de la firme du Quai de Javel de conserver leur emploi, s'accompagne d'une seconde opération de « restructuration » : la Régie Renault a reçu elle aussi un prêt de 450 millions qui doit lui permettre de racheter à François Michelin l'énorme paquet d'actions Berliet qu'il possède et de réaliser le vieux projet des dirigeants de Renault : la constitution, par rapprochement de Berliet de Saviem, d'un géant du poids lourd capable de faire face aux deux grands constructeurs européens : Mercédès et Fiat-Om-Unic.

« Ainsi, a expliqué Giscard d'Estaing, sera maintenu le caractère hautement national de l'industrie automobile française ». La solennité de cette déclaration présidentielle ne doit cependant pas dissimuler l'essentiel : Citroën était malade depuis des années. Si malade que l'Etat à deux reprises — 1966 et 1968 — avait dû procéder à des « transfusions » urgentes, des transfusions qui avaient coûté 300 millions de francs à la collectivité. Avait-il exigé en échange de jeter un œil sur les comptes et la gestion de Citroën, de donner son avis sur les grands choix ? Non. Et Citroën, en proie à une incroyable carence, que la « conjoncture », ne pouvait expliquer, est partie à la dérive, perdant chaque année un peu plus d'argent. La conséquence est aujourd'hui limpide : alors que d'autres secteurs de l'industrie — l'informatique, la machine outil, l'électronique, notamment — ont tant besoin d'aide pour ne pas tomber sous le contrôle des sociétés étrangères, l'Etat vient de consacrer au sauvetage de l'industrie automobile les 3 /4 de ce que réclament les postiers. Belle leçon d'improvisation et d'incohérence.

CINQ MOTS D'ORDRE

Journée nationale d'action à l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t. le 12 décembre. Les résultats de cette journée seront un signe particulièrement révélateur de la montée d'un mécontentement que l'attitude du gouvernement lors de la grève des postiers n'a fait qu'aggraver. Cinq mots d'ordre adoptés pour ces manifestations montrent les préoccupations des salariés : augmentation du pouvoir d'achat, retraite à 60 ans, retour aux 40 heures, embauche de personnel dans le secteur public, en particulier pour remplacer les retraités, et garanties sérieuses contre les licenciements arbitraires. Comme quoi les problèmes d'emploi sont plus que jamais à l'ordre du jour.

LE P.S. DANS LES ENTREPRISES

Bilan de l'action du Parti socialiste dans les entreprises : le Secrétariat national aux entreprises du Parti socialiste organise, le dimanche 15 décembre, de 10 h à 19 h, la seconde conférence nationale des sections et des groupes socialistes d'entreprise. Le Parti socialiste compte également, au cours de cette journée, tirer les premières leçons de la campagne nationale de lutte pour le contrôle dans l'entreprise, campagne lancée au début du mois d'octobre. François Mitterrand participera aux débats qui se dérouleront dans la salle du Palais des sports d'Alfortville (rue de Rome).

LA VOIE PERUVIENNE

Che Guevara et le général Velasco, chef de l'Etat péruvien, réunis sur une même fresque... Espoirs et contradictions d'un pays où se déroule une expérience sans précédent, suivie avec attention par tous les militaires du monde.

Che Guevara et le chef d'Etat péruvien, le général Velasco, sont réunis sur le même mur. Chef-d'œuvre naïf, ce dessin maladroit fait l'orgueil des membres de cette coopérative agricole du « nouveau Pérou ». A commencer par le « technicien », un officier qui ne peut résister au plaisir de nous faire l'historique de la fresque et de ses glorieux personnages. En revanche, dans une autre coopérative — sur la côte, cette fois — un de ses collègues a fait un tout autre choix : des contremaîtres, policiers de l'ancien propriétaire, sont toujours en place et tous les moyens sont bons pour se débarrasser des militants syndicaux qui furent les seuls défenseurs du coupeur de canne avant 1968. Si traversée de contradictions qu'elle soit, c'est toujours l'armée qui, lancée dans une expérience originale, assume le pouvoir au Pérou.

Cela depuis six ans : une belle nuit, le 3 octobre 1968, le gouvernement civil du président Belaunde Terry était balayé par des forces armées apparemment unanimes. Des affrontements se déroulèrent dans la matinée, mais l'opinion publique ne suivit pas les étudiants et les lycéens dans leur défense d'un régime discrédité. « Tout est calme dans le pays », pouvait annoncer le deuxième communiqué de la junte révolutionnaire, qui dévoilait du même coup le nom du nouvel homme fort : le général Velasco, chef d'état-major interarmes.

La junte sort alors de l'anonymat, mais personne ne veut trop croire à l'épithète « révolutionnaire ». Au Pérou, les militaires ont régulièrement occupé le devant de la scène : en 1962 encore, ils barraient la route à leur ennemi de toujours, l'Apra, vieux parti « révolutionnaire » récupéré par les propriétaires terriens qu'il combattait. L'image de marque progressiste qui est aujourd'hui celle de l'armée n'avait pas cours en 1968. L'Histoire, émaillée de massacres de paysans, avait toujours vu l'armée du côté des classes dirigeantes — c'est-à-dire les quelques grandes familles de Lima et les « gamonales », ces propriétaires terriens qui maintenaient les populations indiennes de la Sierra dans un état proche de la féodalité.

A l'époque, les premières différences relevées entre le coup d'Etat de 1968 et celui de 1962 ne réconfortent personne. Cette fois, l'intervention ne se présente plus comme une mesure provisoire : l'institution militaire entend assurer totalement et durablement la direction du pays. Mais il ne s'agit pas non plus d'un simple rétablissement de l'ordre, l'armée entend mener des réformes qu'elle seule peut imposer aux milieux les plus rétrogrades. Protectrice des forces conservatrices, elle se veut maintenant l'instrument du changement.

Une évolution aussi brutale a de quoi surprendre. Les militaires n'ont pas été converti par les guerilleros qu'ils combattaient jusqu'en 1966, mais, paradoxalement, par les nouveaux concepts de « sécurité interne » diffusés par les Etats-Unis à travers les Ecoles de guerre du continent. Selon les cours de guerre psychologique « made in U.s.a. », la subversion ne peut être détruite par les seules actions répressives : il faut porter remède aux injustices trop criantes, de peur qu'elles soient immédiatement exploitées par les communistes. Au Centre des hautes études militaires (Caem), des stages de six mois à un an familiarisent les officiers péruviens avec les concepts économiques et sociaux. Etudiant les relations entre le maintien de l'ordre et le développement du pays, le Caem propose dès 1963 un programme de réformes ; les

« Propriété sociale » ou l'autogestion à la péruvienne

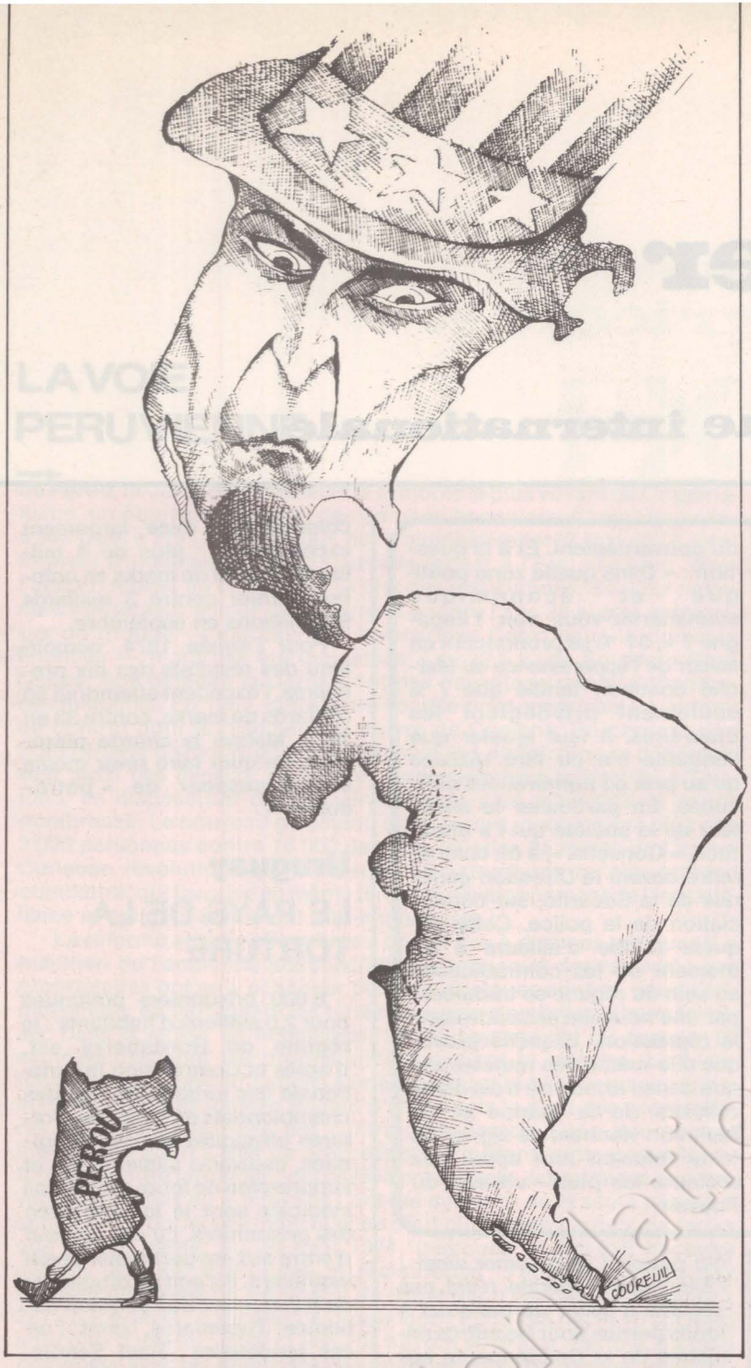
La loi de propriété sociale, ou loi sur l'autogestion, est au moins aussi ambitieuse que la réforme agraire. Pour Angel de las Casas Grieve, président de la Commission nationale de propriété sociale, « la portée de la loi ne se limite pas à la création d'une nouvelle forme d'entreprise. Son importance tient aussi à sa signification économique et surtout à sa signification politique, concrétisation du contenu idéologique de la Révolution péruvienne... la démocratie sociale de participation plénière. »

Les autorités enregistent déjà des demandes de travailleurs qui voudraient voir leurs entreprises abandonner les formes juridiques actuelles pour rejoindre le secteur de propriété sociale. En 1975 seront créées les premières entreprises autogérées et une somme de 6 500 millions de soles est prévue pour leur mise en place à Trujillo, Arequipa...

La propriété sociale doit progessivement devenir le principal secteur économique du Pérou. N'importe quel citoyen peut proposer la création d'une entreprise de ce type, la Commission nationale de propriété sociale sélectionne ces idées que le capitalisme n'a pas su — ou pas voulu — exploiter, et un fonds national assure le premier financement des propositions jugées intéressantes. Ainsi, la propriété privée n'a plus son prétendu monopole de l'innovation !

Des entreprises, coopératives et sociétés déjà constituées peuvent passer au nouveau secteur, sous réserve de remplir certaines conditions : intérêt économique et social (pas d'industries productrices de biens de luxe) et bonne situation économique et financière, pour ne pas freiner le développement de l'ensemble du secteur. Les militaires n'ont pas voulu s'en prendre aux capitalistes qui dirigent « convenablement » leur entreprise. Sauf en cas de licenciement collectif refusé par l'inspection du Travail, le passage en propriété sociale suppose l'accord des deux tiers des propriétaires. Le pluralisme économique est respecté, mais un organisme de propriété sociale, la Cofide, doit être informé de toute vente d'entreprise et bénéficie d'une priorité d'achat.

Cette « autogestion » marque une progression par rapport à la loi sur les industries de juillet 1970 : cette dernière s'en tenait à une formule de participation : 10 % des bénéfices devaient revenir aux salariés de l'entreprise. Dans le secteur nouvellement créé, la rétribution du travailleur ne constitue plus seulement le prix du travail effectué. Ses besoins sont pris en compte. Et, lorsque l'entreprise en propriété sociale a retenu une partie de ses bénéfices pour créer de nouvelles entreprises, des versements supplémentaires sont prévus. L'Assemblée générale des travailleurs décide de leur répartition, fixant la part directement distribuée aux employés et celle qui leur reviendra sous forme de services sociaux, crèches... Tous les travailleurs — même le personnel temporaire — participent à l'Assemblée générale de l'entreprise, ainsi qu'à l'élection des autres instances (comité directeur, Assemblée régionale...). La loi sur les E.p.s. comporte d'autres avantages, notamment une formation permanente (encore assez floue) et le droit à un habitat décent à proximité du lieu de travail.





Le général Velasco entourés des membres de la junte au pouvoir.

statuts publiés par le nouveau gouvernement en reprendront les grandes lignes. Et les ministres de la junte — à deux exceptions près — sortent de ce Centre des hautes études militaires.

D'autres facteurs ont contribué à cette évolution de l'armée. Les cadres proviennent surtout des classes moyennes. Provinciaux, souvent métis, parfois indiens, ils n'ont guère de liens avec les centres traditionnels du pouvoir politique et économique. Par contre, ces officiers supérieurs vont être marqués par leurs contacts avec la population ; au gré des affectations et changements de caserne, ils parcourent le pays, notamment les zones rurales, dont le pouvoir central ne se préoccupe qu'en cas de guerilla.

De tels facteurs nationaux expliquent que la doctrine inspirée par les Etats-Unis connaisse des prolongements différents d'un pays à l'autre : l'Ecole de guerre brésilienne retient surtout la répression et le développement économique sans se soucier des problèmes sociaux ; les militaires du Caem péruvien, eux, privilégient les réformes. Cette grossière ligne de partage passe aussi à l'intérieur de chaque armée : on a pu parler récemment de militaires uruguayens ou boliviens partisans d'un régime à « la péruvienne » ; mais certains officiers péruviens — notamment dans la Marine — souhaitent tempérer l'ardeur révolutionnaire de leurs collègues. Ces contradictions disparaissent le plus souvent sous l'effort conjugué des militaires « de droite » et « de gauche », également soucieux de préserver l'unité de l'armée. Cela n'empêche pas les Péruviens de faire des distinctions subtiles, considérant tel général « plus à gauche », ou notant un ralentissement du processus révolutionnaire pendant la maladie du général Velasco.

Ceux qui freinent

En permanence, le gouvernement doit donc ajuster son tir : selon les réactions, il reprend à son compte ou dément des propos tenus officieusement ici ou là. La gauche n'a pas le monopole de ces manœuvres verbales destinées à infléchir l'orientation du régime. Réclamant plus de liberté pour la droite, Luis Vargas Caballero, ministre de la Marine, a perdu son portefeuille en mai dernier. Pourtant, il n'avait fait qu'exprimer ouvertement ce que d'autres officiers pensent en silence : critiquer, ce n'est pas faire la contre-révolution. Deux officiers généraux de la Marine, Ramon Arrospide, ministre du Logement, et le représentant du Pérou au Comité du Marché andin devaient démissionner après le ministre de la Marine.

Pour certains — les gauchistes péruviens notamment — ces contradictions restent accessoires : malgré des nuances, le réformisme des forces armées ne va jamais très loin. Par leur intermédiaire, les Etats-Unis font la part du feu, jouent la modernisation contre des oligarchies de moins en moins capables de résister aux changements économiques et politiques. Les militaires n'ont rien fait pour diminuer l'ambiguïté du régime. Leurs propos renvoient dos à dos capitalisme et communisme, refusent toute les interprétations pour réaffirmer leur choix d'un processus nouveau, révolutionnaire et péruvien, mais encore mal défini. Les discours anti-impérialistes fleurissent, Che Guevara fait son entrée dans l'imagerie d'Epinal du gouvernement, mais des leaders paysans emprisonnés sous le régime précédent attendent toujours leur libération. Six ans après la Révolution, l'un d'entre eux, Saturnino Huillca, est chaleureusement reçu par le général Velasco... puis arrêté sur le chemin de son village en vertu de vieilles fiches de police ! « Accident de parcours monté en épingle par les partis de droite », affirme Hector Béjar, ancien guérillo qui travaille aujourd'hui dans un organisme gouvernemental — car la « voie péruvienne a conquis un certain nombre de militants de gauche, qui ont abandonné leurs organisations pour participer plus directement au processus révolutionnaire et l'accélérer encore.

Les premières mesures de la junte et les tensions qu'elles ont suscitées avec les Etats-Unis ont contribué à ces ralliements, sans pour autant convaincre tous les sceptiques. La nationalisation de la Cerro de Pasco a été présentée par les militaires comme une grande victoire. Principale productrice de zinc du continent et plus grande firme privée

changer la vie politique internationale

Ethiopie
GUERRE PLUS DURE EN ERYTHREE

Après la troisième révolution éthiopienne — la première, au début de l'année,avait chassé du pouvoir l'entourage du Négus et la seconde, en septembre, le Négus lui-même — qui a coûté la vie au général Amdom et à cinquante neuf notables de l'ancien et du nouveau régime, la situation reste tendue dans l'ex-empire.

Les nationalistes qui entourent le commandant Mengitsu Haïlé Mariam ont renforcé les troupes engagées en Erythrée contre le Front de libération de cette province, insurgée depuis douze ans (le général Andom a payé de sa vie son désir de négociation). Ils ont fait coup double en envoyant en renfort les troupes de la garde impériale, qui comprend en son sein des fidèles du Négus, mais qui avait été recrutée en majorité dans des ethnies hostiles aux Erythréens.

D'autre part, des tendances séparatistes renaissent. L'unité de l'Empire a toujours été fragile et la personne du Négus, surtout depuis l'agression italienne, en était le meilleur ciment. Dans la province du Tigré, le Ras Seyroum aurait entraîné dans la révolte les paysans affamés... mais armés. Or cette province touche l'Erythrée et commande les communications entre la capitale et la côte de la mer Rouge.

Roumanie
REGARDS VERS L'EUROPE

C'est donc une direction collégiale que le Parti communiste roumain a mis en place après son récent congrès. Elle est composée de Nicolae Ceausescu, secrétaire général, Manca Manescu, premier ministre, Georg Oprea, vice-Premier ministre, Ion Patsan, ministre du Commerce extérieur, et Stefan Andrei, secrétaire du comité central.

Pour la première fois, un parti communiste rend ainsi publique la composition de son véritable groupe dirigeant, groupe qui existe dans de nombreux partis et qui assure, au sommet, la préparation des décisions essentielles et les réactions les plus immédiates à l'événement.

Bien entendu, l'équipe est composée de gens partageant les mêmes convictions. Elle a pour première tâche d'améliorer la situation économique du pays. La présence en son sein du ministre du Commerce extérieur prend alors toute sa signification, la Roumanie étant favorable au développement des relations commerciales avec l'Ouest, y compris avec le Marché commun.

Espagne
GARE AUX SONDAGES

La revue « Cambio 16 » a publié récemment une enquête effectuée pour connaître les sentiments des Espagnols vis-à-vis de leur gouvernement. Première enquête de ce type en Espagne, ses résultats sont d'autant plus intéressants qu'aucune opposition organisée ne peut s'y exprimer. 49 % seulement des personnes interrogées se déclarent satisfaites du gouvernement Arias, 14 % insatisfaites tandis que 23 % ne sont ni l'un ni l'autre. La Catalogne et le Pays basque sont les régions où l'on trouve le pourcentage d'insatisfaction le plus élevé. En outre, 59 % préfèreraient « une plus grande participation de tous » aux affaires du pays, tandis que seulement 27 % sont d'accord avec la forme actuelle du gouvernement. Et à la question : « Dans quelle zone politique et économique souhaiteriez-vous voir l'Espagne ? », 51 % se prononcent en faveur de l'appartenance au Marché commun tandis que 7 % seulement privilégient les Etats-Unis. Il faut ajouter que l'enquête n'a pu être réalisée qu'au prix de nombreuses difficultés. En particulier le directeur de la société qui l'a effectuée, « Consulta », a dû comparaître devant la Direction générale de la Sécurité, sur dénonciation de la police. Cette enquête tombe d'ailleurs à un moment où les contradictions au sein du régime se traduisent par une nouvelle escalade dans la répression. Laquelle provoque elle-même des remous jusque dans l'armée où trois cents officiers de la marine et de l'aviation viennent de signer un texte refusant tout appui aux secteurs les plus « ultras » du Pouvoir.

Allemagne fédérale
LE BANQUIER EN A ASSEZ

A la veille d'un sommet européen, accepté officiellement avec joie par le chancelier Helmut Schmidt, l'hebdomadaire « Stern » a prêté à celui-ci des propos — démentis d'ailleurs — qui peuvent se résumer ainsi : l'Allemagne fédérale n'est pas décidée à servir de banquier à fonds perdus pour les autres ministres de la Communauté européenne.

Il est donc pour le moins imprudent de préjuger de l'opinion du gouvernement de Bonn. La réalité brute est que l'Allemagne fédérale est le seul pays d'économie capitaliste où la hausse des prix entre 1973 et 1974 est nettement inférieure à 10 % (6 % de juillet 1973 à juillet 1974). D'autre part la balance commerciale reste largement excédentaire : plus de 4 milliards et demi de marks en octobre dernier contre 3 milliards 960 millions en septembre.

Pour l'année 1974, compte tenu des résultats des dix premières, l'excédent atteindrait 50 milliards de marks, contre 33 en 1973. Malgré la charge pétrolière. De quoi faire rêver même un possesseur de « pétrodollars ».

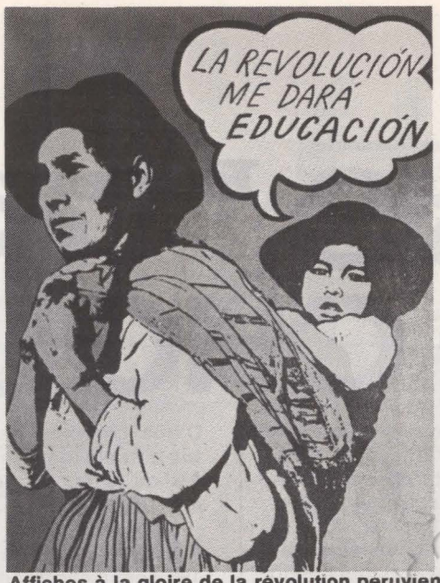


Helmut Schmidt.

Uruguay
LE PAYS DE LA TORTURE

6 000 prisonniers politiques pour 2,5 millions d'habitants : le régime de Bordaberry est, d'après la Commission internationale des juristes, en tête des championnats de l'horreur. Tortures physiques et psychologiques, mauvaise alimentation et suppression de toute assistance médicale sont le lot quotidien des prisonniers. Le cas de neuf d'entre eux est particulièrement inquiétant. Il s'agit de dirigeants du Mouvement de libération nationale Tupamaros, dont l'un des fondateurs : Raul Sendic. Retirés en octobre 1973 des camps de concentration dans lesquels ils se trouvaient, ils ont été dispersés dans des casernes de l'intérieur du pays. Il leur fut alors annoncé qu'ils se trouvaient détenus en qualité d'otages et qu'ils seraient fusillés si leur organisation continuait ses activités. Les pressions internationales ont empêché que ces menaces se concrétisent. La junte militaire a alors choisi une autre méthode : la mort lente. Les neufs militants sont, depuis lors, enfermés dans des cachots de dimensions très réduites, voire dans des puits asséchés dont ils ne sortent pratiquement jamais. Sans aucune communication avec l'extérieur, sans aucune sortie ou récréation à l'air libre. Toute lecture, toute expression orale, écrite ou manuelle leur est interdite. Ils sont privés de l'hygiène la plus élémentaire et doivent subvenir à leurs besoins naturels sur place. Ils ne revoient le jour que pour être torturés.

LA VOIE PERUVIENNE





Affiches à la gloire de la révolution peruvienne.



Manifestation, le 1er mai dernier.

du Pérou, la Cerro de Pasco était le symbole le plus voyant de l'impérialisme, un équivalent andien des empires bananiers d'Amérique centrale. Quel a été l'impact exact de la nationalisation ? Dès 1972, l'entreprise elle-même avait proposé son rachat à l'Etat péruvien, mais l'accord n'avait pu se faire sur le prix des installations. Seul est nationalisé le secteur minier de la Cerro et encore ! Les 25 autres entreprises du groupe — par exemple Inversiones Cerro dans le domaine financier — n'ont pas été inquiétées. Les 22,5 % de Southern Peru Copper que détenait la Cerro n'ont pas davantage retenu l'attention des militaires. En 1969, cette autre société nord-américaine a obtenu un contrat pour le gisement de cuivre de Cuajone. En perdant une vieille affaire de moins en moins rentable, les Américains se débarrassent aussi des mineurs du Centre, particulièrement combatifs. A Cuajone, ils disposeront d'une main-d'œuvre plus malléable et moins nombreuse. Le nouveau gisement, à ciel ouvert, n'emploiera plus que 2 000 personnes contre 16 000 dans les galeries de mines du Centre. Curieuse révolution, qui modernise les structures qu'elle prétend combattre, qui favorise en même temps le développement de l'impérialisme et celui du sentiment anti-impérialiste !

La réforme agraire elle-même a donné lieu à diverses critiques. Le maintien de l'ancienne administration a provoqué des retards : des propriétaires ont pu y échapper pendant quelques années, voire définitivement, en partageant les terres entre les membres de leurs familles. Dans la région de Andahuylas, 20 000 paysans ont dû occuper 68 exploitations dont les propriétaires freinaient la réforme. Le bienfondé de leurs revendications semble aujourd'hui reconnu par Lima, mais les autorités locales avaient d'abord pris le parti des propriétaires. Les indemnisations ont contribué à l'essor d'une bourgeoisie industrielle qui n'a rien de progressiste. Pourtant, cette nouvelle réforme agraire a largement dépassé la précédente, les surfaces auparavant distribuées en quatre ans l'ont été au cours de la seule première année. Un propriétaire individuel ne peut plus détenir autant de terres que par le passé. Au 30 avril 1974, quelques 11 608 816 hectares avaient déjà été expropriés et redistribués ; l'encouragement aux formes collectives de gestion et de propriété n'est pas négligeable : 287 coopératives agricoles de production (1 353 245 ha) et 40 sociétés agricoles d'intérêt social (1 985 702 ha) ont vu le jour. Parfois, il a fallu composer avec les habitudes des communautés paysannes, mal préparées à des changements radicaux. L'égoïsme de groupe a fait son apparition dans certaines coopératives qui freinent l'adhésion de nouveaux membres et préfèrent embaucher des salariés. L'ampleur de la réforme a pourtant valu au régime l'appui de la paysannerie et des commentaires élogieux de Fidel Castro. La personnalité même de Velasco, sa simplicité de soldat sorti du rang, et le courage dont il a fait preuve à l'occasion de son ampulation, ont encore renforcé cet appui populaire.

En six ans de pouvoir, l'armée péruvienne est intervenue dans de nombreux domaines, la banque, la presse, la pêche etc. Malgré les faiblesses de telle ou telle mesure — comme la nationalisation inachevée de la Cerro, évoquée plus haut — la volonté de changement ne s'est pas démentie. Avec la loi de propriété sociale, elle débouche aujourd'hui sur l'autogestion **(voir notre encadré).** Le projet ne manque pas d'ambition : battre le capitalisme sur son terrain sans adopter sa mentalité, créer un nouveau secteur économique destiné à s'étendre rapidement à l'essentiel de l'économie nationale. Dans le détail, les propositions sont tout aussi audacieuses, mais certaines réveilleront la méfiance. Considérant que la loi répondait à toutes les aspirations des travailleurs, ses promoteurs ont vu dans la revendication syndicale au sein d'une « entreprise en propriété sociale » (E.p.s.) un acte égoïste, dirigé contre l'ensemble des employés du secteur concerné. En effet, les salariés ne sont pas propriétaires de leur entreprise, c'est l'ensemble des entreprises autogérées qui est la propriété de l'ensemble de leurs personnels. Cette communauté d'intérêt étant déclarée incompatible avec les revendications particulières à chaque entreprise que pourraient avancer des groupes limités de travailleurs, le premier projet interdisait donc la constitution d'un syndicat dans une E.p.s. Sans aller aussi loin, le texte définitif a mis de sérieuses limites à l'action syndicale : un syndicat ne pourra s'implanter qu'avec l'accord de la moitié des travailleurs de l'E.p.s. réunis en assemblée générale ; les dirigeants élus de l'entreprise seront alors les dirigeants du syndicat, afin d'éviter une dualité de pouvoir. Dans les coopératives nées de la réforme agraire, des problèmes similaires s'étaient posés : les travailleurs ayant exercé une charge syndicale ou politique au cours des trois années antérieures ne pouvaient accéder à certains postes de responsabilité. Cela n'a pas empêché le Parti communiste péruvien ou la centrale syndicale C.g.t.p., d'apporter leur appui au « processus révolutionnaire ». Dans le temps même où la droite se déchaîne contre lui : que Velasco réprime une manifestation téléguidée par l'Apra et les Etats-Unis, que le régime militaire exproprie la grande presse, et les protestations se multipliant dans le pays, bientôt reprise, via les agences de presse nord-américaines, dans tout le continent et dans le monde. Le Pérou est aussi présenté comme le « méchant » qui refuse à la Bolivie un accès à la mer et qui fait peser une menace sur ses voisins... « une base soviétique »... L'armée péruvienne « prépare la guerre » (alors que Velasco vient de proposer une réduction des achats d'armes par les Etats latino-américians)... Banzer en Bolivie, Pinochet au Chili ont tout à gagner à un prétendu « péril extérieur », qui relègue au second plan leurs difficultés internes. Et le climat de tension ainsi entretenu est, de toute façon, plus néfaste au développement économique du Pérou qu'à celui des deux dictatures voisines, entièrement soumises aux décisions nord-américaines et brésiliennes.

Le relais étant assuré par Geisel, Pinochet et Banzer, les Etats-Unis ont pu réduire leurs propres attaques à l'encontre du régime péruvien. Depuis la nationalisation de l'International Petroleum Co et les premières mesures de protection des territoires de pêche péruviens, les menaces économiques ont perdu de leur violence, alors que le Pérou maintenait sa position, notamment en faveur de l'extension à 200 milles des eaux territoriales. Isolé, l'exemple de Lima est moins dangereux. Encore faudrait-il que les Etats-Unis parviennent à maintenir cet isolement, face à une diplomatie péruvienne de plus en plus active. Et face à la possible contagion d'une expérience que, ici ou là dans le monde, certains militaires regardent d'un œil attentif.

F.G.

DANS Enseignement agricole LES CHOUX !

Qui aurait vu en Jacques Chirac un émule de Pierre Dac ? En février 1974, ministre de l'Agriculture, il déclarait que 1975 serait « l'année du budget de l'enseignement agricole », dont il avait alors la tutelle. Le voici à Matignon, et plusieurs établissements d'enseignement agricole public ont dû fermer leurs portes depuis la rentrée, faute de moyens : A Saint-Affrique, dans l'Aveyron, à Marmilhat, dans le Puy-de-Dôme — hé oui, chez Giscard ! — et bientôt à Vic-de-Bigorre, dans les Hautes-Pyrénées. Les gestionnaires n'arrivent plus à joindre les deux bouts. Les pensions ont pourtant augmenté de 20 % ! Il faut trois millions de francs d'ici à la fin de l'année. Là comme ailleurs, c'est la prospère austérité.

Or cette situation n'ira qu'en empirant, du fait du budget de l'Agriculture voté pour 1975. Il manquera au moins 10 % des crédits de fonctionnement indispensables à une marche convenable des divers établissements. Les services du ministère demandaient 420 postes d'enseignement : on leur en a royalement octroyé 14, tous pour l'enseignement supérieur. C'est sans doute ce qu'un autre humoriste, le ministre de l'Agriculture Christian Bonnet, voulait faire comprendre le 31 août : « Il est temps de conférer aux investissements intellectuels la place qui leur revient ». Quelle place ! En vérité, l'enseignement agricole public illustre à merveille cette citation de Marx (Groucho) : « Parti de rien, je suis arrivé à la misère ».

D'une certaine manière, le gouvernement tue actuellement un de ses enfants, à peine âgé de 15 ans. A nous, Pr Lejeune : laissons-le vivre !

De fait, en 1959, l'enseignement agricole public n'existait quasiment pas en France : 16 « écoles régionales d'agriculture », 18 « écoles pratiques » et 73 « écoles ménagères ». Tout cela était ridicule et d'un niveau technique souvent faible. Actuellement, on compte 78 lycées techniques (L.t.a.) et 281 collèges d'enseignement agricole et centres de formation professionnelle agricole (C.e.a. et C.f.p.a.). De 26 000 élèves en 1963-1964, on est passé à 43 500 environ cette année. Les enfants sont accueillis ou en fin de cinquième (dans les C.f.p.a. et C.e.a., pour préparer le brevet d'apprentissage agricole — B.a.a. — et le C.a.p. agricole), ou en fin de troisième, dans les C.e.a. (pour y préparer le brevet d'enseignement professionnel agricole en deux ans, le B.e.p.a.) ou dans les L.t.a., pour y préparer soit un brevet de technicien agricole (B.t.a.) général, soit un B.t.a. à option (viticulture, sylviculture, etc.), soit un brevet de technicien supérieur, soit enfin un baccalauréat D'.

Donc un développement important, mais anarchique. Beaucoup d'établissements furent construits dont le besoin local était principalement électoral. C'est ainsi que Libourne, fief de Robert Boulin, vit surgir le sien, tandis qu'à Périgueux, Yves Guéna se faisait construire son L.t.a.. Tel candidat U.d.r. aux cantonales de Figeac (Lot) se vantait d'avoir déjà obtenu de Bernard Pons, secrétaire d'Etat à l'Agriculture et lui-même du Lot, trois millions pour la construction d'un C.e.a. (pas encore programmé). Copinage, népotisme, clientèlisme. Dans la Loire-Atlantique, comme nul féodal majoritaire ne demandait rien, on n'a pas installé un seul établissement...

Elèves mythiques

Si bien que, vers 1969, il devenait indispensable de mettre un peu d'ordre dans cette gabegie. Ce fut le signal de la curée. Jacques Duhamel, alors ministre, annonça l'étude et la prochaine publication d'une carte scolaire. En attendant, on tournerait au ralenti. Ce qui fut fait. Les crédits d'investissement passèrent de 210 millions en 1968 à 67 millions en 1970 ; le nombre des postes d'enseignement créés de 1 200 (en 1969) à 63 (en 1971), celui des établissements en services de 426 (en 1968) à 365 (en 1970). Les C.f.p.a. furent massivement frappés. En fait, cette politique d'« attente » dissimulait un changement de conception. D'« enseignement pour les jeunes ruraux », l'enseignement agricole public devient en fait un enseignement de plus en plus exclusivement technologique — et quant à l'attente, elle se prolonge, la fameuse carte ne voyant toujours pas le jour. Au demeurant, elle est prête. Mais, comme elle traduirait la volonté

Auxerre : La police à l'école

Depuis son élection comme maire d'Auxerre (Yonne) en 1971, Jean-Pierre Soisson a joué au galopin tourbillonnant, novateur, sportif, dynamique, ouvert au dialogue, etc. Son malheur est d'avoir été pris au sérieux par des gens réellement progressistes.

Sur les hauts d'Auxerre, la zone d'aménagement concerté de Saint-Siméon est l'enfant chéri de Soisson. Depuis trois ans se développe dans le quartier une des dix « écoles ouvertes » de France. Une école maternelle et primaire, où la structure par classes et par niveaux figés a largement disparu, dont tous les maîtres sont volontairement partie prenante dans l'expérience, où la collaboration des parents est sollicitée et organisée...

Mais l'école n'est qu'une partie de la vie des enfants. Une école ouverte ne se conçoit que doublée d'une « Maison de l'enfance » où, pour organiser les loisirs des enfants, se retrouvent pédagogues, animateurs, parents d'élèves. Une maison comme en prévoit le programme du Parti socialiste.

Il fallait une telle Maison à Saint-Siméon. Aussitôt dit, aussitôt fait. L'école fonctionnant, on se mit à construire cette maison aux frais de la Ville et de la Caisse d'allocations familiales (C.a.f.) ; tandis que, depuis janvier, les maîtres acceptaient bénévolement de garder les enfants avant et après les heures scolaires. Comme l'ouverture approchait, le 24 mai, le conseil municipal décida de confier à l'Association des centres aérés la gestion de la Maison. Cet organisme, composé à parité du patronage laïque Paul-Bert, de la ville et de la C.a.f. — les deux derniers se partageant les frais de fonctionnement — se réunit le 18, puis le 27 septembre, pour désigner les trois employés de la Maison, dont le directeur. Le choix se porta sur Jean-Jacques Satre, animateur des Francs et Franches Camarades, et dont nul ne conteste la compétence.

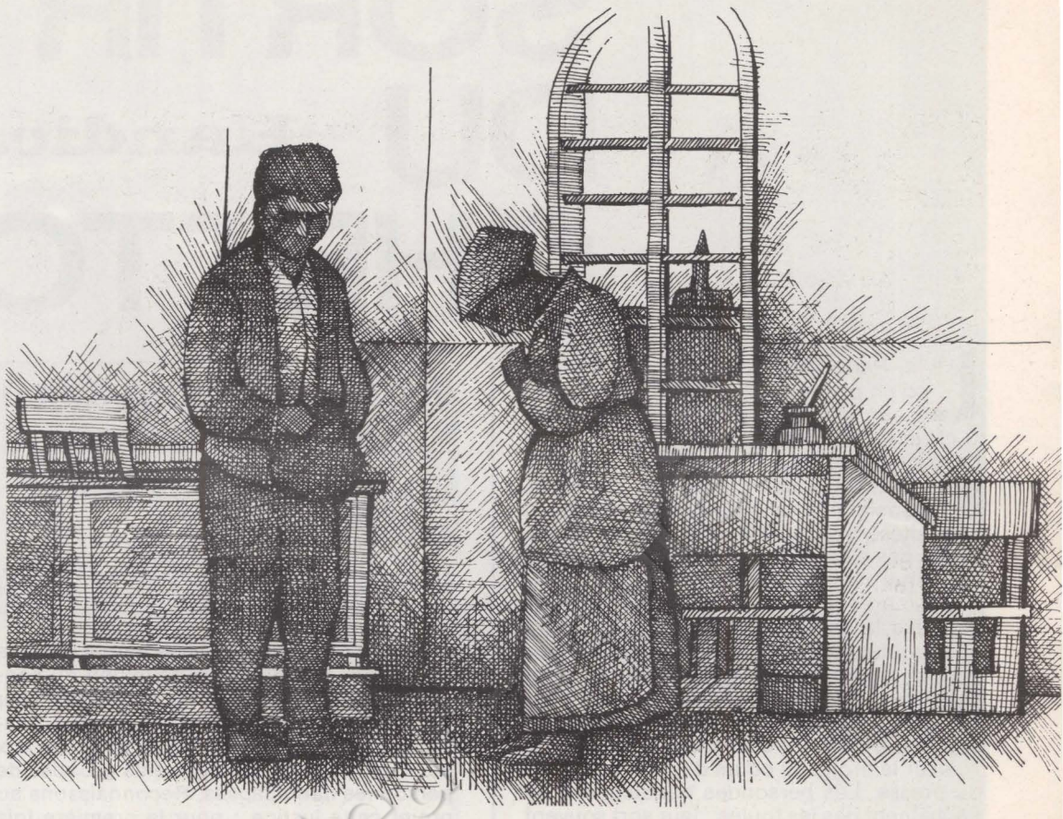
Jusque là, pas de problème évident — sinon que, le 18, la mairie avait manifesté, par le truchement d'un représentant bientôt désavoué par Soisson, sa volonté implicite de garder la haute main sur l'opération. C'est que les choses dérapaient. A preuve ce passage de la charte de la Maison de l'enfance : « L'objectif final est d'aider l'enfant à devenir un être capable de prendre des responsabilités individuelles et collectives, de se prendre en charge, de s'engager dans un processus de formation continue, un être sociable, créatif, pourvu d'esprit critique, tendant à devenir l'individu le plus libre possible dans la société la plus démocratique possible ». Vous voyez le secrétaire général adjoint des Républicains indépendants patronner pareil projet ! Et voilà que Satre, renseignements (généraux) pris, s'avérait adhérent du Parti communiste. Halte-là !

Du coup, manœuvre sur manœuvre. Demande, le 15 octobre, de recommencer le vote du 27 septembre, puis occupation de la Maison de l'enfance par la police et changement des serrures, interdiction à Satre d'occuper le logement H.l.m. qui lui était réservé. Finalement, le 15 novembre, c'est un conseil municipal divisé qui a dénoncé la convention du 24 mai. Le 2 décembre, deux dames de service ont « ouvert » la Maison de l'enfance, « promue » au rang d'entreprise de gardiennage. Dans ces conditions, on comprend que certains, à la C.a.f., se demandent s'il est encore utile de subventionner pareille entreprise, entièrement étrangère au but éducatif recherché.

Le dessein de Soisson est clair. Il s'agit de répondre, sans plus, à un besoin élémentaire de nombreux parents : la garde des enfants. Quant à l'éducation, autant s'en passer, si c'est pour la confier à des « rouges », quand bien même le Conseil des parents d'élèves — affilié à la Fédération Cornec — appuierait une expérience qui seule peut donner tout son sens à celle de l'école ouverte.

En dénonçant la grossière discrimination anticommuniste de Soisson et ses risques pédagogiques évidents, Gabriel Pommier et Michel Bonhenry, conseillers généraux socialistes de l'Yonne, n'ont fait que traduire l'inquiétude des gens qui ne se paient pas de paroles, même libérales. Et c'est une leçon que feraient bien de méditer les universitaires. Car le ministre des Universités, c'est Jean-Pierre Soisson.

J.-P.M.



du Pouvoir de réduire encore de quelque 50 % le nombre des agriculteurs d'ici dix ans, on préfère la laisser au frigidaire. D'autant que cela permet, on l'a vu, de « remodeler » par asphyxie un enseignement public qui a un concurrent de taille : l'enseignement privé agricole.

Trois pouvoirs se partagent dans la sérénité l'administration de l'enseignement agricole privé : les politiciens majoritaires, les agrariens et l'Eglise, tous fréquemment unis, d'ailleurs, par des liens de parenté. Si le troisième donne en la matière des signes de faiblesse, les deux premiers tiennent bon. Ils contrôlaient, en 1973, quelque 74 000 élèves, soit 64 000 en cycle court, dont 40 000 en quatrième, en troisième et en classe d'accueil c'est-à-dire dans les classes sans vraie spécificité technique ; et un peu moins de 10 000 en cycle long (dont 2 400 en 4e, 3e et classe d'accueil). On voit donc qu'il s'agit, plus que d'un enseignement technologique, d'un enseignement pour jeunes ruraux.

Cet enseignement est grassement subventionné, sans contrôle. L'application dans ce secteur de la loi Debré — Pompidou sur l'enseignement privé, qui entraîne le contrôle pédagogique de l'Etat, constituerait un progrès certain. Actuellement, les subventions sont accordées sur la seule « bonne foi » des responsables. Or celle-ci paraît des plus douteuses. Non seulement leurs statistiques sont incohérentes, mais encore y voit-on de curieuses choses. C'est ainsi qu'en 1972-1973, 13 063 élèves étaient inscrits en première année de B.e.p.a. dans le privé. En 1973-1974, 6 603 seulement se retrouvèrent en deuxième année. Conclusion probable : une bonne partie des inscriptions en première année étaient « bidon ». Elles correspondent, soit à des élèves mythiques, soit à des élèves « surclassés » — qui préparent en réalité, par exemple, un C.a.p.a. Ces derniers permettent de toucher une aide supérieure de l'Etat, le taux de subvention étant plus élevé en B.e.p.a. qu'en C.a.p.a.

Au demeurant, les résultats de l'enseignement agricole privé sont bien médiocres. Quand, en 1972, on recevait 65,7 % des élèves — tous candidats — du public au B.e.p.a., le privé atteignait 43,1 %. Il en va partout ainsi. Or on sait de source sûre que tous les élèves du privé ne sont pas candidats. Selon une statistique demandée par l'Assemblée nationale au ministère et, paraît-il, « impossible à calculer », il apparaît que le taux des réussites, dans les « maisons familiales », ne dépasse pas 10 %.

Ces « maisons familiales », il est vrai, c'est tout un poème : elles regroupent environ 40 % des élèves du privé, et bénéficient d'une excellente implantation, puisqu'il y en a près de 500 en France. Cela mis à part, elles constituent un vrai scandale. Les élèves n'y vont qu'un trimestre par an user leurs fonds de culotte sous la conduite de moniteurs souvent dévoués, mais de très faible qualification — ils sont au mieux titulaires du B.e.p.a. ou du B.t.a. — et fort mal rémunérés. Parler d'« enseignement » dans ces conditions, c'est se moquer du monde. En fait, le succès de ces maisons tient à leur ancienneté : elles remontent à 1941 — tiens, tiens ! — ainsi qu'à leur implantation et au fait que les jeunes ainsi « scolarisés » fournissent à leurs parents une main-d'œuvre non salariée — c'est ça, l'« alternance » en régime capitaliste ! — tout en leur permettant de percevoir une bourse complète et les allocations familiales. Les familles n'y perdent donc pas. Mais les élèves et l'agriculture, si.

Cet enseignement agricole privé est un véritable tonneau des Danaïdes. Entre 1960 et 1971, ses subventions de fonctionnement ont été multipliées par vingt, tandis que ses effectifs croissaient de 9 %. Dans le même temps, les chiffres étaient respectivement de 8,6 % et de 56 % pour l'enseignement public. En 1971, rien que pour le fonctionnement, un élève du privé coûtait 1 519 F au contribuable, contre 782 F pour un élève du public. On a vu pour quels résultats !

Pourquoi ce gaspillage ? C'est bien simple : l'enseignement agricole privé — et notamment les « maisons familiales » — tient le jeune rural attaché au monde de la terre, sans contact avec l'extérieur. Quand on sait à quel point la mentalité rurale traditionnelle est souvent conservatrice — les élections en témoignent — on voit bien l'avantage que trouvent à ce système les intérêts établis, notamment les gros agrariens. Mais beaucoup de ces derniers désormais s'interrogent, de même que nombre de paysans. Avec la technologisation croissante de l'agriculture, le bricolage des « maisons familiales » devient nuisible. Si bien que, depuis quelques années, le nombre des élèves du privé diminue : ils étaient 92 000 en 1969-1970 ; ils sont 71 000 ; tandis que les effectifs du public augmentent malgré tout, quoique lentement — de 40 000 à 43 000 élèves de 1969-1970 à cette année. Au total, les effectifs de l'enseignement agricole diminuent donc, ce qui ne laisse pas d'être inquiétant. 8 % seulement des agriculteurs français, qui sont, il est vrai, assez âgés en moyenne, ont reçu à cette heure une formation technique.

Serait-ce un luxe d'augmenter rapidement la proportion ? Certains responsables de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles ne sont sans doute pas loin de le penser. Mais pas pour aujourd'hui. Dans l'immédiat, il s'agit, à la faveur de l'austérité et de la carte scolaire, de « restructurer » l'enseignement agricole public en « concentrant les moyens » — déshabiller Pierre pour habiller Paul — et en organisant le contrôle pédagogique systématique des agrariens sur cet enseignement. Un contrôle qui, pour l'instant, est par endroits assez limité.

Qui fera les frais de ces opérations ? Outre l'agriculture et surtout les agriculteurs, bien sûr, ce seront les personnels de cet enseignement, utilisés comme des pions. Une fermeture d'établissement signifie pour eux une mutation à des centaines de kilomètres. « Nous en avons assez, estime Maxime Hernandez, un des secrétaires du Syndicat de l'enseignement agricole public (Snetap, affilié à la Fen). Tout pour le privé, rien pour le public. Beaucoup de nos enseignants sont des auxiliaires. La quasi-totalité de nos administratifs et de nos agents techniques sont contractuels. Les promesses de titularisation ne se concrétisent pas. Cela ne peut plus durer. » De fait, à en juger par le tonus du meeting tenu récemment à Paris par le Snetap, le mécontentement est grand : 1 200 présents pour un syndicat de 4 000 membres dispersés en province, c'est un rare succès. Les revendications sont simples : fin de l'asphyxie et création de moyens, publication de la carte scolaire, intégration des auxiliaires et contractuels et parité de statut avec l'Education. Au-delà, l'intégration de l'enseignement agricole dans l'enseignement général est une nécessité, de même que le remplacement des maisons familiales par un enseignement public de qualité et la résorption progressive du reste du privé. Tous objectifs que soutient fermement le Parti socialiste.

JEAN-PIERRE MOULINS

SORTIR DU GHETTO

Handicapés

Le Parlement est saisi ces jours-ci d'un projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées. C'est le sort de deux millions sept cent mille personnes, soit plus de 5 % de la population française, qui sera en jeu dans ce débat. Les associations représentatives largement consultées par les pouvoirs publics ne cachent pas dans leur ensemble que le projet constitue un progrès notable dans la voie de la prise en charge des personnes handicapées par la collectivité nationale. Toutefois des inquiétudes subsistent et les critiques sont nombreuses, sur le plan tant du principe que des mesures concrètes. Les 21 associations les plus représentatives devaient exposer le mardi 3 décembre leur point de vue sur le projet au cours d'une conférence de presse. Les personnes handicapées ne déchaînent pas les foules ; leur sort souvent méconnu, sinon volontairement ignoré par des préjugés longs à déraciner, est patiemment pris en charge par de multiples groupements au dévouement desquels ne répond pas toujours la générosité de la nation. L'étape qui s'annonce aujourd'hui est importante ; les associations y voient un moyen de remédier à des insuffisances et des injustices criantes. Leur voix, comme le disait le président de Unapei (Union nationale des associations de parents d'élèves inadaptés) lors de son dernier congrès, est celle du plus faible. Les organisations politiques leur feront écho au Parlement afin d'orienter ce projet vers des réformes décisives.

Il y a une chance aujourd'hui pour les personnes handicapées de sortir du ghetto où la société les a enfermées depuis longtemps. Les socialistes en appellent à l'opinion publique pour ne pas laisser passer cette chance.

Quand on parle des handicapés, on ne sait pas toujours au fond de qui l'on parle et au nom de combien de personnes. Les chiffres varient selon les sources et selon la perspective adoptée. Un fait est sûr : le handicap au sens large incluant déficiences intellectuelles, motrices et sensorielles ainsi que les personnes souffrant de troubles associés s'étend à près de 3 millions de personnes. L'amalgame souvent repris entre inadapté et handicapé ne facilite pas les choses. A ce titre, tout le monde est un handicapé réel ou en puissance sous un certain rapport. Le projet présenté par René Lenoir, secrétaire d'Etat à l'action sociale, n'échappe pas à la confusion. En éludant la définition du handicap, on peut se flatter « d'améliorer par priorité le sort des handicapés les plus défavorisés » ; en réalité, on ne répond pas aux attentes précises des différents groupes de personnes handicapées. Reconnaissons au projet cette justice : pour la première fois les handicapés sont reconnus comme personnes ayant des droits et prétendant à une citoyenneté à part entière. Mais le problème reste entier : entre un déficient sensoriel et un arriéré profond, entre un grand handicapé mental et un infirme physique, il y a plus qu'une différence de degré ! L'ignorance volontaire de ce fait entraînera sans doute une résolution bien insuffisante du problème posé par les « grands handicapés » : ces personnes souffrant d'une arriération mentale profonde ou très profonde à laquelle peuvent s'ajouter des troubles associés, et qui posent des problèmes d'insertion sociale très particuliers (grabataires, par exemple) ne verront pas régler leur sort par des mesures purement financières ; c'est davantage un problème de qualité de soins, de structures d'accueil souple, de formation d'un personnel spécialisé et de couverture des surcoûts qui se trouve posé à la collectivité.

La répartition des personnes handicapées par âge permet d'éclairer l'étendue du problème : la majorité des handicapés de moins de 20 ans sont des handicapés mentaux ; les handicapés adultes sont beaucoup plus des infirmes moteurs ou physiques au sens large. Les problèmes sont assurément bien différents. On comprend dans ces conditions que le point de vue de l'Unapei, représentative de parents d'enfants principalement handicapés mentaux (700 000 dont 250 000 débiles moyens et profonds) soit un peu différent de celui de l'A.p.f. (Association des paralysés de France) ou encore du Centre des paralysés étudiants. Il n'est pas question de chercher à favoriser plutôt telle ou telle catégorie, mais plutôt d'encourager des mesures visant à transformer les conditions de vie de chacun de ces groupes spécifiques. Un premier effort devrait naître de la prise de conscience du retard considérable accumulé dans tous les domaines. Bien longtemps les pouvoirs publics s'en sont remis à l'initiative privée : organisations charitables, sociétés à but non lucratif, associations spontanées de parents ont pris en charge d'abord le poids moral, ensuite le poids financier de l'éducation, du travail, de la vie des personnes handicapées. Il en reste un état d'esprit favorable à l'autonomie de l'initiative privée, une réticence dans certaines associations à l'égard de l'intervention politique. Cela est compréhensible, mais le fait majeur est la volonté aujourd'hui affirmée de poser les problèmes sur la place publique, avec une virulence qui appelle une action de sensibilisation.

Le constat des besoins couverts est particulièrement effrayant : rien n'existe pour les enfants handicapés à l'âge pré-scolaire du point de vue de l'accueil ; si les handicapés légers peuvent pour la plupart accéder aux classes de perfectionnement, 72 000 places seulement existent dans les I.m.p. (Instituts médicaux pédagogiques) et I.m.Pro, soit 40 % des besoins satisfaits. Le cas le plus

COMBIEN SONT-ILS ?

● 2 700 000 (soit +de 5% de la population française) dont 1 000 000 handicapés mentaux

● Les classifications restent encore imprécises et les statistiques difficiles à établir. On distingue les catégories suivantes :

1. Déficients intellectuels (en fonction du Q.I.)

— débiles légers Q.I. entre 0,65 /0,70 et 0,80 /0,85
— débiles moyens Q.I. entre 0,50 et 0,65 /0,70
— débiles profonds Q.I. entre 0,30 et 0,50
— Arriérés profonds Q.I. inférieur à 0,30

2. Infirmes moteurs cérébraux, non cérébraux

3. Déficients sensoriels + troubles associés (psychoses, maladies somatiques).

REPARTITION PAR AGE

Jeunes (3 à 20 ans) 900 000 dont :

1) Mentaux 700 000 :
— débiles légers 450 000
— débiles moyens et profonds 250 000
(répartition inadaptés 5 à 19 ans en 1968)
— déficients légers 369 000
— débiles légers 67 000
— débiles moyens 123 000
— débiles profonds 92 250
— arriérés très profonds 30 750

2) Moteurs : 165 000
3) Infirmes sensoriels : 35 000
+ 600 000 présentant des troubles de caractère et de la conduite.

Adultes (+ 20 ans) 1 350 000 dont :

1) Mentaux : 170 000
2) Moteurs : 400 000 (selon l'association des Paralysés de France)
3) Toutes infirmités physiques 1 200 000 (recensement de 1962)



dramatique concerne les débiles profonds et très profonds : à l'exception des 25 % accueillis dans les établissements spécialisés, la majorité restent dans leur famille ou sont rejetés vers l'hôpital psychiatrique. Il serait vain là encore d'opposer une structure à une autre ; les parents d'enfants inadaptés ont pourtant bien souvent le sentiment que le chemin de l'hôpital psychiatrique est celui de l'asile, de la honte et de l'irréversible enracinement dans la déficience mentale. Que dire aussi des « généreuses » intentions qui ont conduit à transformer d'anciens sanatoriums en structures d'accueil pour handicapés mentaux en plein cœur de la Creuse, par exemple, à plus de 1 000 mètres d'altitude, où l'on ne peut pratiquement pas accéder pendant les mois d'hiver ?

L'hôpital psychiatrique est moins à critiquer que le lamentable sous-développement des structures hospitalières qui conduit à rejeter pêle-mêle, trop souvent, handicapé mental et malade mental. Le constat du niveau d'insertion des adultes handicapés n'est pas plus rassurant : on pouvait dénombrer récemment 20 000 places pour les personnes handicapées dans des structures de type protégé ; 2 % des besoins sont satisfaits, si l'on compte que 450 000 personnes faute de structure de réadaptation professionnelle ne peuvent travailler normalement.

L'aide matérielle est nécessaire ; elle ne fera pas tout. C'est la volonté de réinsertion sociale qui doit orienter concrètement l'ensemble des mesures. Le projet de loi l'affirme mais on peut craindre que des dispositions particulières ne viennent s'y opposer. Il suffit de prendre pour exemple le problème du travail : il y a à l'heure actuelle un manque évident de structures de travail adaptées ; sans structures, le droit au travail restera lettre morte. Mais comment les multiplier ? Le point de vue du législateur est clair : l'Etat ne pouvant fournir du travail à toutes les structures de type protégé, incitons les industriels privés à s'intéresser davantage aux personnes handicapées. Le même libéralisme prévoit donc de permettre aux entreprises réticentes de se décharger de l'obligation à la priorité d'emploi et de fournir à celles qui le désirent la possibilité de créer leurs propres ateliers protégés, ou de passer des contrats de sous-traitance.

Droit au travail

La chose n'est pas nouvelle : Renault, Citroën ont déjà des ateliers pour leurs handicapés. On peut craindre toutefois que la généralisation de la formule n'accroisse l'inégalité des personnes handicapées face au travail en fournissant au patronat une main-d'œuvre à bon marché. Plus difficile sans doute à déraciner sera la tendance de certains centres à conserver leurs « bons handicapés » en milieu protégé, ceux qui permettent par leur rendement de faire marcher le centre en période de pointe. Le problème des structures éducatives est analogue : la prise en charge des handicapés par des structures adaptées est nécessaire, mais elle ne doit pas conduire à un irréversible détachement du milieu normal. Même les grands handicapés ou arriérés profonds ont besoin affectivement de l'insertion en milieu familial ; la pratique du sport, par exemple, peut dans bien des cas leur faire retrouver un équilibre partiel. La solution ne consiste pas à passer de la pénurie à la ségrégation ouatée ; elle implique une vigoureuse volonté d'inventer les moyens d'une réelle réinsertion.

Les objectifs du projet Lenoir sont ambitieux et généreux. On peut toutefois craindre que les meilleures intentions du législateur ne soient détournées de leur but, tant par le renvoi constant au pouvoir réglementaire que par un manque de précision sur les points essentiels. Le projet se fixe fondamentalement trois objectifs : la prévention des handicaps et inadaptations ; la réinsertion dans la vie professionnelle ; l'accroissement de la solidarité au profit des personnes handicapées et de leur famille. L'esprit d'ensemble est tout à fait louable : « affirmer dans leur ensemble les droits du handicapé et indiquer en parallèle les moyens de leur mise en œuvre effective, qu'il s'agisse de l'éducation, des soins, du travail, de la disposition personnelle d'un minimum de ressources, de l'intégration sociale » (extrait de l'exposé des motifs). Sur le plan des principes, la reconnaissance de ces droits consacre la volonté de passer d'une notion d'assistance, fondée sur l'aide à la pauvreté, à celle plus généreuse, plus juste de solidarité.

L'effort financier répond aussi dans son principe à un souci de justice sociale : aux multiples allocations d'enfants et d'adultes, le législateur va substituer deux allocations globales, l'allocation d'éducation spéciale et l'allocation aux adultes handicapés. Les simplifications de la réglementation vont dans le sens des souhaits des associations qui se débattent depuis longtemps avec des administrations dont les compétences sont souvent mal coordonnées. Enfin, la reconnaissance effective du droit au travail devrait se caractériser par la multiplication des centres spécialisés et par la confirmation du statut de la personne handicapée au travail (bénéfice accru de la formation professionnelle, salaire proche du Smic, politique d'emploi, accès facilité dans les entreprises publiques et administrations d'Etat).

Tel qu'il est, ce projet comporte tout d'abord de graves lacunes : bien qu'il y soit

→

SORTIR DU GHETTO

fait allusion, rien de précis n'est envisagé en ce qui concerne la prévention, le dépistage, les soins précoces ; on remarquera une absence totale de référence aux handicapés très jeunes ; il n'est aucunement question de la prothèse et de l'orthèse qui posent des problèmes financiers très lourds pour les familles. Le projet fait également silence sur le programme de formation de personnels qualifiés, le dégagement de ressources nécessaires pour développer la recherche médicale et sociologique sur les personnes handicapées, la création de centres en plus grand nombre. Les associations veulent aussi rappeler au ministre un certain nombre d'engagements qui ne paraissent pas tenus présentement. En particulier le principe d'une représentation nationale des personnes handicapées, par la création d'un Conseil national consultatif des personnes handicapées, qu'avait promis Valéry Giscard d'Estaing durant la campagne électorale. Plus généralement, il serait absurde de mettre en œuvre un train de mesures de cette importance sans que soit prévu, à chaque niveau, la représentation des personnes handicapées dans les commissions d'orientation et, dans les conseils d'administration des hôpitaux psychiatriques, la présence de leurs parents. Ces revendications ne sont pas mineures, elles concernent l'esprit d'ensemble du projet.

Plus inquiétantes encore sont les imprécisions concernant les grands domaines de la réforme, tant sur le plan des principes que sur celui des orientations concrètes. Elles concernent le rôle de l'Etat, la politique d'éducation, et les modalités de financement du projet. Les socialistes réaffirment avec les associations que le rôle de l'Etat doit être proclamé clairement comme élément coordonnateur de l'ensemble des mesures visant à réinsérer les personnes handicapées et à leur fournir des moyens et un cadre de vie décents. Si l'Etat ne prétend pas se substituer à la compétence gestionnaire des associations, l'idéologie du bénévolat ne saurait passer pour l'alibi de la non-intervention. Il est des domaines dans lesquels seule la responsabilité de l'Etat est à même de préserver les intentions généreuses du projet : le respect de l'obligation scolaire, le contrôle des structures de travail, le financement de la totalité des soins, frais divers et minimum de ressources pour les plus défavorisés ; le dégagement de moyens financiers pour développer la recherche ; l'incitation à l'insertion sociale ; la formation de personnel qualifié, etc. Le deuxième principe sur lequel on ne saurait transiger est le rôle de l'Education nationale ; il reste partiel et imprécis dans le projet. Le ministère de l'Education doit assumer directement et totalement les charges éducatives et de formation professionnelle. L'obligation scolaire doit s'appliquer à tous, la dérogation restant exceptionnelle et impliquant un contrôle sur les structures spécialisées aux fins de réinsertion maximum dans le milieu scolaire normal. La création d'établissements spécialisés n'est pas un but en soi ; pour les socialistes, la réinsertion des handicapés reste l'objectif prioritaire ; l'aménagement de structures spécifiques restera toujours un palliatif.

Aligné sur le Smic

Enfin, le financement du projet est lourd de conséquences si l'on maintient les dispositions actuelles. Il semble bien d'ailleurs que le législateur ne soit pas lui-même très bien fixé sur le sujet : tantôt on renvoie à l'Aide sociale, tantôt à la caisse d'assurance-maladie, tantôt au budget des caisses d'allocations familiales. Le Parti socialiste réaffirme pour sa part que la charge des personnes handicapées doit incomber prioritairement à la collectivité nationale, c'est-à-dire au budget de l'Etat. Ne serait-il pas opportun, au lieu de tergiverser, de créer un Fonds national des handicapés, à dotation budgétaire, chargé de coordonner l'ensemble des services compétents à mission de financement, de recherche et d'adaptation aux problèmes spécifiques de l'emploi ? Le principe de la suppression de l'obligation alimentaire est un pas important ; il y a peu d'années encore il en coûtait 700 francs par mois à une famille pour faire travailler son enfant handicapé dans un centre. On aimerait que la solidarité nationale s'étende largement à tous, sans restrictions telle par exemple que la prise en compte des ressources du conjoint. De même les frais de transport et les surcoûts liés aux handicaps graves devraient être intégralement pris en charge. On attend un projet de financement cohérent. Il en est de même pour le minimum de ressources en principe aligné sur le Smic. Aucun mécanisme précis ne prévoit les différenciations et, surtout en ce qui concerne l'allocation d'étude spéciale, aucune référence n'est prévue pour assurer le maintien du pouvoir d'achat.

Sans de telles modifications, l'esprit du projet risque d'être fort dénaturé. Les personnes handicapées resteront marginalisées, voire surexploitées dans le monde du travail ; le minimum de ressources risque de se transformer une nouvelle fois en allocation d'assistance ; les handicapés se verront comme par le passé exclus des structures éducatives en milieu normal, particulièrement des lycées et universités ; le financement restera précaire, et les salariés auront raison de clamer que le budget de leurs caisses d'assurances font les frais des trains de mesures.

Il y a une chance aujourd'hui pour les personnes handicapées de sortir du ghetto où on les a enfermées depuis bien longtemps. Les socialistes en appellent à l'opinion publique pour ne pas laisser passer cette chance.

DOMINIQUE MARTIN

Portugal, été 74 : à Lisbonne, Coimbra et Porto, les trois villes universitaires du pays, un slogan ambitieux s'étale sur des affiches apposées par milliers : « Unité des étudiants avec le peuple travailleur ». Cette proclamation en forme de mot d'ordre exhorte les étudiants à participer à la « campagne d'alphabétisation et d'éducation sanitaire ». Quarante-huit ans de fascisme ont en effet confiné un grand nombre de Portugais dans un désert culturel : carences délibérées du système d'enseignement et censure rigoureuse dont la « tolérance » ne dépassait guère en matière de cinéma, par exemple, le seuil rose bonbon des productions hollywoodiennes. Résultat aujourd'hui, dans un pays qui appartient géographiquement à l'Europe : 37 % d'analphabètes totaux. Pourcentage global qui masque les 80 % qu'atteint l'analphabétisme dans certains villages.

En août et septembre, pour enrayer le développement de l'ignorance, des centaines d'étudiants enthousiastes ont pris le chemin des champs. Ils se proposaient, outre la double perspective de l'alphabétisation et de l'éducation sanitaire, un troisième objectif : stimuler la prise de conscience politique des populations alphabétisées.

L'idée de ce rendez-vous des étudiants avec le peuple est lancée simultanément par plusieurs groupes après le 25 avril. Très vite ceux-ci s'accordent pour constituer un « comité coordonnateur » qui rassemble leurs délégués. La « Commission Pro-Unep » (Commission pour l'Union nationale des étudiants portugais) est chargée d'assurer le secrétariat et de centraliser la préparation et le déroulement de la campagne. Mi-juillet : au siège de la commission, rua Dona Estefania à Lisbonne, on s'affaire à mettre au point l'énorme organisation que postule une telle entreprise. Il faut tout à la fois recevoir les inscriptions des étudiants (ouvertes à tous sans discrimination politique et quelle que soit leur discipline d'origine), imprimer le matériel d'alphabétisation, pourvoir à la publicité de la campagne... Pendant ce temps, le M.d.p. (Mouvement démocratique portugais, ex-C.d.e.) prépare l'hébergement de ce que l'on appelle déjà « les brigades d'alphabétisation ». Par ailleurs, il exécute des « études de milieu » relatives au nombre d'habitants, au nombre d'illettrés, aux productions locales des divers districts susceptibles de recevoir les brigades. Ces données éclaireront le choix des districts et des villages qui incombera aux responsables de la campagne. Elles renseigneront également les alphabétisateurs sur le milieu qui les accueillera.

En fait, trois régions sont considérées comme prioritaires en raison du nombre élevé d'illettrés, du sous-développement économique et du « conservatisme » politique qui les caractérisent. Ces trois provinces (Tras Os Montes, Minho intérieur et Beira Alta) se situent au nord du pays, do-

LES BRIGADES DU SAVOIR Portugal



A peine sorti de 48 années de fascisme et d'obscurantisme, le Portugal détient le record d'analphabètes (37%) en Europe. Cet été, des milliers d'étudiants sont partis dans les campagnes les plus reculées, organisés en brigades d'alphabétisation.

maine de la petite propriété agricole, fief privilégié de l'Eglise et source d'une abondante émigration. Sept « districts » de ces trois régions sont finalement retenus et une première liste des villages choisis est dressée.

Cependant, le souci des instigateurs de la campagne est aussi de « faire pénétrer le 25 avril dans ces zones où il n'est pas encore arrivé ». Mais il ne s'agit pas de s'adonner à la propagande politique. « L'initiative est unitaire » précise un étudiant en médecine, membre du « Comité Coordonnateur ». Et, il poursuit : « L'important c'est la participation des gens au processus démocratique et non le programme politique d'un parti... Il faut donner aux populations la possibilité de savoir lire et écrire afin qu'elles puissent lire la presse. L'objectif est commun. Ensuite ce sera aux partis qu'il incombera de faire parvenir leur presse dans ces localités ». Un tract de la Commission Pro-Unep, diffusé à la veille du départ des brigades, soutient le même point de vue en rappelant l'« exigence du respect total du caractère unitaire de ces initiatives » : « Les objectifs que nous nous proposons d'atteindre sont communs à tous les participants, indépendamment de leurs positions politiques, partisanes ou individuelles, indépendamment de leurs croyances religieuses ». Le respect de cette directive semble effectivement être l'une des conditions du succès de cette campagne, mais pas la seule. La méthode utilisée en est une autre.

Méthode brésilienne

Celle-ci, œuvre du brésilien Paulo Freire a été mise à l'épreuve au Nord-Est du Brésil. Importée au Portugal, adaptée par le Pr. Cintra, professeur à la faculté des Lettres de Lisbonne, elle a été rodée au cours d'expériences menées prudemment sous le fascisme à partir de 1968. Expériences limitées dans le temps faute de structures permanentes aptes à poursuivre le travail accompli au cours de l'été. L'adaptateur de la méthode considère qu'« il s'agit aujourd'hui de la transposition au plan national de ces campagnes locales très réduites tentées pendant la résistance ». Pour l'heure, il se dédie aux centaines d'étudiants qui se pressent, à partir de la deuxième quinzaine de juillet, dans un amphithéâtre pour suivre les cours destinés à préparer les alphabétisateurs. Avant l'un de ces cours, le professeur Cintra nous expose les bases de la méthode : « Elle est très simple et ne requiert pas de préparation très spéciale. Elle consiste à prendre vingt mots qui fonctionneront comme mots-clés au cours de trente, trente-cinq ou quarante séances (les mots Brique, Pluie, Travail, Salaires, Vin, Ecole, Machine, Santé, Richesse, Voiture, Prix, Bicyclette, Usine, Ouvrier, Gouvernement, Guerre, Bêche, Emploi, Journal, Commission). Un alphabétisateur, animateur d'un groupe de dix ou douze personnes, discute avec elles pendant une heure sur un thème issu d'un mot. Par exemple, le premier mot est « Tijolo » (brique) : le thème discuté sera le logement. Ce mot « brique » va donc servir d'abord comme support d'une discussion d'une heure sur le problème de l'habitation. C'est une prise de conscience de l'existence de ce problème, des solutions possibles... Puis, au cours de la seconde heure, on profite de ce mot qui a déjà été fixé dans la mémoire du groupe. On donne alors l'image graphique du mot discuté précédemment, on le décompose en syllabes et à partir de la syllabe, on enseigne à reproduire par écrit toutes les syllabes de la langue. Le premier mot est donc « Tijolo » (brique). On présente une image de la brique (dessin, poster...) et c'est alors le point de départ, le prétexte d'une discussion d'une heure. C'est une phase de prise de conscience et d'éclaircissement politique ». Les deux axes de cette méthode, discussion et alphabétisation proprement dite, et le choix des mots correspondent aux deux préoccupations essentielles des responsables de la campagne : alphabétiser et stimuler la prise de conscience politique. →

changer la vie culturelle

Dessin

TIM LA PASSION

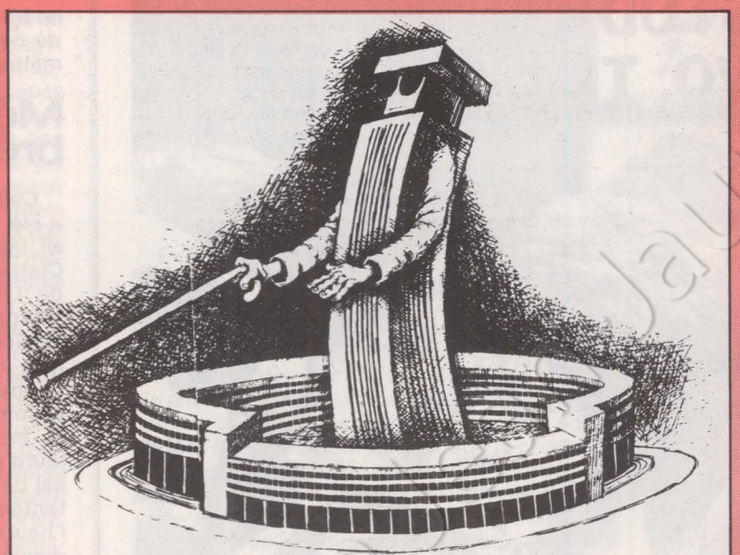
Après plusieurs plumes fameuses, la collection que Stock consacre aux gens de presse a fait appel à un crayon : celui de Tim. Rien d'étonnant. Le dessinateur de « l'Express » n'a pas pour lui que la qualité de son trait : journaliste, il l'est jusqu'à la moëlle, filtrant dans sa cornue l'actualité d'ici et d'ailleurs. Jusqu'à en extraire l'idée qui donnera à son dessin hebdomadaire la force de dix éditoriaux au moins. La longue interview qui forme l'essentiel de son livre, « L'autocaricature », montre assez combien cette actualité, politique et humaine, Tim l'a vécue autrement qu'en observateur distant : de toute sa passion.

S.R.

Chanson

ATTENTION A CE TYPE-LA

Il y a six ans, son disque « Jardin de France » se voyait attribuer le prix de l'Académie Charles-Cros. Depuis, Jean Sommer s'est fait discret. Volontairement. Pour élaborer un répertoire et un spectacle solides. Il a essayé son « truc » en avril dernier au Théâtre des Deux-Portes ; puis l'été, en Avignon, dans le cadre du festival « Chansons pour aujourd'hui » ; il l'a rodé une dernière fois à l'occasion de l'ouverture du « Sigma Chanson 3 » à Bordeaux. Il le présente jusqu'au 14 décembre au Théâtre Mouffetard. Ce « truc » est un « one man chant », intitulé « Attention à ce type-là » et sous-titré « Histoire occidentale de Christophe Colomb à nos jours ». Ce jeune routier sent le neuf. A Mouffetard, il a rendez-vous avec sa propre naissance. « Ce rendez-vous, je l'ai voulu au-delà du tour de chant, quand la chanson devient spectacle. » Rendez-vous avec le rire, l'amour et la douleur.



Dessin de Tim paru dans « l'Express. »

Théâtre

GOETHE DANS LE 18e

Après une longue tournée d'une vingtaine de représentations en province, les Spectacles de la Vallée du Rhône s'installent dans une nouvelle salle parisienne, le Théâtre Paris-Nord (16 rue Georgette-Agutte, 18e). Ils y jouent « Le citoyen général » de Goethe, dans une mise en scène d'Alain Rais. Etrange pièce, étonnant spectacle. Goethe a voulu faire une œuvre antijacobine et, en même temps, l'éloge du despotisme éclairé. Il ridiculise les révolutionnaires qui, selon lui, ne sont que pillards ou naïfs. D'où cette caricature de l'apocalypse tricolore devenant mascarade, carnaval et ripaille. Par ailleurs, Goethe met en avant le libéralisme et la modération du seigneur du coin qui veille sur ses braves gens, leur enseignant le bon usage de la Révolution. Tout le travail d'Alain Rais consiste à montrer comment le parti pris de Goethe se retourne contre lui et comment l'Histoire lui a donné tort. Mais, au-delà des personnages de théâtre ainsi « travaillés et éclairés », c'est à une mise en garde politique que nous avons à faire : aujourd'hui encore le goût de l'ordre et de la paix sociale, l'appel à la collaboration des classes entre elles sont les recours ultimes du libéralisme aux aguets. Car il existe toujours des despotes éclairés... et matraqueurs au besoin. Suivez mon regard.

POUR MOINS DE 12 ANS

En trois ans, les A.t. 20 (Ateliers Théâtres du XXe arrondissement) ont organisé au Théâtre des Deux Portes 5 cycles de création, ont présenté 25 spectacles, dont 11 créations. Bilan remarquable pour une équipe dont le but est d'ouvrir la voie aux pionniers : jeunes auteurs et metteurs en scène, jeunes compagnies. Cette saison, entre le 31 octobre 1974 et le 23 mars 1975, les A.t. 20 ne proposeront pas moins de 9 spectables.

« Vert d'eau », le premier de la série, a été écrit et mis en scène par Hervée de Lafond. Pièce destinée aux enfants de moins de 12 ans, elle concerne aussi les adultes. Elle part d'un constat banal : statistiquement, en France, un mariage sur trois débouche sur le divorce. Et toujours, en pareil cas, les enfants sont tenus en dehors des décisions. Et pourtant, à l'insu des « grandes personnes », leur sensibilité dépiste les méandres de l'événement qui se déroule. Pour une fois, il est tenu compte de cet aspect des choses : comment des enfants vivent la rupture entre leurs parents. Tout cela est conté avec délicatesse, sans dramatisation. C'est tout au contraire une histoire drôle avec des animaux, des musiques et des rires. Sans bêtifier, sans ennuyer, sans traumatiser, pourquoi un spectacle ne permettrait-il pas aux enfants de mieux comprendre le monde adulte auquel ils s'affrontent ?

J.-P.L.

Radio

LE RETOUR DE ZAPPY

Grâce à son nouvel émetteur installé sur le plateau de Valensol, Radio-Monte-Carlo est aux portes de Paris ; mieux : la station est audible jusqu'à Laon. Le « style ensoleillé » a conquis l'hexagone. En attendant de prendre la direction du service des sports de la 1ère chaîne, Georges de Caunes sévit sur 1 400 m : à R.m.c., il se prend pour Ménie Grégoire, en mettant « son cœur et sa raison » au service des auditeurs et auditrices. René-Victor Pilhes , qui vient de recevoir le Prix Fémina, prépare une « émission de contestation » pour janvier prochain, du genre « Je dis ce que je veux sur le sujet que je choisis ». Pour l'instant, la seule émission de qualité de la nouvelle grille est celle de Pierre Hiégel, « Si la chanson m'était contée », chaque matin à 9 h 30.

Pour la nouveauté, R.m.c. a pris de l'ancien, du très vieux même : Zappy Max, qui refait tous les jours, de 12 h 25 à 12 h 45, le fameux « Quitte ou double » des années 1950-1956. Celui à qui ont faisait la bise hier est aujourd'hui un homme amer : « Moi j'anime des jeux, c'est tout. Je ne fais pas de démagogie. Je ne donne pas l'illusion de faire quelque chose... comme Pierre Bellemare ». Mais ne pourrait-on pas faire autre chose que des jeux ?

74,6 % des travailleurs immigrés analphabètes

On compte en France près d'un million de travailleurs immigrés « analphabètes » : parmi eux, une forte proportion d'analphabètes totaux, et une autre partie sachant lire ou écrire la langue de leur pays, mais manquant de toute connaissance du français. Ainsi, un recensement effectué par le gouvernement algérien en 1966 révèle que, sur 600 000 travailleurs algériens, 74,6 % ne savent ni lire ni écrire en aucune langue. Et, sur 330 000 travailleurs portugais, un tiers sont des analphabètes complets, 6 % seulement parlent le français. C'est-à-dire qu'un travailleur immigré sur quatre ne peut ni lire ni écrire la langue du pays où il travaille.

Leur offre-t-on les moyens de l'apprendre ? Un chiffre apporte la réponse : on estime que 50 000 à 60 000 de ces travailleurs — aucune statistique exacte ne permet de préciser plus — suivent ce que l'on appelle des cours d'alphabétisation. Et encore faut-il préciser que ce n'est pas uniquement grâce au gouvernement que l'on atteint ce chiffre. Beaucoup de cours d'alphabétisation relèvent en effet entièrement d'organismes privés et du bénévolat. Le Fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants (Fas), le plus important de tous les organismes d'Etat, ne peut consacrer que 12 % de son budget à l' action éducative, et il ne touche que 5 % des travailleurs illettrés. Ce sont pourtant eux qui alimentent cet organisme, puisque le Fas fonctionne en grande partie grâce à la Caisse nationale des allocations familiales : les fonds des allocations familiales que les familles des immigrés ne peuvent percevoir sont reversées au Fas. Bref, estime-t-on à la C.g.t., « sur un million d'analphabètes adultes, les pouvoirs publics avouent n'en avoir intéressé à des stages éducatifs que 20 000 en une année ».

Quant au patronat, c'est peu dire qu'il se désintéresse de la question. Enumérant les avantages de l'immigration, « l'Usine nouvelle », qui reflète les vues du patronat de la métallurgie, écrivait en mars 1970 : « L'immigration est encore plus fructueuse dans la mesure où elle permet à notre pays d'économiser une partie des frais d'éducation assumée dans le pays d'origine... » « Quand il arrive que le patronat organise des cours d'alphabétisation, estime Marius Apostolo, membre de la commission exécutive de la C.g.t., c'est dans un but strictement utilitaire : il lui suffit que l'immigré comprenne les ordres de ses chefs et évite les accidents. »

Rien d'étonnant donc à ce que la formation professionnelle soit, de fait, sinon en théorie, fermée aux immigrés. Et qu'ils dépassent rarement le stade d'O.s. Ainsi, chez Renault, à Billancourt, où de gros efforts ont pourtant été faits grâce au comité d'entreprise, sur 11 208 travailleurs immigrés, 10 150 sont des O.s.

Face à une telle carence, les syndicats s'époumonent à réclamer, pour les immigrés, de véritables possibilités de formation. « Et tout effort de formation doit reposer en premier lieu sur un véritable service public, dépendant de l'Education nationale », précise Pierre Evin, chargé du Secrétariat à l'immigration de la C.f.d.t. On en est loin. En fait, 2 000 travailleurs immigrés ont accès, chaque année, à des cours de formation professionnelle proprement dite. Un chiffre éloquent.

MICHELE BACKMANN

LES BRIGADES DU SAVOIR

→

Ce dernier dessein a peut-être refroidi les ardeurs de la junte de salut national qui, initialement favorable à la campagne, devait se récuser par la suite et créer de ce fait quelques difficultés aux brigades. Ainsi bridé, le Mouvement des forces armées n'a pu fournir tout l'appui escompté mais il a suscité cependant le soutien financier du gouvernement provisoire. Celui-ci a, entre autres, alloué aux brigades un premier crédit de 1 500 contos (30 millions d'A.F.), renouvelable. La campagne bénéficiait également du concours du Mouvement démocratique portugais et du Mouvement démocratique des femmes qui se sont employés à résoudre les problèmes de transport et d'hébergement.

Au cours de la seconde quinzaine d'août, cent brigades d'alphabétisation proprement dite, regroupant chacune cinq ou six étudiants, opèrent dans les sept districts retenus : Castelo Branco, Bragança, Viana do Castelo, Braga, Vila Real, Viseu, et Guarda. Quatre-vingt brigades sanitaires, de trois ou quatre étudiants chacune, déploient leur activité dans ces mêmes districts. Elles ont une action indépendante de celles des brigades d'alphabétisation. Dans un village donné, il peut donc y avoir une brigade d'alphabétisation sans brigade sanitaire ou inversement, ou bien encore les deux en même temps. Les équipes sanitaires ont pour mission d'aider la population à prendre conscience des problèmes d'hygiène, de vaccination, d'assistance maternelle infantile, de contraception... Par ailleurs, douze à quinze « brigades mobiles », de trois ou quatre personnes chacune, coordonnent chacune l'activité de six à treize brigades. Elles téléphonent quotidiennement un rapport au siège de la Commission Pro-Unep à Lisbonne où une demi-douzaine de personnes assurent la centralisation de la campagne. Enfin, une dizaine de « brigades cardio-vasculaires », très mobiles, collectent les informations statistiques relatives à ces problèmes. Ainsi, au cours de la dernière quinzaine d'août, plus d'un millier d'étudiants participent à la campagne. Ceux-ci s'inscrivant pour des périodes de quinze jours (certains pour quinze jours, d'autres pour deux ou trois fois quinze jours), on peut considérer que la campagne, à son terme, aura mobilisé environ deux mille étudiants.

Au bout d'un chemin chaotique, un village du Nord. Vieilles bâtisses de pierre, rues étroites sans asphalte ni pavés. Quelques maisons neuves aussi : celles des émigrants qui se saignent à l'étranger pendant des années pour construire au pays une maison dont ils profiteront à peine. Sédentaires et émigrés cohabitent ici pendant les vacances. Deux communautés qu'un mutuel rejet sépare. « Rue du 25 avril », à côté du bistrot local, une brigade a installé ses pénates. Les sept étudiants qui la composent, quatre alphabétisateurs (une lycéenne, un « historien », un professeur d'éducation physique...) et trois « médecins », sont accablés de problèmes. Ils appartiennent à une des brigades qui a rencontré le plus d'obstacles. L'ennemi numéro un ? Un curé. Il a tenté de dresser la population contre les brigades et n'a pas hésité à qualifier leurs membres à la fois de « protestants », « communistes » et « trafiquants de drogue » ! Or l'emprise de l'Eglise demeure très forte dans ces régions. Le curé y exerce encore une influence certaine sur ses ouailles. Or, de nombreux prêtres voient cette campagne d'un mauvais œil. C'est pour eux les prémices de la fin de leur monopole idéologique, une brèche dans un obscurantisme maintenu depuis des lustres avec leur complicité. En l'occurrence, certains parmi eux se font donc les porte-parole de la réaction. Encouragés d'ailleurs dans cette entreprise de sauvegarde des privilèges par un groupuscule de civils rassemblés au sein d'une pseudo « Commission catholique pour la défense de la Foi ». En fait, sous cette bannière se dissimulent quelques individus issus d'une organisation fasciste, le « Club Vector ».

Outre cette « anti-campagne » menée par certains secteurs de l'Eglise, les brigades doivent affronter d'autres résistances. Il leur faut vaincre la résignation à laquelle le régime déchu avait accoutumé les paysans. Le « Je suis trop vieux pour apprendre à lire » ou le « Cela fait des années que je vis ainsi, pourquoi changer » ne leur facilite pas la tâche. L'obscurantisme entrave leur action. Quelle ne fut pas la surprise d'un des « médecins » de la brigade d'entendre une femme taxer de « sorcellerie » le changement de couleur du papier utilisé dans certaines analyses... Et pourtant, les alphabétisateurs ne sont pas des grands sorciers ni même des magiciens capables d'éponger en deux mois un tel passif.

A quelques kilomètres du précédent, un autre village isolé, « France », s'est accroché au flanc de la montagne. Les alphabétisateurs y sont heureux : accueil favorable de la population et des autorités et insertion facilitée par la présence au sein de la brigade d'un étudiant originaire du village. Entre les cours et la partie de cartes, les étudiants aident les paysans dans leur travail et rentrent le foin. En partageant son temps et ses effectifs, la brigade alphabétise aussi des hameaux des environs. Dans un de ces hameaux, le cours, c'est aujourd'hui une révision, se déroule dans une petite pièce désaffectée attenante au domicile d'un villageois. Un minuscule tableau noir, une table et deux bancs sur lesquels s'assoient quatre paysannes de divers âges. Crayon en main, elles tracent maladroitement sur leur cahier d'écolier les mots de la méthode et égrènent inlassablement les litanies de syllabes : « TA, TE, TI, TO, TU »... La plus jeune a subi un début de scolarisation et ses progrès sont rapides. Deux autres ont des dispositions. La dernière peine beaucoup. Soudain, l'une des « bonnes élèves », à laquelle les deux alphabétisateurs font écrire successivement et côte à côte les syllabes « LO » et « JA », découvre, en les prononçant, qu'elle sait ECRIRE et LIRE un mot qu'elle emploie depuis des années.

Tous ne connaîtront pas les mêmes succès. Deux mois de campagne, même intensive, n'effacent pas d'un coup les séquelles de 48 ans de fascisme. Fin septembre, peu de paysans, sans doute, sauront lire et écrire. D'autant plus que le relai envisagé par des structures permanentes demeure hypothétique : « ce sera difficile », convient-on à la Commission Pro-Unep. Mais, tentatives de boycott, rapidité de préparation, courte durée de la campagne, lacunes et carences, n'en annulent pas les aspects positifs. La démocratisation de l'enseignement, un des objectifs de la future Unep, a certainement gagné des partisans parmi les étudiants. La campagne a parfois abouti à une prise de conscience. Certains curés qui se sont retrouvés isolés face à leurs ouailles après une intervention hostile à l'égard des brigades ne le démentiront pas. Elle pose également de solides jalons pour les futures initiatives de ce type. Enfin, elle atténue le clivage ville-campagne et enfonce la barrière peuple-étudiants. Ainsi, ils ont pu pendant deux mois « être avec le peuple comme un poisson dans l'eau ».

JACQUES LANCIEN

KOLOSSALE ILLUSION

Livres

Les anniversaires de ce qui s'est vraiment passé sont suffisamment commémorés pour qu'à l'occasion soient célébrés ceux des évènements qui n'ont pas eu lieu. Il y a 35 ans cette année que commença ce qui reste dans l'Histoire la « drôle de guerre », c'est-à-dire la guerre qu'on ne fait pas. C'est, en effet, le 12 novembre 1939 qu'aurait dû débuter l'offensive prévue par Hitler contre la France, offensive à laquelle il renonça sous la double pression de ses généraux et de la passivité de ses adversaires.

Les premiers mois de la Deuxième Guerre mondiale appartiennent à ces périodes sur lesquelles règnent une sorte de pudeur agressive. C'est que les protagonistes de l'époque, les peuples comme les gouvernements, éprouvent sans doute encore un sentiment de malaise en face de faits qui sont rarement à leur honneur. La guerre débuta comme une journée des dupes, chacun imaginant ou bien qu'il n'y serait pas entraîné, ou bien qu'elle ne durerait pas. Le gouvernement nazi espérait, dans son ensemble, d'abord que les alliés de la Pologne accepteraient un nouveau Munich, ensuite qu'une fois Varsovie occupée, un accord de paix entérinerait les choses. Le gouvernement italien, furieux d'avoir été laissé dans l'ignorance du pacte germano-soviétique, crut pouvoir maintenir un semblant de neutralité. Le gouvernement soviétique attendait un conflit assez long entre l'Allemagne et la Pologne et fut conduit à appliquer plus vite qu'il ne l'aurait voulu les clauses secrètes du pacte Staline-Ribbentrop. Le gouvernement polonais était convaincu de tenir suffisamment longtemps pour qu'une offensive franco-anglaise puisse être déclenchée et aboutisse à un effrondrement allemand que personne ne mettait en doute. Enfin, les gouvernements de Paris et de Londres mirent la plus mauvaise grâce à entrer dans le conflit, tant ils étaient persudadés que l'économie d'une guerre était encore possible.

Depuis, chacun a cherché à tirer la couverture vers lui, justifiant son attitude de 1939 par ce qui allait se passer ensuite — comportement compréhensible, tant personne ne fut à la hauteur des circonstances. L'heure commence cependant à être venue d'une analyse plus sérieuse et plus objective des événements, par des gens qui, ne les ayant pas vécus aux postes de responsabilité, ont moins tendance à la justification.

On peut saluer comme une de ces analyses le livre de l'Anglais Nicolas Bethell, paru dans son pays en 1972 et traduit cette année à l'usage du public français.

Ce qui ressort de ce livre, c'est la colossale illusion sur ce qu'était monsieur Hitler, comme l'appellent les diplomates anglais de l'époque. A la fin d'août, lord Halifax, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, considérait que le gouvernement allemand était « chancelant » ; et, pendant presque deux mois, on espéra à Londres la chute d'Hitler au profit d'une équipe dirigée par Hermann Goering, considéré comme le

Jane Fonda: La guerre n'est pas finie

Le dernier film réalisé par Jane Fonda, « Introduction à l'ennemi », est actuellement projeté au Saint Séverin et au 14 juillet (voir le précédent numéro de « l'Unité »). Venue 24 heures à Paris pour le présenter, Jane Fonda a bien voulu accorder un entretien à « l'Unité ». Retour du Vietnam, elle explique ce qu'elle y a vu et ce qu'elle en pense.

L'UNITE : Votre film montre un Vietnam nouveau, un Vietnam qui espère. On vous sent frappée par la ténacité de ce peuple...

JANE FONDA : Oui, même aujourd'hui ils disent : « S'il faut encore lutter pendant des années et des années nous le ferons ». Ils l'ont déjà fait. A peine leurs récoltes détruites par les bombes, ils ensemençaient déjà leurs champs. Au Sud, dans les régions libérées par le G.r.p., j'ai rencontré un paysan qui avait vécu trois ans sous terre et reconstruit douze fois sa maison, cinq fois à cause des Français, sept fois à cause des Américains. Depuis trente ans les Vietnamiens disent qu'ils gagneront. Le plus impressionnant n'est pas tant dans leur courage que dans leur lucidité. Car pour résister comme ils l'ont fait et continuer à le faire, pour mener la lutte à travers toutes les souffrances possibles, il ne suffit pas d'être héroïque, il faut surtout savoir pourquoi on l'est. L'exemple du Vietnam est ce cas unique dans l'histoire contemporaine où tout un peuple a su comprendre et assumer son propre destin. Je n'invente rien : quand, aux Etat-Unis, dans les années 1964-1965, nous, militants américains, n'étions pas sûrs de pouvoir alerter efficacement l'opinion sur la guerre... eh bien au même moment les Vietnamiens écrivait et prévoyaient que le temps viendrait où les soldats américains eux-mêmes s'organiseraient contre la guerre ! Les événements sont effectivement venus confirmer l'acuité de leur analyse.

— Vous n'avez jamais rencontré la lassitude ?

— « Nous avons beaucoup de choses à dire sur la patience », m'a fait remarquer avec humour un écrivain du Nord. les Vietnamiens ne sont pas patients par hasard. Ils sont patients parce que politisés. Ils n'ont pas été politisés par les mots ou par les théories rapportés de quelques intellectuels. Ils l'ont été par les décennies de luttes qu'ils ont menées contre leurs envahisseurs successifs. Et l'âpreté de l'enjeu leur est vite apparue. Ils se sont rendus compte que le Vietnam était devenu le point focal de toutes les contradictions du monde. Ils se battent pour leur indépendance d'abord, pour leur droit à être un pays libre ; mais ils savent aussi qu'ils sont en train d'abattre la première puissance impérialiste du monde. Au Vietnam, chacun sait maintenant que l'enjeu est aussi entre le capitalisme et le socialisme, que les Etats-Unis sont à la fois un envahisseur et un ogre économique.

— L'Amérique, voilà l'ennemi, pour les Vietnamiens. Mais vous, Américaine, ils ne vous ont pas traitée en ennemie...

— Le travail extraordinaire fait par les organisations politiques a toujours tendu à démontrer que le peuple américain n'est pas un ennemi, que le seul ennemi c'est l'administration américaine. C'est facile à comprendre sur le plan théorique. Les Vietnamiens ont fait mieux : ils ont fait entrer cette idée dans leur pratique quotidienne. Un jour, je suis arrivée dans un village, on y jouait en vietnamien une pièce américaine d'Arthur Miller où l'on voit un fils s'opposer à son père, industriel, qui laisse mettre en service des avions de guerre dangereux pour les pilotes eux-mêmes. Alors que l'Amérique ignore tout de la culture authentique d'un peuple qu'elle voue au génocide depuis des années, ce peuple pousse la curiosité et la fraternité jusqu'à essayer de nous comprendre à travers notre théâtre !

— Les Américains essaient-ils, eux, de connaître le peuple vietnamien ?

— Mon film se donne justement ce but : faire mieux connaître à l'opinion américaine les gens du Vietnam. Plus les Américains connaîtront de visages vietnamiens, plus ils comprendront l'injustice de la guerre menée par leur gouvernement... Mais il faut déjà dire que les Américains ont fait de grands pas. Sans leurs protestations, sans les manifestations dans les rues, Nixon, n'aurait pas été forcé de changer de stratégie et de signer les accords de Paris. Il ne faut pas oublier non plus que ce sont des mouvements de protestation américains qui sont à l'origine de Watergate, donc du départ de Nixon. Certes, la découverte de ce que son gouvernement a fait en Indochine a traumatisé et culpabilisé une partie de l'opinion américaine. Mais à l'écœurement a vite succédé la mobilisation. Nixon en sait quelque chose ! Certes, ce n'est pas le peuple américain seul qui arrêtera définitivement la guerre. Mais le peuple américain, soutenant la lutte du peuple vietnamien, et renforçant le tollé de l'opinion mondiale, peut acculer Ford à partir enfin du Vietnam.

— Ce film s'ajoutant à tout ce que vous avez fait précédemment pour le Vietnam, l'administration américaine doit vous considérer comme un ennemi au même titre que le peuple vietnamien tout entier, non ?

— Je suis l'ennemie depuis que j'ai décidé d'être autre chose que Barbarella. Pour me rendre inefficace, l'administration a essayé par tous les moyens de me déconsidérer auprès de l'opinion. Comme seule réponse, je fais des procès à tout ce beau monde : au F.b.i., à Haldemann, à d'autres conseillers de Nixon, à Nixon lui-même. Au début il parait que ça les a fait rire. Aujourd'hui, ils rient moins : je crois savoir que je ne suis pas la seule à les traîner en justice...

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-PAUL LIEGEOIS

modéré du nazisme. Quant à Maurice Gamelin, commandant en chef de l'armée française, il affirmait qu'Hitler « s'écroulera le jour où on déclarera la guerre à l'Allemagne » et que « l'armée allemande sera contrainte de marcher sur Berlin pour réprimer les troubles qui y éclateront immédiatement ».

La conviction que les nazis étaient des gens avec lesquels la discussion était possible fut alimentée à la fois parce qu'elle répondait à l'espérance de paix qu'on voulait entretenir et parce que les dirigeants allemands surent manipuler leurs adversaires. C'est ainsi qu'un homme d'affaires suédois, Birger Dahlerus, allait en toute bonne foi servir de truchement entre Goering et Londres jusqu'à la mi-novembre. La faiblesse des Alliés — certains de leurs dirigeants étaient à mi-chemin entre le pacifisme doctrinal et la trahison inconsciente — fit le reste. La nature du national-socialisme était encore contestée ou incomprise, et pas seulement par anticommuniste — Hitler plutôt que Staline — qui, existant réellement dans la bourgeoisie occidentale, ne suffit pas à expliquer la passivité alliée et à justifier le pacte germano-soviétique. En fait, chaque gouvernement ne cherche alors qu'à se sortir de l'affaire au nom de son intérêt national immédiat, alors que le national-socialisme exigeait une réplique collective.

Gagné après sa mort

Ni la prise de Prague en violation des accords de Munich, ni des pogroms antisémites, ni Guernica, ni les camps de concentration dans lesquels croupissaient déjà des dizaines de milliers d'Allemands n'avaient ouvert les yeux. Il faudra une tuerie rarement atteinte dans l'Histoire pour qu'on sache enfin ce qu'était le nazisme. Un autre livre qui vient de paraître également à partir de la traduction d'un ouvrage publié à Londres, devient ainsi le contrepoint à celui de Nicolas Bethell. Evelyn Le Chêne a présenté en 1971 un des dossiers les mieux faits sur Mauthausen. Cette Anglaise a épousé un rescapé du camp, un agent anglais parachuté en France, puis capturé et envoyé — « Nuit et brouillard » — dans un lieu qui n'avait d'autre finalité que la mort après les pires tortures. Les sentiments qu'elle porte à son mari explique le choix d'Evelyn Le Chêne : elle a vécu en esprit ce que son compagnon a supporté dans sa chair.

Mais si son livre part d'un cri, il s'est résolument voulu un document objectif. Qu'on n'attende pas des « effets » : l'épouvantable se situe au niveau du fait et de la statistique. Aucune puissance littéraire ne pourrait surpasser ce constat et il faut s'y reprendre à deux fois pour essayer — sans y parvenir d'ailleurs — de comprendre ce que signifie physiquement et moralement des phrases de ce genre : « Les détenus étaient constamment battus avec des matraques de caoutchouc remplies de sable d'environ 50 centimètres de longueur. Les coups provoquaient chez la victime un vacillement perpétuel, analogue à celui d'un marin sur le pont d'un navire en mer, et entraînaient souvent diverses espèces de lésions cérébrales. Et une angoisse supplémentaire s'emparait des malheureux lorsque le commandant adjoint Georg Bachemayer lâchait ses chiens aux trousses des victimes de ces diverses formes de torture ».

On ne savait pas, en 1939. Est-ce une excuse ? Depuis, beaucoup de choses n'ont pas été sues, ou ont été volontairement ignorées. Nicolas Bethell a intitulé son livre « La guerre qu'Hitler a gagnée ». La question reste posée : a-t-il seulement gagné en 1939 ? N'a-t-il pas, au-delà de sa mort, gagné une autre guerre, qui a fait de la seconde moitié du XXe siècle un terrible exemple de l'atroce, de l'injustice et de l'inhumain ? Le 6 octobre 1939, Adolf Hitler prononça un grand discours pour lancer une « offensive de paix ». Il s'adresse à Dieu : « Je te supplie de nous conduire, ainsi que toutes les autres nations, dans le bon chemin, afin que l'Allemagne et l'Europe puissent retrouver le bonheur de la paix ». Au même moment, les effectifs de Mauthausen doublaient par l'arrivée des premiers Polonais et le nombre de morts par mois y triplait.

GEORGES FRAMERIES

Nicolas Bethell : « La guerre qu'Hitler a gagnée » (The war Hitler won), Pierre Horay éditeur (diffusion Garnier) ; Evelyn Le Chêne : « Mauthausen ou la comptabilité de l'horreur », éditions Pierre Belfond, collection L'Histoire au présent.

Les "soldats perdus" de Jésus

Que deviennent les Jésuites à la fin du XXe siècle ? Telle est la question à laquelle tente de répondre le journaliste Alain Guichard qui, après avoir étudié la situation des Juifs et des francs-maçons, aborde aujourd'hui celle de la Compagnie. Continuité dans l'intérêt et dans la recherche d'autant plus intéressante que l'auteur, s'il rejette l'idée que les Jésuites soient les francs-maçons de l'Eglise et s'il se montre très réservé sur l'importance des influences de la Cabbale et des maîtres juifs de Cordoue et de Grenade sur la pensée d'Ignace de Loyola, constate que ces trois groupements humains partagent une adversité commune dans la succession d'interdictions ou de bannissements qu'ils ont eu à supporter. Notons cependant, en correctif, que les bûchers de Juifs ont été plus nombreux que ceux de Jésuites.

Alain Guichard est un homme de bonne foi. Il veut rendre aux Jésuites la part qui leur revient et, sans doute parce qu'on parle bien que de ce qu'on aime un peu, le fait avec une sympathie évidente pour les disciples de saint Ignace, si décriés et si caricaturés, notamment depuis qu'un certain Pascal a mis son talent et sa plume au service de leurs adversaires jansénistes. Non, les Jésuites ne constituent pas une armée soumise à une discipline intellectuelle rigide servant aveuglement la papauté. Non, les Jésuites ne sont pas un agrégat d'hommes pour qui tous les moyens sont bons pour pénétrer dans le monde et y asseoir leur puissance. Au contraire, la Compagnie de Jésus, par la volonté même de son fondateur, représente dans l'Eglise une sorte de bastion de la liberté intellectuelle, de la tolérance bien comprise et du respect de la conscience d'autrui. En particulier, leur comportement sur les territoires des colonisations espagnole et portugaise, ainsi qu'au sein de peuples si éloignés de la mentalité occidentale, Chinois, Indous ou Japonais, prouvent leur ouverture d'esprit. En avance sur leur temps, les Jésuites disaient déjà la messe en chinois au XVIIe siècle, intégraient dans l'exercice religieux les traditions bouddhistes et créaient en Amérique du Sud pour les Indiens des républiques théocratiques et égalitaires qui expliquent, selon l'auteur, leur expulsion d'Espagne avec l'assentiment romain.

Certes, selon les époques, la Compagnie de Jésus a présenté des visages différents. Sa résurrection en 1814 en fait très vite un des piliers de l'ordre établi par la Sainte Alliance et la rallie ensuite au capitalisme bourgeois. Il faut attendre les débuts de notre siècle pour que s'amorce un retour à la source, relativement peu conscient au début alors qu'il s'affirme de plus en plus clairement maintenant, encore que la liberté de réflexion qui règnerait en son sein conduise individuellement des Jésuites à prendre des attitudes parfois si contradictoires qu'Alain Guichard estime qu'il faut s'en tenir au jugement de la conduite de la majorité. Cependant, rien ne paraît vraiment réglé, même si l'on tient compte de le lenteur avec laquelle bougent les corps ecclésiastiques. Une Congrégation générale — sorte de congrès suprême de la Compagnie qui n'en a réuni que 31 depuis sa fondation en 1540 — se tient depuis dimanche pour « rechercher, préciser et concrétiser plus efficacement le genre de services que la Compagnie doit rendre à l'Eglise dans cette période de changement rapide du monde, et de répondre ainsi au défi que le monde nous présente ». Au centre du débat, la signification et la valeur de la pauvreté et de l'union des cœurs, c'est-à-dire de vertus qui ont autant de portée sur l'attitude du Jésuite au sein de la Compagnie que dans ses relations avec le monde.

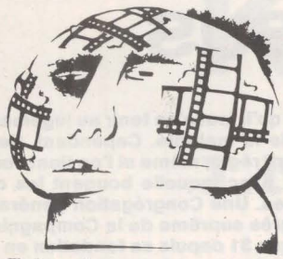
L'ambiguïté d'une telle analyse tient à l'ambiguïté de la Compagnie. Elle avait été créée pour lutter — elle le fit efficacement et sans violence physique, celle-ci étant réservée à l'Inquisition et au pouvoir séculier — contre la Réforme protestante ; il lui fallut donc souvent, et il lui faut encore aujourd'hui, être à l'avant-garde de l'audace réformiste pour rester fidèle à une méthode de propagation de la foi qui consiste souvent à témoigner en faveur de Dieu en se mettant à la place de son adversaire et toujours par l'exemple de la tolérance ou de la compréhension.

Je ne discuterai pas du contenu de cette foi, par incompétence personnelle, et ne prendrai donc pas parti entre les nuances des pensées qui s'affrontent et sur leurs distances philosophiques. Mais ce qui ressort nettement, si l'on suit Alain Guichard en faisant confiance à son analyse, c'est que la Compagnie de Jésus, malgré la réputation de solidité qui lui est faite, doit être la plus fragile devant les mouvements du monde et la plus perméable aux phénomènes qui sont à l'origine de la crise de l'Eglise. « Conservateurs, révolutionnaires, thomistes, hégéliens, le contraste peut donc aller du blanc au noir chez les pères d'une même province », note Alain Guichard. Etait-ce ce que souhaitait Ignace de Loyola ? A la limite, est-il important de savoir ce qu'il souhaitait et l'essentiel n'est-il pas de savoir comment, à un moment donné, ceux qui font référence à lui, trouvent dans son œuvre la justification de leur propre attitude ? Chaque fondateur d'idées nouvelles offre l'avantage d'être, au delà de sa mort physique, perfectible ou adaptable. Et si le doute qui accompagne l'humilité intellectuelle représente la vertu première selon saint Ignace, la Compagnie de Jésus a l'éternité pour s'inventer de nouveaux visages qui seront le reflet des sociétés changées.

G.F.

Alain Guichard, « Les Jésuites » (éditions Bernard Grasset, 253 p.).

Au risque de vous plaire



Cinéma

*** Michael Winner : Un justicier dans la ville.**

Un citoyen décide de remédier aux carences de la police américaine en se faisant justice lui-même et en nettoyant les rues de tout ce qu'il considère comme néfaste. Un plaidoyer inquiétant en faveur des milices comme il en existe déjà aux Etats-Unis et qui ne demandent qu'à apparaître un peu partout en France.

*** Dessins animés and C°.**

Le film d'animation est le parent pauvre du cinéma, surtout quand il est réduit à la durée d'un court métrage. Un groupe d'artisans, le Pink Splash, a tenté l'aventure de vivre de ces œuvrettes animées. Parmi ces fanas, Manuel Otero et beaucoup de dessinateurs qui promettent.

*** Jean Girault : Les murs ont des oreilles.**

Dans sa villa de banlieue, un romancier à succès s'amuse à espionner tout son entourage grâce à un système d'écoutes téléphoniques. Affligeant.

*** Robert Dhéry : Vos gueules, les mouettes.**

Rien n'est plus triste qu'un comique impuissant, surtout quand il avait réussi à nous faire rire autrefois. C'est malheureusement le cas des ex-Branquignols égarés dans un village breton.

*** Wolfgang Reitherman : Robin des Bois.**

Une fois n'est pas coutume : une réussite de la maison Walt Disney due à l'un de ses plus talentueux metteurs en images. Traditionnel, noyé dans les bons sentiments et loin de l'avant-garde, certes, ce dessin animé suscite pourtant la complicité des enfants et désarme les adultes.

*** Jack Hazan : A bigger splash.**

En brossant le portrait du peintre londonien à la mode David Hockney, Jack Hazan tente de nous faire pénétrer dans l'univers de ses toiles. Un film sur l'homosexualité et l'angoisse créative. Du cinéma-vérité pictural.

*** Robert Cordier : Fender l'Indien.**

Un guitariste indien, déséquilibré, fumeur d'héroïne et hanté par le souvenir de Jimi Hendrix, part à la recherche de son amie infidèle, amoureuse d'une lesbienne noire. Portrait, par un disciple d'Andy Warhol, d'une Amérique désespérément perdue entre sexe et violence.

*** Heiny Sour : L'heure de la libération a sonné.**

Le Dhofar, au sud-est de l'Arabie, tente de se libérer des multiples despotismes dont il est victime. Une jeune journaliste libanaise a filmé la lutte des militants avec des moyens artisanaux et dans des conditions difficiles. Un document.

*** Youssef Chahine : Le moineau.**

Entre la fin du mois de mai et le 9 juin 1967, à la veille de la guerre des Six Jours, un groupe représentatif de la société égyptienne dévoile les corruptions en même temps que l'éveil de conscience d'un peuple. Un film prémonitoire.



Livres

ESSAIS

*** Sarane Alexandrian : Le surréalisme et le rêve (Gallimard).**

Le rôle de l'inconscient dans un mouvement artistique.

*** Carl Fox et H. Landehoff : Les poupées (Seghers).**

L'histoire des poupées et leur signification dans le monde entier. Derrière le bois ou le chiffon, les mythes où l'humanité ne cesse de raconter sa propre aventure.

*** Gabriel Matzneff : Les moins de seize ans (Julliard).**

« On n'est pas sérieux quand on a dix-sept ans », disait Rimbaud. Avant, on l'est encore moins. L'auteur fait l'éloge de cette rébellion en forme de pied de nez.

*** Boris Vian : Chroniques du menteur (Bourgois).**

Des textes publiés ou refusés par « Les Temps modernes » en 1946-1947.

*** Vladimir Jankelevitch : Fauré et l'inexprimable (Plon).**

Une analyse — discutable, mais passionnée — des contradictions d'un musicien.

— HISTOIRE

*** David H. Weinberg : Les Juifs à Paris de 1933 à 1939 (Calmann-Lévy).**

Ils ont vécu dans l'atmosphère de l'antisémitisme et la peur de la persécution. A renfort d'archives, de récits et de témoignages, Weinberg raconte comment ils ont vécu l'ascension du nazisme.

— POLITIQUE

*** Gilles Martinet : L'avenir depuis vingt ans (Stock).**

La révolution est-elle affaire de hasard ? Les combats politiques d'hier et d'aujourd'hui ne sont-ils pas les semences les plus sûres pour demain ?

*** Santiago Carillo : Demain l'Espagne — entretiens avec Régis Debray et Max Gallo (Le Seuil).**

L'après-franquisme selon le secrétaire général du Parti communiste espagnol.

*** Louisette Blanquart : Femmes, l'âge politique (Editions sociales).**

Un secrétaire d'Etat à la condition féminine, des organisations « féministes » : la question féminine ne peut plus être considérée comme une mode.

— ART

*** Art Boericke et Barry Shapiro : Maisons de charpentiers amateurs américains (Chêne).**

Moitié palais, moitié abri. La maison devient symbole de la liberté retrouvée. Et le livre, quête d'une architecture sauvage.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*70 F*	[ ]
normal d'un an à	*120 F*	[ ]
de soutien à	*150 F*	[ ]
de soutien à	*200 F*	[ ]

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire [ ]
par chèque postal [ ]
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source [ ]

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES
Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Maurice Fabien, Yann Fitt, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jean-Claude Rieu, Maurice Séveno, Antoine Violet.

MAQUETTES - DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

AVEC LA COLLABORATION DE
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionet Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, Louis Mermaz, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéi.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 ((Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Michel Lecornet
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetôt

ENCYCLOPEDIE PERIODIQUE ECONOMIQUE, POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE

55 SERVICES DE DOCUMENTATION

monographiques et biographiques

LA POLITIQUE FRANÇAISE :

- Les Cabinets Ministériels
- L'Assemblée Nationale
- Le Sénat
- Le Conseil Economique et Social
- Le Conseil de Paris
- Les Elections en France (Elections Municipales, Cantonales, Législatives, Sénatoriales, Présidentielles)
- Les Référendums de la Ve République
- Communes et Maires de France

etc...

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE :

- Les Entreprises Publiques d'intérêt national.
- Les Administrateurs et Dirigeants Français des sociétés cotées en Bourse
- Les Elections Professionnelles (Chambres d'Agriculture, Chambres de Commerce et d'Industrie, Chambres de Métiers, Tribunaux Paritaires de Baux Ruraux, Conseils de Prud'homme).

etc...

L'ADMINISTRATION ET LES CORPS ADMINISTRATIFS FRANÇAIS :

- L'Administration préfectorale
- Le Conseil d'Etat
- La Cour des Comptes
- L'Inspection Générale des Finances
- L'Ecole Nationale d'Administration
- Les Conseillers et Attachés commerciaux et financiers
- Le Corps Diplomatique et Consulaire
- Les Administrations Centrales des Ministères

etc...

LA PRESSE ET L'INFORMATION EN FRANCE :

- Biographies
- Organismes syndicaux et professionnels

LA PUBLICITÉ EN FRANCE :

- Biographies
- Organismes syndicaux et professionnels
- Sociétés et Agences de Publicité

L'EUROPE :

- Le Parlement Européen
- Le Comité Economique et Social Européen
- La Commission des Communautés Européennes

EN PRÉPARATION :

Les Organisations Internationales en France La Représentation Etrangère Diplomatique et Consulaire en France - Les Français dans les Organismes Internationaux à l'Etranger - Les Chambres de Commerce - Les Banques - La Presse de Langue Française dans le Monde - La Presse Quotidienne Française - La Presse Périodique en France - Les Agences de Presse - Les Syndicats.

Une documentation exacte, complète et constamment à jour

Abonnement d'un an comprenant :

— Volumes servis à jour ;
— Mises à jour régulières ;
— Service de renseignements téléphoniques.

GP

C'est un département de la

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE PRESSE

SIÈGE SOCIAL : 13, AV. DE L'OPÉRA, 75001 PARIS
BUREAUX : 9 A 15, AV. DE L'OPÉRA, 75001 PARIS
IMPRIM. : 8 A 14, RUE D'ARGENTEUIL, 75001 PARIS
B. P. N° 110 - 75021 PARIS - CEDEX 01
TÉLÉPHONE : 260.32-00 (30 LIGNES GROUPÉES)

Collection Parlementaires

si vous voulez vraiment aider le Parti socialiste

ABONNEZ-VOUS OU ABONNEZ L'UN DE VOS AMIS A l'unité

EN UTILISANT
JUSQU'AU 31 DECEMBRE
LA FORMULE SPECIALE
20 SEMAINES
50 FRANCS

BULLETIN D'ABONNEMENT SPECIAL
à retourner à l'Unité, 41 boulevard Magenta
Paris 10ème

Je soussigné .....

Demeurant .....

désire souscrire un abonnement spécial de 20 semaines pour 50 francs que je vous adresse

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement
au C.C.P. L'UNITE
3034980 La Source ☐

Le bulletin d'abonnement normal d'un an est en page 30.

A NOS ABONNES

Après cinq semaines d'interruption due à la grève des postes nos abonnés vont recevoir à nouveau « l'Unité ». Nous remercions tous ceux d'entre eux qui pendant cette période ont acheté le journal au numéro mais nous avons aujourd'hui un nouvel appel à leur lancer.

Depuis l'interruption de l'envoi aux abonnés, près de 1 000 abonnements sont arrivés à échéance. Ils doivent naturellement, comme tous les autres, être prolongés de cinq semaines. **Mais nous demandons instamment à tous ceux qui sont dans ce cas et qui vont donc recevoir la lettre de relance habituelle de se réabonner immédiatement,** étant entendu que leur abonnement sera valable pour cinq numéros supplémentaires. Ils nous aideront ainsi à passer un cap difficile.

En effet, pendant ces cinq semaines sans courrier nous avons été privés de toute rentrée d'argent et l'état de nos finances s'en trouve gravement atteint. Alors que, pour la première fois, nous allions terminer l'année sans aucun problème de trésorerie, il nous manque aujourd'hui 20 millions d'anciens francs pour assurer les échéances de décembre. Les abonnements à renouveler représentent à peu près cette somme. C'est pourquoi nous nous permettons d'insister.

*
* *

D'autre part, à la veille de la grève nous avions lancé **une grande campagne d'abonnements spéciaux 20 semaines - 50 francs** qui a été, elle aussi, gravement perturbée par l'absence de courrier. **Nous la reprenons cette semaine** (voir placard ci-contre) **en la prolongeant jusqu'au 31 décembre.** Profitez-en pour abonner des amis ou des sympathisants. C'est un cadeau de Noël qui en vaut un autre.

*
* *

Rappelons enfin que tous nos abonnés recevront prochainement, en tiré à part, l'ensemble de notre enquête « Dictionnaire d'un racket » que la plupart d'entre eux n'ont pu lire que partiellement.

Collection Gaël